

Cat. 46a.

101
Bibl. cant. VS Kantonsbibl.



1010296483



3130

CODE

DE

PROCÉDURE CIVILE

DU CANTON DU VALAIS.

Edition officielle.



SION,

IMPRIMERIE DE DAVID RACHOR.

—
1856.

NB 668/8, a

LIVRE PREMIER.

DES TRIBUNAUX ET DES PARTIES.

TITRE PREMIER.

DE L'ORGANISATION DES TRIBUNAUX.

ARTICLE 1^{er}. Il y a dans chaque commune un juge et un juge-substitut.

Les suppléants au tribunal civil ou correctionnel, et, à leur défaut, les suppléants au tribunal désigné en conformité de l'article 36, remplacent, d'après le rang de leur nomination, le juge et son substitut, en cas d'empêchement ou de récusation de ces derniers, ou si la commune n'en a pas nommé.

2. Deux ou plusieurs communes peuvent avoir le même juge. Dans ce cas le juge peut tenir ses séances dans l'une de ces communes, à son choix.

3. Il y a dans chaque district un tribunal de première instance composé de trois membres, avec trois suppléants ;

Et pour le canton un tribunal d'appel composé de neuf membres, avec cinq suppléants.

Les suppléants sont appelés, d'après le rang de leur nomination, à remplacer les juges ordinaires empêchés ou récusés.

4. Lorsqu'un juge est remplacé pour cause d'empêchement, il est saisi de la cause dès que l'empêchement a cessé.

Cependant la séance qui aura commencé devant un juge continuera devant lui; et dans les débats oraux qui ont lieu devant les tribunaux de première instance ou devant le tribunal d'appel, les juges présents à l'ouverture des débats continuent à siéger jusqu'au jugement inclusivement.

5. Les tribunaux de première instance tiennent leurs séances au chef-lieu du district.

Il en est de même du juge d'instruction. Cependant celui-ci se transporte dans d'autres localités, lorsque les besoins de la cause ou l'intérêt des parties l'exigent.

6. Le tribunal du canton se réunit chaque année en session ordinaire, à Sion, le premier lundi de mai et le premier lundi de novembre.

Si ce premier lundi est un jour de fête, il se réunit le lendemain.

TITRE II.

DE LA COMPÉTENCE DES TRIBUNAUX CIVILS.

CHAPITRE PREMIER.

De la compétence des juges de commune.

7. Les juges de commune ont les attributions suivantes :

Ils sont chargés du préliminaire de la conciliation dans toutes les causes civiles qui ne sont pas dispensées de cette formalité ;

Ils connaissent sans appel de toutes les causes mobilières et immobilières dont la valeur n'excède pas trente francs ; ainsi que des exceptions préliminaires qui s'y rattachent ;

Ils accordent la signature des exploits concernant les poursuites pour dettes, l'opposition à ces poursuites, les saisies réelles et les séquestres ;

Ils sont chargés de l'apposition et de la levée des scellés ;

Ils font dresser les inventaires judiciaires ;

Ils opèrent les saisies réelles.

8. Si l'action avait pour objet différentes valeurs,

dont aucune n'atteindrait le chiffre de trente francs, mais qui réunies excèderaient cette somme, la cause sera portée devant le tribunal de première instance.

Il en sera de même des demandes reconventionnelles ou en compensation, lorsque ces demandes réunies excèderaient la valeur ci-dessus mentionnée.

Si, lors des tentatives de conciliation, le défendeur a reconnu une partie des valeurs réclamées, la compétence est déterminée d'après la totalité des valeurs contestées.

CHAPITRE II.

De la compétence des tribunaux de première instance et du juge d'instruction.

9. Le tribunal civil du district connaît en première instance de toutes les causes qui excèdent la compétence des juges de commune.

Il juge sans appel les causes dont la valeur n'excède pas deux cents francs.

10. La valeur qui donne droit à l'appel se détermine par la demande faite en justice, lors même qu'elle aurait été réduite par le jugement dont est appel.

11. Le président du tribunal de première instance a les attributions suivantes :

Il est chargé de l'instruction de la procédure jusqu'aux conclusions ;

Il prononce sans appel sur tous les incidents qui n'ont pas d'influence sur le fond de la cause ,

Il procède en général , à l'exception du jugement, à toutes les opérations que la loi attribue aux juges de première instance, autres que celles qui sont spécialement réservées aux juges de commune.

12. Le tribunal de première instance peut , au besoin, déléguer un juge autre que le président pour procéder aux opérations mentionnées à l'article précédent.

CHAPITRE III.

De la compétence du tribunal d'appel.

13. Le tribunal d'appel prononce, en dernier ressort , sur toutes les causes portées à sa connaissance par la voie de l'appel.

TITRE III.

DU FOR COMPÉTENT.

14. Les contestations en matière d'intérêts privés sont de la compétence des tribunaux civils, sauf les cas qui sont réservés à d'autres tribunaux par des lois spéciales.

15. Dans la règle, le for compétent est celui du domicile du défendeur.

S'il y a plusieurs défendeurs, domiciliés dans différentes juridictions, l'action est intentée devant le tribunal du domicile de l'un d'eux, au choix du demandeur.

16. L'action qui a pour objet la propriété, la possession ou tout autre droit sur un immeuble peut être intentée devant le tribunal du domicile du défendeur, ou devant le tribunal dans le ressort duquel l'immeuble est situé.

Si l'action a pour objet plusieurs immeubles, elle peut être intentée devant le tribunal dans le ressort duquel se trouve l'un de ces immeubles.

17. La compétence du for est déterminée d'une manière spéciale dans les cas suivants :

1^o En matière de succession , tant que le partage n'a pas eu lieu , l'action entre les héritiers , ou l'action d'un tiers contre les héritiers , doit être intentée devant le tribunal du lieu où la succession est ouverte ;

2^o En cas d'intervention , celle-ci aura lieu devant le tribunal saisi de la cause principale ;

3^o En matière de garantie , le garant sera assigné devant le tribunal saisi de la cause originaire ;

Cependant celui qui est appelé en garantie pourra demander à être renvoyé devant son juge naturel , lorsqu'il paraîtra par écrit , ou par l'évidence du fait , que la demande originaire n'a été formée que pour le traduire hors de son tribunal ;

4^o En matière de société , tant qu'elle existe ou qu'elle n'est pas liquidée , les actions des tiers contre la société , ou des associés entre eux , seront intentées devant le juge du lieu où elle est établie ;

5^o En cas de reconvention , le tribunal saisi de la demande principale est compétent pour connaître de la demande reconventionnelle ;

6^o Dans les cas de séquestre.

18. On peut assigner le défendeur hors du for ordinaire :

1^o Lorsqu'il s'agit d'une convention dont l'exécution ne souffre pas de retard. Dans ce cas

l'action peut être intentée devant le tribunal du lieu où le contrat a été passé, pourvu que le contractant soit cité avant qu'il ait quitté cet endroit ;

2° Dans le cas d'élection de domicile, le défendeur peut être cité devant le tribunal du domicile qu'il aura élu ;

3° En cas de poursuite pour gestion, le comptable peut être assigné devant le tribunal de l'endroit où la gestion a eu lieu. Toutefois, pour la reddition des comptes de tutelle le for compétent est celui de l'endroit où la tutelle a été conférée.

19. Pour réclamations personnelles, le débiteur suisse ayant domicile et solvable, doit être recherché devant son juge naturel ; ses biens ne peuvent en conséquence être saisis ou séquestrés hors du canton où il est domicilié, en vertu de réclamations personnelles (Constitution féd. art. 50).

20. Hors le cas prévu à l'article précédent, les personnes qui n'ont pas de domicile dans le canton peuvent être assignées devant le tribunal de l'endroit où elles se rencontrent, ou devant celui de l'endroit où elles possèdent des propriétés.

A défaut, elles peuvent être assignées devant le tribunal de l'endroit où a été contractée l'obligation dont l'exécution est réclamée, ou devant le tribunal de l'endroit où elle doit être exécutée.

21. Lorsqu'il y a plusieurs tribunaux compétents, le tribunal saisi le premier de la cause reste exclusivement compétent.

22. Si la compétence du tribunal est contestée, le tribunal en décide lui-même, sauf ce qui est dit dans la loi sur le contentieux de l'administration.

23. La compétence du tribunal ne peut plus être contestée par le demandeur dès qu'il a fait notifier l'exploit introductif d'instance ; ni par le défendeur s'il a fourni sa réponse.

TITRE IV.

24. Le juge peut être incompetent ou récusable.

25. Le juge est incompetent :

1^o Lorsqu'il s'agit de ses propres intérêts ; lorsqu'il représente ou assiste l'une des parties en qualité de tuteur, curateur, mandataire ou conseil judiciaire ;

2^o Du moment où finit son office de juge.

26. Le juge est récusable :

- 1° S'il est parent de l'une des parties par consanguinité ou affinité en ligne directe à tous les degrés, et en ligne collatérale jusqu'au quatrième degré inclusivement ;
- 2° S'il est parent ou allié, au deuxième degré, de l'avocat, du tuteur, du curateur, du conseil judiciaire, ou du représentant quelconque de l'une des parties ;
- 3° S'il est parent par affinité au troisième degré à l'époux de l'une des parties ;
- 4° Si le juge est héritier présomptif de l'une des parties ; s'il le devient dans le cours de la procédure ;
- 5° Si l'une des parties est ou devient, dans le cours de la procédure, héritière présomptive du juge ;
- 6° Si le juge est ou a été intéressé dans la cause ; s'il l'a défendue comme avocat, procureur, tuteur, curateur, conseil judiciaire, ou en toute autre qualité ;
- 7° S'il devait connaître, en appel, d'une cause sur laquelle il a déjà prononcé dans une instance inférieure ;
- 8° Si la cause, dont il serait appelé à connaître, pouvait donner lieu, contre lui ou contre ses parents par consanguinité ou affinité jusqu'au quatrième degré inclusivement, à une action en recours ou en dommages-intérêts ;

- 9° S'il y a procès entre le juge, sa femme, leurs parents ou alliés en ligne directe, et l'un des plaideurs, sa femme, leurs parents ou alliés aussi ligne directe ;
- 10° Si le juge a formé une plainte au correctionnel ou au criminel contre l'une des parties, ou ses parents désignés au N° 1, ou que l'une des parties en ait formé une contre le juge ou ses parents désignés au même N°, en tant que la plainte ne serait pas vidée par jugement, ou qu'une année ne se serait pas écoulée depuis l'exécution du jugement condamnant à une peine ;
- 11° Si le juge, sa femme, leurs ascendants et descendants ou alliés dans la même ligne ont un procès en leur nom devant un tribunal où l'une des parties serait juge ;
- 12° S'il a reçu un présent de l'une des parties ;
- 13° S'il s'agit de la cause d'une commune où le juge est communier, sauf le cas où il aurait à prononcer sur des amendes de police ;

S'il s'agit de la cause d'une corporation ou d'une société dont le juge fait partie ;

S'il est parent ou allié en ligne directe à tous les degrés, et en ligne collatérale jusqu'au deuxième degré inclusivement des membres d'une commune, d'une corporation ou d'une société ;

14° S'il a déjà donné sur la cause son avis par écrit;

15° S'il a rédigé un acte dont la validité est contestée, ou s'il y a pris part comme avocat, procureur ou en toute autre qualité qui entraîne une responsabilité;

16° S'il devait connaître en appel d'un jugement dans lequel il a rempli les fonctions de greffier.

27. Le juge qui se trouve dans un cas de récusation doit, sans que les parties le demandent, se récuser lui-même, en énonçant les motifs de son exception.

28. Si le juge émet sa récusation au bas d'un exploit présenté à sa signature et que l'intimé veuille s'opposer à cette récusation, il devra le faire par un autre exploit émanant de l'autorité du juge qui a signé celui qui lui a été adressé.

29. Si l'exploit sur lequel a été émise la récusation contestée contient citation, la comparution devra être révoquée en temps utile; s'il ne contient pas citation, l'exploit d'opposition à la récusation sera notifiée dans le terme dans lequel devait être fait l'acte qui fait l'objet du premier exploit.

30. La récusation sera censée admise à défaut d'opposition faite en conformité de l'article précédent.

31. En cas de contestation sur la récusation d'un juge de commune ou du juge d'instruction, le juge

récusé prononce lui-même sur la récusation dont il est l'objet, sauf appel au tribunal du district, et, s'il y a lieu, au tribunal du canton.

32. Si la récusation est proposée par le demandeur, sollicitant le juge de l'émettre sur l'exploit présenté à sa signature et que celui-ci s'y refuse, le défendeur sera cité à paraître devant ce juge pour faire d'abord statuer sur la récusation.

33. Au tribunal du district et au tribunal du canton le juge récusé n'assiste pas à la délibération sur sa récusation, pour laquelle il est remplacé par le juge qui devrait siéger à sa place en cas d'empêchement.

La partie qui serait dans l'intention de proposer une récusation, devra en prévenir à temps le président du tribunal, sous peine de payer les frais frustratoires que le défaut d'avis aurait occasionnés.

34. La partie qui a proposé des motifs de récusation, doit en établir la preuve dans le terme de quinze jours juridiques.

35. Si le président et le vice-président d'un tribunal sont empêchés ou recusés, le tribunal désigne un de ses membres pour son président.

36. Si, par suite d'empêchement ou de récusation, il ne reste pas des juges en nombre suffisant pour former le tribunal du district, il sera complété par les juges du tribunal d'un autre district, en com-

mençant par le vice-président, et en suivant d'après le rang des nominations.

A cet effet, le corps électoral désignera pour quatre ans, le jour des élections, le district dans lequel les juges seront pris pour compléter le tribunal.

37. Si le tribunal du canton est incomplet, il se complète lui-même.

38. Tout acte de procédure qui émane d'un juge ou d'un autre officier de justice incompétent, est nul.

39. Tout acte de procédure qui émane d'un juge ou d'un autre officier de justice récusé, est nul; mais les actes faits avant que la récusation ait été proposée, sont valides.



TITRE V.

DES PARTIES.

CHAPITRE PREMIER.**Des parties en général.**

40. Plusieurs personnes, intéressées dans la même cause, peuvent, comme Consorts au procès, conjointement intenter une action ou y défendre.

41. Dans les obligations solidaires chacun des créanciers peut agir et chacun des co-débiteurs peut être actionné pour le tout.

Toutefois celui contre lequel l'action est intentée peut appeler en cause ses co-débiteurs.

42. A défaut de solidarité, le co-débiteur actionné pour le tout peut demander la division de la cause.

Cette exception doit être proposée conformément à l'article 131. Cependant elle pourra encore l'être postérieurement, jusqu'aux conclusions inclusive-ment; mais dans ce dernier cas le défendeur supportera les frais faits jusqu'au moment où elle a été proposée.

Le défendeur qui ne fait pas valoir cette exception en temps utile est considéré comme solidairement obligé.

43. La demande en division de cause a pour effet de suspendre la discussion du procès. Si elle est admise, l'acteur est renvoyé à mieux agir.

44. Lorsque plusieurs personnes se trouvent en cause comme demandeurs ou défendeurs, chaque partie désigne une personne pour la représenter dans tous les actes de la procédure.

Cette désignation devra se faire, de la part des demandeurs, dans l'acte introductif d'instance, et de la part des défendeurs, dans le premier acte juridique qu'ils feront en opposition à la demande, à peine, pour les uns et les autres, de payer les frais que cette omission aurait occasionnés.

45. Si, entre plusieurs intéressés dans une cause comme acteurs ou défendeurs, l'un d'eux a des moyens qui lui soient propres, il peut les faire valoir séparément.

CHAPITRE II.

De l'intervention.

46. Celui qui a intérêt à un procès suivi entre des tiers peut demander à y intervenir.

47. La demande en intervention sera formée

comme toute demande principale , et en cas de contestation , la cause sera instruite de la même manière.

48. La demande en intervention n'arrête pas l'instruction de la cause principale ; cependant le jugement sur cette cause ne pourra pas être rendu avant que la question d'intervention ne soit décidée.

49. L'intervention est admise en première instance, en tout état de cause.

Elle n'est pas admise en appel.

50. Si l'intervention est admise, l'intervenant devient consort au procès de la partie à laquelle il se joint.

Il ne peut suivre la cause que dans l'état où il la trouve.

Il peut demander communication des écritures et des pièces du procès.

CHAPITRE III.

De l'appel en garantie.

51. Celui qui veut appeler un tiers en garantie, doit lui dénoncer le procès , en indiquant les motifs du recours , et en l'invitant à prendre fait et cause pour lui.

52. Il sera donné connaissance par exploit , à la

partie adverse dans la cause principale, du recours mentionné en l'article précédent.

53. Le défendeur en garantie devra répondre par écrit, dans le terme de trente jours, à l'interpellation qui lui est faite.

54. Si le garant accepte la garantie, il prend dans le procès la place du garanti. Cependant celui-ci peut y intervenir pour la conservation de ses droits.

En cas d'intervention, les significations seront faites tant au garanti qu'au garant.

55. Si le garant refuse la garantie, ou s'il ne répond pas à l'interpellation qui lui a été faite, la cause n'en sera pas retardée, mais le garanti pourra la continuer aux risques et périls du garant.

Toutefois, le garant peut intervenir dans la cause, sans préjudice du droit de contester l'obligation de garantir.

56. Pendant le terme de trente jours mentionné à l'article 55, il est sursis à la cause principale.

57. Les contestations sur le droit de recours en garantie sont discutées séparément de la cause principale.

58. Le garant peut évoquer un second garant.

Les dispositions des articles précédents sont applicables à l'évocation en garantie du second garant et des sous-garants ultérieurs.

59. Le garant peut faire valoir tous ses droits

sans être lié par les actes de la procédure antérieurs à l'évocation en garantie.

Les frais frustratoires seront réglés par le jugement qui statuera sur la demande principale.

60. Le recours en garantie peut avoir lieu en tout état de cause.

Cependant, si le demandeur en garantie n'appelle pas le garant dès qu'il résulte de la procédure que le recours peut être exercé, il sera passible des frais faits jusqu'à l'évocation du garant.

61. Le jugement rendu contre le garant, sur le fond de la cause, est exécutoire contre le garanti et réciproquement, si la garantie est admise.

CHAPITRE IV.

Des tiers détenteurs.

62. Lorsqu'une action est intentée contre celui qui possède une chose au nom d'un tiers, le défendeur pourra, en indiquant la personne au nom de laquelle il possède, obliger l'acteur à mettre en cause la personne indiquée.

Cette exception de la part du défendeur doit être proposée avant la contestation en cause.

63. Si le bienfondé de cette exception n'est contesté ni par le demandeur, ni par le tiers, le défen-

deur sera libéré de l'action, sans préjudice des droits de l'acteur contre ce tiers.

Dans le cas contraire, le demandeur assignera le défendeur et le tiers pour vider la question.

CHAPITRE V.

Des mandataires ou procureurs judiciaires, et des avocats.

64. Les parties peuvent agir par elles-mêmes ou se faire représenter par un fondé de pouvoirs.

Ce fondé de pouvoirs doit être muni d'une procuration.

65. La procuration se donnera par acte authentique ou sous seing privé, ou par une déclaration au protocole.

66. Pour que la procuration soit valide elle doit contenir des pouvoirs généraux et illimités, et à défaut :

- a) Désigner les principaux intéressés à la cause, et les plus connus ;
- b) L'objet de la contestation ;
- c) Mentionner le pouvoir de représenter le mandant, et de faire en son nom tous les actes de la procédure.

67. La ratification faite par le mandant valide

les actes antérieurs à la procuration, pourvu qu'ils n'aient pas déjà été contestés.

68. Dans les cas suivants il faut être muni de pouvoirs spéciaux :

- 1^o Pour transiger ou pour conclure une convention quelconque ;
- 3^o Pour se désister ;
- 5^o Pour faire ou recevoir des paiements ;
- 4^o Pour déférer ou accepter le serment.

69. Nul ne peut comparaître pour autrui, s'il n'est muni de lettres-patentes délivrées par le Conseil d'Etat.

70. La disposition de l'article précédent n'est pas applicable :

- 1^o Aux comparutions devant les juges de commune, ni au cas prévu à l'article 483 ;
- 2^o Aux tuteurs, curateurs et conseils judiciaires ;
- 3^o Aux personnes chargées par office de recouvrer pour les fabriques d'église, les confréries religieuses, les communes et les corporations ;
- 4^o Aux personnes chargées de la rentrée d'une créance pour un parent.

71. Le juge doit pourvoir d'avocat les parties qui en demandent.

Si le même avocat est réclamé par les deux parties, la préférence se règle par la priorité de la demande.

Si une partie a retenu deux ou plusieurs avocats,

un de ces avocats peut être requis par l'autre partie; mais le choix appartient à la première.

72. Tout avocat est obligé de prêter son ministère à la personne qui le requiert.

Cependant, s'il trouve la cause mauvaise ou douteuse, il doit en avertir son client.

73 L'avocat qui aura refusé son ministère, lorsqu'il aura été requis judiciairement, sera suspendu, la première fois pour six mois, la seconde fois pour un an, et la troisième pour toujours.

Toutefois l'avocat n'est pas tenu de plaider contre ses parents ou alliés en ligne directe à tous les degrés et en ligne collatérale jusqu'au quatrième degré inclusivement, ni contre les personnes dont lui ou sa femme seraient héritiers présomptifs.



LIVRE SECOND.

DE LA PROCÉDURE DEVANT LES DIFFÉRENTS TRIBUNAUX.

TITRE PREMIER.

DES EXPLOITS.

CHAPITRE PREMIER.

Des exploits en général.

74. L'exploit porte le titre du juge sous l'autorité duquel il est fait, le prénom ou autre désignation suffisante, le nom, le domicile ou la résidence de la personne à qui il est adressé, ceux de la partie instante, l'indication de son objet et sa date.

75. L'exploit est fait en deux doubles, qui seront l'un et l'autre signés par le juge sous l'autorité duquel il est fait.

76. L'exploit est signé par le juge de la commune dans les causes qui sont de sa compétence.

Dans les causes qui sont de la compétence du tribunal de première instance, les exploits relatifs à l'instruction de la procédure sont signés par le juge qui en est chargé; les exploits de citation devant le tribunal sont signés par le président.

Dans les causes portées à la connaissance du tribunal d'appel, les exploits sont signés par le ppésident.

77. En cas d'empêchement du juge de commune, l'exploit est signé par le juge qui est appelé à le remplacer, suivant ce qui est dit à l'article 1^{er}.

En cas d'empêchement du président et du vice-président du tribunal du district, l'exploit est signé par un autre membre du tribunal, en suivant l'ordre des nominations, et, à son défaut, par un des membres du tribunal mentionné à l'article 36, en suivant l'ordre qui y est prescrit.

En cas d'empêchement du président et du vice-président du tribunal du Canton, l'exploit est signé par un membre du tribunal, au choix de l'instant.

Dans les cas prévus au présent article, le motif de l'empêchement sera indiqué dans l'exploit.

La disposition de cet article est applicable au cas où la personne, qui requiert la signature d'un exploit, ne trouve pas le juge dans sa maison d'habitation.

78. Le juge peut signer les exploits même hors du lieu où il exerce sa juridiction.

79 Le juge doit refuser de signer un exploit por-

tant révocation d'une citation, à moins de justes motifs qui seront énoncés dans l'exploit.

Toutefois le renvoi d'une comparution ne pourra, dans aucun cas, être accordé à la même partie plus d'une fois, ni pour un terme excédant quinze jours juridiques.

80. Il y aura au moins deux jours d'intervalle entre la notification de l'exploit portant révocation de citation et le jour fixé pour la comparution.

Cet intervalle n'est pas nécessaire dans la révocation des citations à bref délai.

81. Si l'exploit est à l'instance d'un individu non domicilié dans le Valais, il doit, à peine de nullité, porter élection de domicile dans une commune du Canton.

Si le défendeur est dans le même cas, il doit, sous la même peine, faire élection de domicile dans l'exploit donné en réponse, ou, à défaut de cet exploit, dans la première comparution, à peine de contumace.

CHAPITRE II.

De l'exploit de citation.

82. La citation doit être faite par exploit.

83. Outre les formes prescrites à l'article 74 pour les exploits en général, celui de citation doit contenir :

- a) L'indication du tribunal devant lequel la citation est donnée ;
- b) Le jour et l'heure de la comparution, la localité et la maison où elle doit avoir lieu. Le jour et l'heure doivent être écrits en toutes lettres ;
- c) L'exposition sommaire de la demande.

84. Les citations se feront en laissant au moins huit jours d'intervalle pour paraître tant devant le juge de commune qu'au tribunal de première instance, sauf ce qui est dit à l'article 97.

Le même délai doit être observé dans le cas de renvoi d'une comparution.

85. Le délai mentionné à l'article précédent sera augmenté d'autant de jours qu'il y a de fois six lieues de distance du domicile de la partie assigné au lieu fixé pour la comparution.

On ne compte pas les fractions moindres de six lieues.

86. La nullité de la citation ne peut être opposée que par la partie citée.

87. Le juge peut abréger les délais de citation dans les causes qui exigent une prompte expédition, et principalement :

- a) Dans les contestations soulevées dans les foires ;
- b) Dans celles qui surgissent entre maîtres et domestiques ou journaliers ;

- c) Dans celles tendant à faire cesser des constructions et autres ouvrages ;
- d) Dans les cas de séquestre ;
- e) Lorsqu'il y a péril dans le retard ;
- f) Dans les actions intentées par un individu qui n'a pas de domicile dans le pays, et qui n'a pas constitué de procureur.

88. La citation légalement faite a les effets suivants :

- 1° Elle opère la prévention ;
- 2° Elle oblige la personne citée à comparaître, sous peine de contumace, à moins qu'elle n'ait une excuse légitime ;
- 3° Elle établit la litispendance, de manière que, pendant la durée du procès, rien ne peut être innové.

CHAPITRE III.

De la notification des exploits.

89. Les exploits qui émanent d'un juge quelconque sont notifiés par l'huissier du juge de la commune où la notification doit avoir lieu.

Toutefois le juge qui signe l'exploit pourra déléguer spécialement une autre personne pour cette notification.

La délégation sera mentionnée dans les deux doubles de l'exploit.

90. L'huissier ne peut notifier un exploit qui serait à son instance, ou à celle de ses ascendants ou descendants, par affinité ou consanguinité; frères ou sœurs, beaux-frères ou belles-sœurs, oncles ou neveux.

91. L'huissier n'est pas tenu de notifier un exploit qui serait à l'adresse de l'une des personnes désignées à l'article précédent. Dans ce cas l'instant peut requérir du juge une personne pour notifier l'exploit.

92. La notification aux personnes qui se trouvent dans le canton ou qui y sont domiciliées, peut se faire à personne ou à domicile.

93. La notification à personne se fait en remettant à l'intimé un des doubles de l'exploit, même hors du lieu de son domicile ou de sa résidence.

94. La notification se fait à domicile, lorsque l'huissier se transporte dans la maison qu'habite la personne à qui l'exploit est adressé, et remet le double de l'exploit à cette personne, si elle est présente. En son absence, l'exploit est remis à l'une des personnes majeures de sa maison.

A défaut de ces personnes, ou dans le doute si elles sont majeures, l'exploit est affiché à la porte de la maison.

95. L'huissier mentionnera sur les deux originaux le jour de la notification, à peine de nullité.

Il verbalisera pareillement sur les deux originaux

de quelle manière la notification a été faite, et indiquera en toutes lettres le jour et l'heure de la notification, à peine de supporter les frais auxquels cette omission pourrait donner lieu.

96. S'il y a une différence entre les deux originaux, c'est celui remis à l'intimé qui fait règle.

97. Si la personne à qui l'exploit est adressé n'a pas de domicile connu dans le canton, l'exploit sera inséré au Bulletin officiel.

Si cet exploit porte citation, il y aura trente jours d'intervalle entre l'insertion au Bulletin et la comparution.

Toutefois, si la personne désignée à cet article se trouve temporairement dans le canton, elle peut être assignée suivant les délais et les formes ordinaires.

98. Dans les procès contre l'Etat, l'exploit est notifié au président du Conseil d'Etat.

99. Dans les procès contre les communes, et autres personnes morales, l'exploit est notifié à leur chef.

100. L'exploit dirigé contre la femme mariée à un majeur non interdit, sera notifié à tous les deux.

Toutefois la remise d'un double à l'un des deux suffit.

101. Si l'exploit est dirigé contre des personnes placées sous tutelle ou curatelle, il sera notifié à leur tuteur ou curateur, à peine de nullité. Si elles n'en

ont pas, l'exploit sera notifié au président de la chambre pupillaire qui pourvoira à ce que cette nomination ait lieu dans la quinzaine ; à défaut de quoi il sera tenu de répondre en personne.

102. Si l'exploit est dirigé contre une personne placée sous conseil judiciaire, il sera notifié à cette personne.

103. La notification doit se faire de jour.

104. La notification peut se faire un jour de fêtes profanes, mais non un jour de fêtes sacrées, si ce n'est en vertu de permission du juge, dans le cas où il y aurait péril en la demeure.

105. Les exploits émanant d'un juge du canton sont notifiés sous la seule autorité de ce juge, même hors du lieu de sa juridiction.

Les exploits émanant d'un juge étranger ne peuvent être notifiés qu'ensuite d'une autorisation accordée par le Conseil d'Etat.

106. Celui qui notifie tient registre de tous les exploits notifiés.

107. Les dispositions prescrites par les articles 74, 75, 76, 77, 80, 82, 85, 84, 85, 89, 90, 93, 94, 97, 98, 99, 100, 103 et 105, seront observées à peine de nullité.

TITRE II.

DE LA PROCÉDURE DEVANT LES JUGES DE COMMUNE.

108. Les causes qui sont de la compétence des juges de commune sont instruites oralement, conformément aux dispositions suivantes :

109. Le demandeur assigne le défendeur à paraître devant le juge, par exploit de citation, conformément à l'article 83.

Le juge sera assisté d'un greffier.

110. Les avocats et les procureurs ne pourront pas assister les parties ni les représenter comme fondés de pouvoirs.

111 Le juge tente d'abord de concilier les parties. S'il ne peut y parvenir, il les entend dans leurs explications orales, en leur accordant la parole aussi souvent que les besoins de la cause l'exigent.

Le greffier protocoie en substance l'exposé des parties et leurs conclusions.

Aucune dictée par écrit n'est admise.

Le jugement est rendu séance tenante, s'il s'agit

d'un incident, et dans la huitaine s'il s'agit du fond de la cause.

Cependant s'il y avait des preuves à opérer, le jugement incidentel sera rendu dans la séance dans laquelle les conclusions seront fournies, et le jugement sur le fond de la cause, dans les huit jours suivants.

Le jugement fixe la somme des dépens.

112. Le juge fixe les délais citation, suivant les circonstances, ainsi que ceux des preuves, s'il y a lieu d'en opérer.

Il détermine, au besoin, le mode à suivre dans l'instruction de la procédure.

113. Si l'une ou l'autre des parties fait défaut, elle sera réassignée. En cas de seconde contumace, il est procédé comme il est dit aux articles 166 et suivants.

114. Les moyens de preuve sont les mêmes devant les juges de commune que devant le tribunal de première instance.

TITRE III.

DE LA CONCILIATION.

115. Toutes les causes sont portées en conciliation par devant les juges de commune, sauf les exceptions mentionnées à l'article suivant.

116. Sont dispensées du préliminaire de la conciliation :

- 1° Les questions de paternité et de filiation ;
- 2° Celles dans lesquelles la loi consacre le recours aux tribunaux contre les décisions des chambres pupillaires ;
- 3° Les demandes reconventionnelles, en intervention et en garantie ;
- 4° Les questions incidentes dans le cours de la procédure ;
- 5° Les demandes qui requièrent célérité ;
- 6° Les causes de prise à partie et de contrainte par corps ;
- 7° Les demandes en séparation de biens.

117. La citation en conciliation se fait en observant les délais ordinaires.

118. Si le défendeur fait défaut à la comparution en conciliation, le juge délivrera au demandeur acte de non-conciliation.

Si le demandeur fait défaut, le juge délivre au défendeur acte de non-comparution.

119. La partie qui ne comparait pas est tenue des frais, à moins qu'elle ne puisse justifier son défaut par l'un des motifs énoncés à l'art. 174. Dans ce cas, il sera statué sur les frais conformément à l'article 176.

120. Si aucune des parties ne comparait, l'assignation sera considérée comme non avenue.

121. Si les deux parties comparaissent, le juge prend connaissance de la contestation, et emploie tous les moyens propres à les concilier.

122. Si la conciliation a lieu, l'acte en sera inscrit au protocole, et signé par le juge et par le greffier; ainsi que par les parties si elles savent le faire.

123. Si la conciliation a été inutilement tentée, l'objet de la contestation et le fait de la non-conciliation sont consignés au protocole.

124. L'acte de non-conciliation ne devra contenir que la date de la comparution, le nom des parties, et la désignation de l'objet de la contestation.


Toute autre écriture sera considérée comme non avenue; et l'on ne pourra pas se prévaloir des aveux

ni des propositions d'arrangement faites lors des tentatives de conciliation.

125. A défaut de conciliation, si la cause est de la compétence du juge de commune, il y sera donné suite dans la séance. Dans le cas contraire, l'action sera intentée devant le tribunal de première instance dans le délai de six mois. Après ce délai, le demandeur doit, avant de commencer son action, donner une nouvelle citation en conciliation.

126. Le juge d'instruction ne signera l'exploit de notification du mémoire introductif d'instance ou de citation, que sur l'exhibition de l'acte de non-conciliation, sauf dans les cas prévus à l'article 116.

127. On pourra proposer devant le tribunal de première instance l'incompétence du for, lors même qu'on ne l'aurait pas fait valoir devant le juge de conciliation.



TITRE IV.

DE LA PROCÉDURE DEVANT LES TRIBUNAUX DE PREMIÈRE INSTANCE.

CHAPITRE PREMIER.

De la procédure ordinaire.

128. Lorsque, à défaut de conciliation la cause est portée devant le tribunal de première instance, la demande est formée par écrit, dans un mémoire contenant une désignation suffisante des parties et de l'objet de la demande, exposant les faits qui la motivent, et les principes de droit sur lesquels elle est fondée.

Le mémoire sera accompagné des titres à l'appui de la demande, s'il y en a, et de ceux propres à établir la légitimation à la cause de la part du demandeur.

Il sera fait deux doubles du mémoire et une copie des pièces qui l'accompagnent.

129. Les deux doubles du mémoire, les pièces à l'appui et leurs copies, seront déposés au greffe du tri-

bunal saisi de la cause, qui constatera ce dépôt au protocole, collationnera la copie des pièces avec leurs originaux, et en attestera la conformité.

Cette collation se fera dans les quatre jours qui suivent le dépôt, à peine de dommages-intérêts.

Ce dépôt sera de plus notifié par exploit à la partie adverse, en l'invitant à y répondre dans le terme légal.

Un double du mémoire et la copie des pièces sont mis à la disposition du défendeur.

L'autre double du mémoire et les pièces originales demeurent déposés au greffe.

130. On peut cumuler dans une instance toutes les prétentions contre la même personne.

Si le cumul de ces différentes réclamations entraînerait des complications et entravait la marche de la procédure, le juge d'instruction pourra ordonner qu'elles soient plaidées séparément.

131. Avant de répondre sur le fond de la cause, le défendeur présente ses réquisitions ou exceptions préliminaires, s'il en a.

132. Les réquisitions et exceptions préliminaires du défendeur sont :

- 1° La récusation du juge d'instruction ;
- 2° Le déclinatoire du for ;
- 3° La légitimation à la cause de la part du demandeur ;
- 4° La division de la cause.

133. Les exceptions préliminaires sont décidées

par le juge d'instruction, sauf appel au tribunal. En cas d'appel, le juge qui a déjà prononcé sera remplacé par un suppléant.

134. Pour faire statuer sur les exceptions préliminaires, le défendeur citera le demandeur à comparaître.

La comparaisance aura lieu, sauf empêchement légitime, dans les trente jours qui suivront la notification de la demande, à défaut de quoi le défendeur ne pourra plus les proposer.

135. Après que toutes les réquisitions ou exceptions préliminaires faites par le défendeur ont été mises en règle, le demandeur qui veut exiger du défendeur qu'il se légitime à la cause, devra le faire dans la même séance.

S'il n'y a pas de séance à cet effet, le défendeur devra se légitimer à la cause en fournissant sa réponse sur la question principale.

A défaut de légitimation ou si celle-ci donne lieu à contestation, le demandeur citera, s'il y a lieu, le défendeur devant le juge d'instruction pour en faire statuer, avant de procéder ultérieurement.

136. Si le défendeur a plusieurs exceptions ou réquisitions préliminaires à proposer, il doit les faire décider :

- a) Séparément, de manière que la seconde ne soit présentée qu'après que la première a été mise en règle ;

b) Dans l'ordre établi à l'article 132, à peine, lorsqu'il en a fait décider une, de n'être plus admis aux réquisitions ou exceptions antécédentes.

Toutefois, s'il s'agit de la récusation du juge d'instruction, et si les causes qui y donnent lieu ne surviennent ou ne sont connues que plus tard, la récusation peut être proposée, dès que la partie en a eu connaissance, pourvu que dès lors elle n'ait pas fait devant ce juge des actes de procédure.

A cet effet, la partie qui veut proposer une récusation, citera sa partie adverse devant le juge d'instruction pour vider cette question.

137. Les réquisitions ou exceptions préliminaires, et tous les incidens sont instruits dans la forme sommaire.

138. S'il y a lieu à faire la preuve des faits qui motivent une réquisition ou exception préliminaire, cette preuve se fera dans le terme de quinze jours juridiques.

139. Lorsque pour faire statuer sur une question incidente, la citation est donnée pour paraître devant le juge d'instruction, et que l'intimé prétend que cette question est de la compétence du tribunal, la comparution sera révoquée à la diligence de l'intimé, sauf à l'instant le droit de porter la cause à la connaissance du tribunal.

140. Dans les trente jours qui suivront celui où les exceptions préliminaires ont été vidées, ou, si au-

cune exception préliminaire n'a été proposée, dans les trente jours qui suivront la notification de la demande, le défendeur déposera sa réponse au greffe.

141. Les dispositions des articles 128 et 129 concernant la demande, sont aussi applicables à la réponse.

142. Dans sa réponse, le défendeur doit proposer cumulativement toutes ses exceptions péremptoires.

Il doit répondre clairement sur chacun des faits posés dans la demande. Si ces faits lui sont personnels, il doit répondre catégoriquement par une négation ou un aveu absolu.

Si ces faits ne lui sont pas personnels, il peut dire qu'il les ignore. Cette réponse équivaut à une négation.

Les négations générales n'ont aucun effet légal.

143. La règle posée à l'article précédent est aussi applicable au demandeur quant aux faits allégués par le défendeur dans sa réponse.

144. Les faits allégués seront considérés comme avérés, s'ils n'ont pas été contestés, ou s'ils ne l'ont été que d'une manière équivoque, en tant qu'ils ne sont pas détruits par des preuves contraires.

La disposition de cet article n'est applicable qu'au cas où la partie aura été formellement interpellée à se déclarer sur ces faits, et qu'elle n'aura pas obtenu d'une manière satisfaisante à cette interpellation.

145. Si une partie ne s'expliquait pas d'une ma-

nière assez claire, ou ne répondait pas sur une circonstance importante dans la cause, le juge devra provoquer les explications nécessaires.

146. S'il y a lieu d'opérer des preuves, la demande s'en fera par mémoire déposé au greffe et notifié à la partie adverse.

Il sera procédé sur cette demande suivant ce qui est dit au titre *de la procédure probatoire*.

147. Après l'échéance du terme accordé pour les preuves, il sera procédé à la réplique et à la duplique, en suivant les formes et dans le délai prescrits pour la demande et la réponse.

148. Les conclusions seront prises dans la réplique et la duplique.

Les conclusions de l'acteur doivent être conformes à la demande formulée dans le mémoire introductif d'instance. Dans le cas contraire, l'acteur est tenu des frais frustratoires qui en seraient résultés.

149. Le délai de trente jours dans lequel les parties doivent fournir leurs mémoires, est suspendu pendant les fêtes profanes.

150. Après le dépôt de la duplique, la partie la plus diligente assignera sa partie adverse à paraître devant le tribunal pour développer, dans une plaidoirie orale, leurs moyens et conclusions.

151. Dans cette plaidoirie la parole est accordée deux fois à chaque partie.

Cependant, si dans sa duplique le défendeur allè-

gue de nouveaux faits, la triplique et la quadruplique sont admises.

CHAPITRE II.

De la procédure sommaire.

152. Les dispositions du chapitre précédent, concernant la procédure ordinaire, sont applicables à la procédure sommaire, sauf les modifications suivantes.

153. La procédure orale est seule admise dans les procédures sommaires. Les parties ne peuvent ni dicter au protocole, ni déposer des mémoires, à l'exception des conclusions motivées.

154. Le juge entend l'exposé des parties sur leurs demandes et exceptions, et les fait protocoler en substance, ainsi que les noms des parties, des consorts au procès, et des mandataires, s'il y en a.

155. Il sera donné lecture du protocole. Les parties pourront en réclamer la rectification.

156. La cause doit, dans la même séance, être appointée à jugement ou poursuivie jusqu'à la demande en preuves.

157. Dans la règle, la parole n'est accordée que deux fois à chaque partie.

Le juge peut néanmoins l'accorder aussi souvent qu'il l'estimera utile pour l'éclaircissement de la

cause, de manière cependant à ce que la dernière parole appartienne au défendeur.

158. Dans les procédures sommaires le jugement doit être rendu immédiatement après que les parties ont fourni leurs conclusions.

TITRE V.

DE LA CONTUMACE.

159. La contumace est encourue :

- 1° En n'obtempérant pas à la citation ;
- 2° En se retirant avant la fin de la comparution sans la permission du juge ;
- 3° En ne fournissant pas les mémoires dans le terme prescrit ;
- 4° Lorsque requis de procéder en cause on n'y procède pas conformément aux prescriptions de la loi.

160. Si les parties ne sont pas d'accord sur la manière de procéder, cette question est préalablement instruite et jugée comme toute autre question incidente.

161. La contumace ne peut être accordée pour

défaut de comparution, qu'une heure après celle fixée pour la séance, et en tant seulement que la partie qui la demande se sera présentée à l'audience avant l'expiration de l'heure surabondante.

162. Dans les actes de procédure qui se font par dépôt de pièces, la contumace est encourue de plein droit par la seule échéance du terme dans lequel ce dépôt devait être fait et notifié.

Toutefois, elle sera notifiée par exploit à la partie qui l'a encourue.

Le nouveau délai de trente jours, dans les cas où la loi l'accorde, court dès cette notification.

163. Les frais de la contumace sont à la charge de celui qui l'a encourue, lors même qu'il gagnerait la cause principale.

Néanmoins, celui qui l'a obtenue fait l'avance des frais qu'elle a occasionnés, lesquels doivent lui être remboursés à la première comparution qui aura lieu devant le juge d'instruction ou devant le tribunal, à peine de nouvelle contumace.

164. Celui qui a obtenu une contumace peut dans tous les cas exiger les frais faits à ce sujet, si la contumace n'a pas été contestée dans le terme mentionné à l'article suivant.

165. La contumace peut être contestée dans le terme de trente jours dès qu'elle a été notifiée.

A cet effet, celui qui l'a encourue doit citer sa partie adverse à paraître dans le dit terme devant le

juge d'instruction qui statue sans appel ; à défaut de quoi la contumace est définitive.

Cependant, s'il s'agit de la seconde contumace, entraînant le second jugement contumaciel, la citation sera donnée pour paraître devant le tribunal.

Ce terme de trente jours ne court pas pendant les fêtes profanes.

166. Si une partie encourt deux contumaces devant le juge d'instruction ou une contumace devant le tribunal de première instance, la partie adverse peut demander qu'il soit procédé au jugement dans l'état où la procédure se trouve, lors même que les frais de la première contumace auraient été remboursés.

Le jugement est rendu à la diligence du juge d'instruction, sur le dépôt au greffe des exploits de notification des contumaces obtenues, sans plaidoirie ultérieure.

167. Le jugement contumaciel sera rendu dans les quinze jours qui suivent l'échéance du terme accordé pour contester la contumace. Il ne pourra être porté avant l'échéance de ce dernier terme, à peine de nullité.

168. En portant le jugement en contumace, le tribunal devra apprécier la demande formulée par l'acteur, et le droit sur lequel elle est fondée, comme dans un jugement à rendre sur les conclusions prises en contradictoire.

Ainsi le tribunal ne pourra admettre les conclu-

sions du demandeur qu'autant qu'elles seraient conformes à la demande introductive d'instance et aux lois, et qu'elles ne seraient pas contraires aux faits établis dans la procédure.

169. S'il s'agit d'une demande ayant pour but la suspension d'un ouvrage, elle est accordée par le juge d'instruction sur une seule contumace et immédiatement.

Cette décision est exécutée par provision moyennant caution pour les dommages que la suspension peut causer.

170. La partie contre laquelle un jugement en contumace a été rendu, ne peut en appeler, mais elle a, pour s'en relever, un terme de trente jours juridiques dès la notification du jugement. A cet effet, elle citera la partie qui l'a obtenue à comparaître dans le dit terme devant le juge d'instruction, pour régler les frais de la procédure et être admis à plaider sur la question principale.

A défaut de ce faire, le jugement passe en force de chose jugée.

171. La partie qui demande à se relever d'un jugement contumaciel doit, à la première comparution, rembourser les frais de la première procédure, sous peine de nouvelle contumace.

172. Si la partie condamnée contumaciellement fait usage du droit que lui accorde l'article 170, la

cause est reprise au point où elle se trouvait avant que le jugement en contumace ait été rendu.

Dans le cas contraire, la partie qui a obtenu un jugement en contumace et qui se trouve lésée, peut en appeler.

Le terme de l'appel ne commence à courir que dès l'échéance du terme de trente jours juridiques mentionné à l'article 170; mais si la partie, contre laquelle le jugement a été rendu, s'en relève dans le terme utile, la cause est reportée toute entière devant le tribunal de première instance.

173. Un second jugement contumacial, contre la même partie et dans la même cause, est irrévocable.

174. On ne pourra pas se prévaloir de la contumace obtenue pour défaut de comparution :

- 1^o Contre les personnes placées sous tutelle ou curatelle, qui sont dépourvues de tuteur ou curateur ;
- 2^o Contre les malades : toutefois, s'ils ne sont pas rétablis dans l'intervalle de six semaines, ils doivent se constituer un procureur ; à défaut de quoi on procédera également contre eux ;
- 3^o Contre les membres du Grand-Conseil et du tribunal du Canton, pendant les sessions de ces corps ; et généralement contre les absents pour affaires publiques ;
- 4^o Contre celui dont la femme serait en couches

le jour où il devait paraître, ou serait accouchée dans les trois jours précédents;

5° Contre celui dont la femme, l'un des ascendants ou descendants, le frère, la sœur, la personne dont il est l'héritier ou qui est spécialement confiée à ses soins, aurait été dangereusement malade, ou dont le décès ou les funérailles auraient eu lieu le jour de la comparution;

6° Contre ceux pour lesquels l'accès au lieu du tribunal a été impossible ou très-difficile, ou que d'autres justes motifs, qui doivent être constatés, auraient empêché de paraître.

175. Si une contumace a été obtenue pour défaut de dépôt de pièces dans le terme prescrit, contre une personne qui, dans les huit derniers jours, se serait trouvée dans l'un des cas prévus à l'article précédent, le terme accordé pour faire ce dépôt sera prolongé d'autant de jours qu'aura duré l'empêchement qui justifie le défaut.

176. Dans les cas mentionnés aux articles précédents, les frais de contumace seront réglés par le jugement qui statuera sur le fond de la cause.

177. Lorsque les deux parties font défaut à la comparution appointée, les frais frustratoires que ce défaut aurait occasionnés, seront payés par celui qui a donné l'assignation.

178. En cas d'appel au tribunal du canton, le

jugement contumacial est rendu sur une seule contumace et immédiatement, en se conformant à ce qui est prescrit à l'article 168.

Ce jugement est définitif, à moins que celui contre lequel il a été rendu ne puisse justifier son défaut par des motifs légitimes.

A cet effet, la partie qui a fait défaut devra, dans les trente jours qui suivront la notification du jugement, citer sa partie adverse à paraître devant le tribunal d'appel à sa prochaine session, ou à la session ordinaire suivante, conformément à ce qui est prescrit à l'article 324.

TITRE VI.

DE LA PROCÉDURE PROBATOIRE.

CHAPITRE PREMIER.

Dispositions générales.

179. Celui qui veut opérer une preuve doit de mander d'y être admis, en indiquant tous les faits qu'il veut prouver.

Cependant, on ne pourra pas arguer de nullité la

preuve qui résulterait d'une enquête, lors même qu'elle porterait sur un fait qui n'aurait pas été indiqué.

180. Cette demande se fait par mémoire dont le dépôt sera notifié à la partie adverse conformément à l'article 129.

181. La demande en preuves est censée admise si la partie contre laquelle elle a été faite n'y forme pas opposition dans les quinze jours qui suivent la notification de cette demande.

En cas d'opposition, le défendeur en preuves énoncera dans l'exploit les motifs d'opposition et citera le demandeur à paraître pour en faire statuer.

182. Le tribunal peut aussi ordonner d'office la preuve des faits qui lui paraîtront concluants.

183. Si la partie qui a entrepris la preuve par serment y a échoué, elle n'est pas admise à entreprendre une autre preuve sur le même fait.

184. Les preuves doivent, à peine de nullité, être faites dans le délai fixé par la loi, sauf les exceptions mentionnées aux articles 189 et 322.

185. Dans les procédures ordinaires, la preuve doit s'opérer dans le terme de 40 jours juridiques, et dans les procédures sommaires dans celui de 20 jours juridiques, à compter du jour de l'admission.

Si, par de justes motifs, la partie ne peut opérer la preuve dans ce terme, il lui sera accordé un nouveau terme de quinze jours juridiques, dans les pro.

cédures ordinaires , et de dix jours juridiques , dans les procédures sommaires.

186. Dans le cas où il s'agirait de se procurer des preuves hors du pays , le juge d'instruction peut même prolonger , suivant les circonstances , le délai mentionné à l'article précédent.

187. Dans le cas de prorogation de terme, prévu aux deux articles précédents , le demandeur en preuve prêtera serment, s'il est requis, qu'il n'agit pas en vue de prolonger la cause , mais de bonne foi , et dans la seule intention d'opérer les preuves dont il a besoin.

188. S'il n'y a pas d'opposition à la demande en preuve, le terme pour l'opérer court dès l'expiration de la quinzaine mentionnée à l'article 181.

Dans le cas contraire , ce terme court dès la notification du jugement définitif qui a statué sur cette demande, et dans le cas prévu à l'article 182, dès la notification de l'ordonnance y mentionnée.

189. Si , après l'expiration du terme accordé pour la preuve , une partie voulait produire de nouveaux titres, elle pourra le faire en tout état de cause, en payant les frais qui ont eu lieu , pourvu que le jugement ne soit pas passé en force de chose jugée. Dans ce cas le délai pour la production de ces titres est de quinze jours juridiques.

La faculté accordée par cet article ne peut être réclamée qu'une fois.

CHAPITRE II.

De la manière de contester la vérité d'un titre.

190. La vérité du titre authentique ne peut être contestée que par l'inscription de faux.

La vérité du titre privé peut être attaquée par l'inscription de faux, ou par la simple dénégation de l'écriture ou de la signature attribuée à celui contre lequel il est produit, ou en alléguant l'ignorance de l'écriture ou de la signature attribuée à un tiers, ignorance qui équivaut à la dénégation.

191. En cas d'inscription de faux, l'affaire est renvoyée à l'autorité pénale compétente, qui examinera s'il y a lieu à une poursuite d'office.

La partie intéressée sera entendue ou appelée.

192. Si l'autorité pénale estime qu'il n'y a pas lieu à une poursuite d'office, la partie intéressée pourra requérir qu'il y soit procédé, en ce conformant au prescrit de l'article 51 du code de procédure pénale.

193. Si l'affaire est poursuivie criminellement, le procès civil demeure suspendu durant le procès criminel.

Le jugement criminel, qui décide de la vérité ou de la fausseté du titre contesté, fera règle pour les effets de l'acte au civil.

194. Le renvoi au tribunal criminel, pour raison de faux, peut aussi être ordonné en appel.

195. L'inscription de faux contre un titre authentique, n'infirme pas l'acte de droit ; néanmoins dans ce cas, le tribunal devra suspendre provisoirement l'exécution de l'acte.

196. S'il n'y a pas poursuite au criminel, le titre que l'on prétend contraire à la vérité peut donner lieu à la vérification des écritures.

CHAPITRE III.

De la vérification des écritures.

197. Il y a lieu à la vérification des écritures :

1^o Dans le cas prévu à l'article 196 ;

2^o lorsqu'on veut donner à un acte sous seing privé l'authenticité d'un acte public.

198. Dans ce dernier cas le demandeur en vérification assignera le défendeur devant le juge d'instruction pour reconnaître la signature : s'il ne la désavoue pas, les frais seront à la charge du demandeur ; dans le cas contraire, il sera procédé à la vérification, ainsi qu'il est établi aux articles suivans.

199. La pièce méconnue sera déposée au greffe ; son matériel, les surcharges et ratures qu'elle pourrait contenir, seront constatés au protocole qui sera signé par le juge et par le greffier.

200. Les parties peuvent convenir des pièces de comparaison ; si elles n'en conviennent pas, on n'admet pour telles que les suivantes :

- 1° Les signatures apposées à des actes passés devant notaires, ou celles apposées à des actes judiciaires en présence du juge et du greffier, ou enfin les pièces écrites et signées par celui dont il s'agit de comparer l'écriture, en qualité de juge, greffier, notaire, huissier, ou comme faisant à tout autre titre, fonctions de personne publique;
- 2° Les écritures et signatures privées, reconnues par celui auquel est attribuée la pièce à vérifier, ainsi que celles que deux témoins auraient reconnues être de lui;
- 3° Le surplus du titre contesté, si la vérification n'est demandée que pour une partie et que l'autre est reconnue.

201. A défaut ou en cas d'insuffisance des pièces de comparaison, la partie, à laquelle est attribuée la signature, peut être requise de former un corps d'écriture qui sera dicté par le juge. Si elle sait écrire ou signer et qu'elle s'y refuse, elle sera de nouveau interpellée par le juge, qui l'avertira des conséquences de son refus. Si elle y persiste, le refus entraînera la reconnaissance de la pièce.

202. Si les pièces de comparaison sont entre les mains d'une tierce personne, le juge d'instruction, à

la requête de l'une des parties, peut en ordonner l'apport au greffe.

203. Dans le cas où le détenteur refuserait de faire l'apport des pièces, il peut y être contraint par corps; il est tenu en outre aux dommages-intérêts.

204. La vérification par comparaison d'écritures se fait par le juge d'instruction qui peut s'aider de l'avis d'experts nommés et cités d'office.

Ces experts seront entendus conjointement. Il sera dressé procès-verbal de l'opinion qu'ils auront émise.

205. Le tribunal n'est pas tenu de suivre l'avis des experts, si sa conviction s'y oppose.

206. La vérification des écritures peut avoir lieu concurremment avec les autres moyens de preuve.

207. Les pièces méconnues seront présentées aux témoins lorsque la preuve testimoniale aura lieu.

208. S'il est prouvé que la pièce est écrite ou signée par celui auquel elle est attribuée, le jugement portera qu'elle est tenue pour reconnue. Dans le cas contraire il portera qu'elle est rejetée.

209. Si, dans le cours de la vérification, il se présente des motifs qui fassent présumer le faux, le renvoi au tribunal criminel peut toujours être ordonné.

CHAPITRE IV.

De la production des titres.

210. Les titres, autres que ceux qui doivent accompagner la demande ou la réponse, conformément aux articles 128 et 141, qui seraient invoqués par les parties dans le cours de la procédure, à l'appui de la demande ou de l'exception, doivent être produits, dès que la partie adverse le requiert.

Si le titre que l'on invoque se rapporte à un autre titre, celui-ci sera produit avec le titre principal.

211. Le dépôt des titres, servant à la preuve, sera mentionné au protocole et le productum inscrit par le greffier sur chaque titre.

212. Lorsqu'une partie ne produit que des copies des titres qu'elle invoque, l'adversaire peut exiger la production des originaux ; s'il ne l'exige pas, la copie est réputée conforme à l'original.

213. Les titres produits dans une procédure deviennent communs aux deux parties, tellement que celle qui les a produit peut bien renoncer à la faculté d'en faire usage, mais elle ne peut plus les retirer au préjudice de la partie adverse.

214. Chaque partie peut exiger de la partie adverse l'exhibition des titres qui peuvent lui servir à établir sa demande ou son exception.

215. L'exhibition des actes stipulés par des officiers publics ne peut être réclamée que par ceux qui sont intervenus comme partie dans les actes, par leurs héritiers ou ayans-droit, et par ceux qui justifieraient de l'intérêt qu'ils ont à cette exhibition.

216. Hors le cas prévu à l'article précédent, l'exhibition des titres possédés par un tiers ne peut être réclamée que dans le cas où ces titres seraient la propriété du réclamant, et dans le cas où ce tiers pourrait être appelé à rendre témoignage.

217. Celui qui nie d'être en possession du titre dont la production est réclamée, est tenu, s'il en est requis, d'affirmer sous serment qu'il ne possède pas ce titre; qu'il ne s'en est pas dessaisi dans l'intention de nuire au réclamant, et qu'il ignore où il se trouve.

218. Le refus de prêter le serment mentionné à l'article précédent a pour effet, que le contenu du titre, dont la production est réclamée, est censé conforme aux allégations du réclamant, au préjudice de celui qui a refusé de prêter le serment requis.

Si le serment est refusé par un tiers, l'instant aura le choix de le traiter comme témoin récalcitrant ou de l'actionner en dommages-intérêts résultant de la privation du titre, dès que le procès principal sera terminé.

219. Durant la contestation sur la production

des titres, il est sursis à la cause principale, pourvu que l'instant ne laisse écouler aucun délai légal.

220. Toutes les fois que la production d'un titre peut être réclamée il devra être produit en entier. Il ne suffira pas d'en produire des extraits sous prétexte que les autres parties n'ont pas trait à la cause.

CHAPITRE V.

Des enquêtes.

SECTION PREMIÈRE.

Dispositions générales.

221. La preuve par témoins n'est admissible que sur des faits qui tombent sous les sens.

222. Pour opérer cette preuve la déposition uniforme de deux témoins est nécessaire.

223. Ne peuvent être admis pour témoins ni par le tribunal ni par les parties :

- 1° Celui qui n'a pas seize ans accomplis ;
- 2° Celui qui a été condamné pour parjure, ou à la réclusion, ou à une peine correctionnelle pour cause de vol ;
- 3° Ceux qui seraient appelés à rendre témoignage sur leurs propres turpitudes ;
- 4° Les époux , lors même qu'ils sont séparés de corps ;
- 5° Les parens ou alliés de l'une ou de l'autre partie, en ligne directe.

224. Les personnes exerçant un état qui les oblige à garder le secret sur les faits dont ils ont eu connaissance dans l'exercice de leur état, ne sont pas admises à déposer sur ces faits.

225. Peuvent être récusés à la demande de la partie contre laquelle ils sont produits :

- 1° Les parens ou alliés de l'une ou de l'autre partie en ligne collatérale jusqu'au quatrième degré inclusivement ;
- 2° Les alliés du conjoint de l'une ou de l'autre partie, aussi jusqu'au quatrième degré inclusivement ; mais seulement dans le cas où ce conjoint est vivant, et s'il est mort, dans celui où il y a des enfans vivans de ce mariage ;
- 3° Les héritiers présomptifs de la partie qui veut faire preuve, leurs ascendans ou descendans ; le témoin dont la partie est l'héritière présomptive ;
- 4° Les personnes qui retireraient de l'avantage de leur déposition ou pour qui il pourrait en résulter quelque dommage ;
- 5° Les procureurs, avocats et autres, dans la cause dont ils sont ou ont été chargés, ou dans laquelle ils auraient donné des conseils ;
- 6° Les membres d'une communauté ou d'une corporation, dans les causes où celles-ci sont intéressées, lorsqu'il peut résulter pour le témoin un avantage direct de sa déposition ;

- 7° Celui qui se serait laissé corrompre ;
- 8° Les domestiques, pendant qu'ils sont au service de la partie qui veut les faire entendre, et dans les trois mois depuis qu'ils ont quitté ce service ;
- 9° Le donataire, s'il est requis par le donateur ;
- 10° Celui qui porterait une inimitié grave à la personne contre laquelle il est produit ;
- 11° Celui qui a donné à la partie qui le présente une déclaration par écrit sur les faits sur lesquels il est appelé à déposer.

226. Le témoignage du juge, quand même il ne serait plus en office, fait pleine foi sur ce qui s'est passé devant lui dans l'exercice de ses fonctions.

227. Le témoin cité est tenu de comparaître et de rendre témoignage, à peine de dépens, dommages et intérêts, s'il n'a pas d'empêchement légitime.

Pour calculer les dommages-intérêts, on partira de la supposition que la déclaration du témoin qui refuse de déposer aurait été favorable à celui qui a réclamé son témoignage.

228. Le juge d'instruction peut de plus ordonner que le témoin qui, sans être légitimement empêché, refuse de comparaître, soit amené à l'audience.

229. La partie qui produit les témoins fait l'avance des frais de l'enquête ; ils lui sont remboursés par la partie adverse, dans le cas où celle-ci est condamnée aux dépens.

230. Si une partie s'inscrit en faux contre la déposition d'un témoin, l'affaire est portée à la connaissance du tribunal criminel, et le procès civil demeure suspendu en l'état où il se trouve.

SECTION II.

De la forme des enquêtes ordinaires.

231. Les témoins seront cités devant le juge d'instruction à l'instance du demandeur dans la preuve.

232. Il sera donné connaissance, par exploit, à la partie adverse de l'assignation donnée aux témoins en l'invitant à se rencontrer à la prestation du serment. Cet exploit indiquera le nom et la demeure des témoins.

233. Les interrogations à proposer aux témoins doivent accompagner l'exploit mentionné à l'article précédent.

234. Le défendeur dans la preuve peut, à son tour, déposer des contre-interrogations, qui seront communiquées au demandeur à l'audience fixée pour l'audition des témoins.

235. Les témoins prêteront serment en présence de la partie qui les produit et de la partie adverse, si elle se présente. Si celle-ci ne comparait pas, il sera passé outre.

236. Avant de déférer le serment aux témoins,

le juge doit leur expliquer l'importance de cet acte solennel. Ensuite il prononce la formule suivante :

» Vous jurez de dire toute la vérité et rien que la
» vérité sur les questions qui vous seront proposées.
» Vous le jurez par le nom de Dieu, comme vous
» voulez qu'il vous assiste à votre dernier jour. «

S'il y a plusieurs témoins, le juge les interpelle séparément.

Sur l'interpellation qui lui est faite, chacun des témoins lève la main et prononce à voix distincte, ces mots :

« Je le jure. »

237. Après cette solennité, chacun des témoins dépose séparément, en l'absence des parties et des autres témoins.

238. Chaque partie peut nommer un commissaire pour assister à l'examen des témoins.

Ces commissaires peuvent être récusés pour les mêmes motifs que les juges.

La partie qui a proposé des motifs de récusation, doit en établir la preuve dans le terme de quinze jours juridiques.

239. Le juge ou le greffier lit au témoin les interrogations et les contre-interrogations.

240. Outre les interrogations faites par les parties, le juge peut, et, à la demande de l'un des commissaires, il doit encore faire celles qu'ils jugeraient propres à éclaircir la cause.

241. Si les parties n'ont pas déposé des interrogations, le juge posera des questions sur les faits à prouver.

242. Le témoin doit répondre de vive voix, sans pouvoir s'aider d'aucune note par écrit.

243. Les réponses du témoin sont insérées, par le greffier, au protocole immédiatement et à mesure qu'il les fait.

244. Après que le témoin a répondu à toutes les questions, le greffier lui fait lecture des questions et de ses réponses.

Si le témoin sait lire, il peut en faire lui-même la lecture.

A cette lecture, le témoin peut faire les changemens qu'il trouve convenables.

Ces changemens seront inscrits à la suite de la déposition : il lui en sera pareillement donné lecture ; ensuite il lui sera demandé s'il y persiste, et mention sera faite au protocole de sa réponse.

245. Le témoin, s'il sait écrire, est tenu de signer sa déposition au protocole, s'il s'y refuse, il en sera fait mention.

246. Après l'expiration du terme accordé pour les preuves, les dépositions seront ouvertes à la requête de la partie la plus diligente. Cependant cette ouverture peut se faire avant l'expiration de ce terme, à la requête de la partie qui a fait entendre les témoins. Celle-ci, dans tous les cas, n'est pas tenue d'attendre

la notification de l'ouverture des dépositions pour en prendre connaissance.

247. Dans la quinzaine après l'ouverture des dépositions, le défendeur dans la preuve doit, à peine de n'y être plus recevable, déclarer s'il veut user du droit de contre-preuve.

S'il veut user de ce droit, il doit le faire dans le terme légal, à compter dès l'expiration de la quinzaine.

248. La récusation des témoins et les exceptions contre leur déposition ne seront proposées qu'après que les preuves auront été administrées de part et d'autre, ou après que les délais accordés pour les preuves seront écoulés. Elles seront discutées concurremment avec les moyens au fond.

249. L'ouverture de la dernière enquête se fait de la même manière que la première.

250. Si un témoin avait fait erreur, ou si sa déposition était douteuse ou incomplète, ou si le protocole ne rendait pas parfaitement le sens que le témoin a voulu donner à sa déposition, le juge d'instruction d'office, ou à la demande de l'une ou de l'autre partie, peut ordonner le récolement du témoin.

Le récolement portera sur les circonstances qui y ont donné lieu.

251. Le récolement doit être demandé par exploit notifié à la partie adverse, ou ordonné dans la quinzaine après l'ouverture des dépositions et doit être

opéré dans quinze jours juridiques à compter dès l'expiration du délai de quinzaine ci-dessus mentionné.

Pendant ces délais, le terme accordé pour la contre-preuve est suspendu.

252. Les formes à suivre pour le récolement sont les mêmes que celles pour la première enquête, excepté que les témoins ne prêtent pas un nouveau serment, mais déposent sous l'obligation du serment par eux déjà prêté.

253. Les témoins qui sont dans le pays doivent être examinés par le tribunal saisi de la cause.

254. Peuvent toutefois être examinés par le juge du lieu où ils se trouvent :

1^o Les membres du Conseil d'Etat ;

2^o Les malades, les infirmes et les vieillards, hors d'état de se transporter au lieu de la cause.

255. Dans le cas prévu à l'article précédent l'on procède comme suit :

L'instant à la preuve notifié à la partie adverse, sous l'autorité du juge saisi de la cause, les noms et la demeure des témoins qu'il veut faire entendre, et les interrogations qu'il veut leur proposer, en l'invitant à fournir ses contre-interrogations dans un terme qui sera fixé par le juge dans l'exploit. Ce terme ne pourra être moindre de quatre jours.

Dans ce terme les interrogations et les contre-interrogations seront déposées chez le juge qui a signé l'exploit.

256. Le juge enverra les interrogations et contre-interrogations, déposées en vertu de l'article précédent, au juge du lieu où se trouve le témoin.

L'examen aura lieu d'office.

257. Si les témoins doivent être examinés hors du pays, il sera procédé comme il est dit à l'article 255.

Dans ce cas les interrogation et contre-interrogations seront transmises au Conseil d'Etat, et l'audition des témoins sera demandée par son canal.

258 Le juge, requis de déposer sur des faits dont il a acquis connaissance dans l'exercice de ses fonctions, consignera sa déclaration au protocole, si la cause est encore pendante devant lui ; dans le cas contraire, on suivra les formes ordinaires.

259. Les formalités prescrites par les articles 231, 232, 235, 237, 242, 243, 244, 253 et 255 seront observées à peine de nullité.

SECTION III.

De l'enquête à futur.

260. Si, avant qu'il s'agisse de la preuve, ou même avant que le procès soit commencé, une partie prévoit la nécessité où elle sera de faire entendre un témoin, et que, pour cause de maladie ou autrement, il y ait péril dans le retard, elle peut demander qu'il soit procédé à une enquête à futur.

261. L'instant donne citation à la partie adverse, ou, si le procès n'est pas commencé, à l'adversaire présumé, aux fins de l'enquête à futur.

262. Si le procès n'est pas commencé, le for compétent pour procéder à cette enquête est celui du domicile du témoin, ou, s'il y a plusieurs témoins à évoquer, domiciliés dans différentes juridictions, celui du domicile de l'un d'eux, au choix de l'instant.

263. Aucune exception contre les témoins n'est admise avant leur déposition.

264. Dans l'enquête à futur l'on procédera d'ailleurs, autant que possible, dans les formes prescrites pour les enquêtes ordinaires ; à moins que l'instant ne connaisse pas sa partie adverse, ou que le moindre délai lui serait préjudiciable : dans ces cas la citation mentionnée à l'article 261 ne sera pas nécessaire.

265. Lorsqu'en conformité de l'article précédent, on n'a pas pu citer la partie adverse pour assister à l'enquête, il lui en sera donné avis dans le terme de quinze jours, si elle est connue.

Si la partie adverse n'est pas connue, avis de l'enquête sera publié aux criées ordinaires du domicile de l'instant et inséré au Bulletin officiel dans le terme de soixante jours. Les termes ci-dessus courent dès le jour où l'enquête a commencé. L'avis mentionnera l'objet de l'enquête.

Les dispositions de cet article seront observées à peine de nullité.

266. Lorsque la partie adverse n'a pas été citée pour procéder à l'enquête à futur, elle pourra réclamer en son temps le récolement des témoins et leur proposer des contre-interrogations.

267. Le procès-verbal de l'enquête est mis sous un pli, scellé du sceau du tribunal et déposé au greffe. Une superscription, mise sur ce pli et signée par le juge et par le greffier, en indique le contenu.

CHAPITRE VI.

De l'inspection de l'objet litigieux.

268. L'inspection de l'objet litigieux peut être demandée en tout état de cause.

Elle peut même être ordonnée d'office par le juge d'instruction ou par le tribunal.

Elle peut aussi avoir lieu avant le commencement du procès, dans les cas d'urgence.

269. L'inspection se fait par le juge, sauf ce qui est dit à l'article suivant.

Si elle est ordonnée en appel, elle se fera par le tribunal ou par une commission nommée par lui.

270. Lorsque l'appréciation de l'objet litigieux exige des connaissances spéciales, l'inspection se fera

par des experts nommés d'office, après avoir entendu les parties sur ce choix.

Dans ce cas l'ordonnance d'expertise énoncera clairement les objets sur lesquels elle doit porter.

Les experts seront au nombre de deux au moins. Ils peuvent être récusés pour les mêmes motifs que les témoins.

271. La partie instante préviendra l'autre partie, par exploit, du jour et de l'heure où l'inspection se fera.

Toutefois cette formalité n'est pas de rigueur dans le cas où le défendeur dans l'inspection serait absent du pays, et dans le cas où il y aurait péril dans le retard.

272. L'inspection a lieu lors même que l'une des deux parties serait absente.

273. Dans le cas d'expertise, les experts doivent être assermentés par le juge d'instruction.

Sont exceptés les experts qui ont déjà prêté serment en raison même de leur vocation.

274. La partie qui se présente sera entendue dans ses observations.

275. Lorsqu'il y a lieu à entendre des experts ou des témoins sur des circonstances de localité, ils seront examinés sur place lors de l'inspection.

276. S'il y a eu expertise, les experts feront un seul rapport qui contiendra l'opinion de chacun d'eux.

Ce rapport sera dressé par les experts ou par le greffier. Il sera déposé au greffe et le greffier en délivrera des copies aux parties qui en requerront.

277. Si l'inspection a eu lieu sans experts, le greffier dressera, de suite après l'inspection, un procès-verbal clair et circonstancié sur l'état de l'objet litigieux.

278. Dans le cas où les experts seraient d'opinion différente, ou que leur rapport ne donnerait pas des éclaircissements suffisants, il peut être ordonné une seconde expertise par trois nouveaux experts nommés de la même manière que les premiers.

CHAPITRE VII.

De la prestation du serment.

279. Celui qui voudra opérer une preuve par serment, citera sa partie adverse devant le juge d'instruction. L'exploit mentionnera l'objet de la comparution et spécifiera les faits sur lesquels le serment doit être prêté.

280. Si la partie qui doit prêter serment fait défaut à l'assignation qui lui a été donnée, elle sera réassignée. Si elle fait défaut sur cette seconde assignation, le fait allégué par l'instant à la preuve est considéré comme établi.

281. Celui auquel le serment est déferé pourra réclamer contre la position des questions, demander la division de celles qui comprendraient divers faits et l'élimination de celles qui ne seraient pas pertinentes à la cause.

S'il s'élève une contestation à ce sujet, l'on procédera dans la forme sommaire.

282. Le serment se prête devant le juge d'instruction.

283. Il sera dressé procès-verbal de cette opération.

284. Le serment doit être prêté par la partie même à qui il est déferé; il ne peut l'être par un mandataire.

285. Les malades, les infirmes et les vieillards, hors d'état de se transporter devant le juge saisi de la cause, pourront être assermentés et interrogés par le juge de leur domicile, et au besoin dans leur domicile.

286. Si la partie à laquelle le serment est déferé est absente du pays, elle pourra le prêter entre les mains du juge du lieu où elle réside. Cette demande se fera par l'intermédiaire du Conseil d'Etat.

287. En répondant en vertu du serment, la partie peut ajouter des explications pertinentes à la cause, quoiqu'elles aient rapport à des faits qui ne seraient pas compris dans la question proposée.

288. Si la question porte sur des faits qui ne

sont pas personnels à celui qui répond en vertu du serment, il peut déclarer qu'il les ignore. Cette réponse équivaut à une négation.

289. Lorsqu'il y a lieu à déférer ou référer le serment à une personne morale ou à un consortium, ceux-ci désigneront trois personnes des mieux informées ; et le serment sera prêté par l'une des trois, au choix de l'adversaire.

290. Lorsqu'une affaire a été soignée par un mandataire, en l'absence du constituant, le serment peut lui être déféré sur le fait de sa gestion.

CHAPITRE VIII.

De l'interrogatoire sur faits et articles.

291. Chaque partie peut, en toutes matières et dans le délai accordé pour les preuves, faire interroger par le juge sa partie adverse sur faits et articles pertinents, concernant la matière dont est question.

A cet effet, elle présentera une requête contenant les faits sur lesquels l'interrogatoire doit porter. La partie adverse ne peut pas demander communication de cette requête.

292. Le juge d'instruction est spécialement chargé de veiller à ce qu'il ne soit pas fait de questions captieuses ; d'éliminer celles qui ne seraient

pas pertinentes à la cause, et d'ajouter celles qui pourraient servir à découvrir la vérité.

293. L'interrogatoire peut aussi avoir lieu d'office.

294. L'interrogatoire se fera en séance.

En cas d'empêchement légitime de la partie, le juge se transportera au lieu où elle est retenue.

Si la personne empêchée est retenue dans un lieu situé hors de la juridiction du tribunal saisi de la cause, les interrogations à lui proposer seront envoyées au juge d'instruction du lieu où elle se trouve, qui procédera d'office à l'interrogatoire.

295. La partie sera citée pour répondre sur faits et articles, ou sommée à l'audience, si elle y paraît en personne.

296. Si la partie citée ne comparait pas, elle sera réassignée. Si elle fait défaut sur cette seconde assignation, ou si elle refuse de répondre, il en sera dressé procès-verbal, et les faits pourront être tenus pour avérés.

297. Si la partie qui fait défaut justifie d'empêchement légitime, elle peut, avant le jugement, se présenter pour être interrogée.

298. La partie répondra en personne, sans pouvoir lire aucun projet de réponse par écrit et sans assistance de conseil, aux faits contenus en la requête, sous la modification mentionnée en l'article 292, même à ceux sur lesquels le juge l'interrogera

d'office. Les réponses seront précises et pertinentes sur chaque fait.

Celui qui aura requis l'interrogatoire ne pourra y assister.

299. L'interrogatoire achevé sera lu à la partie, avec interpellation de déclarer si elle a dit vérité et persiste : si elle ajoute, l'addition sera rédigée à la suite de l'interrogatoire ; elle lui sera lue , et il lui sera fait la même interpellation ; elle signera l'interrogatoire et les additions, et si elle ne sait ou ne veut signer, il en sera fait mention.

300. Seront tenues, les communes et les administrations d'établissements publics, de nommer un administrateur ou agent pour répondre sur faits et articles ; sans préjudice de faire interroger les administrateurs et agents sur les faits qui leur seront personnels, pour y avoir, par le tribunal, tel égard que de raison.

301. La disposition de l'article 286 est applicable à l'interrogatoire sur faits et articles.

TITRE VII.

DES JUGEMENTS.

302. Les tribunaux ne peuvent prononcer valablement que lorsque les parties ont conclu à jugement, sauf dans le cas prévu à l'article 166.

303. La décision doit porter sur tous les points controversés et appointés à jugement. Elle ne peut s'étendre à d'autres objets.

304. Le jugement est nul, lorsqu'il a été rendu par un tribunal incompétent ou au préjudice de personnes qui n'étaient pas légalement représentées, ou de personnes autres que celles qui étaient parties au procès.

Dans ces cas, la partie condamnée peut, à son choix, ou se pourvoir par la voie de l'appel, ou opposer l'exception de nullité à la demande d'exécution du jugement.

305. Pour rendre un jugement le tribunal doit être complet.

306. Les tribunaux rendront leur jugement aussitôt après la clôture des débats, sauf le cas d'empêchement majeur. Ils y procéderont comme suit.

307. Dès que les parties et l'auditoire se sont retirés, le président pose les questions soumises à la décision du tribunal.

308. Les membres du tribunal peuvent faire des observations sur la position des questions, et le tribunal prononce, cas échéant.

309. Avant de procéder à la délibération, la question proposée sera insérée au protocole.

Ensuite le tribunal délibère en deux tours, dont le premier n'est que consultatif, le second définitif.

310. Le greffier rédige le jugement sous la direction du président.

La rédaction est ensuite soumise au tribunal.

Après que la rédaction est approuvée, le jugement est signé par le président du tribunal et par le greffier.

311. Le jugement doit contenir :

- a) Le nom du juge ou des membres du tribunal ;
- b) La désignation des parties ;
- c) L'état de la question ;
- d) Les motifs de la décision ;
- e) Le dispositif ou la décision sur la question à juger et sur les dépens.

312. Le jugement acquiert force de chose jugée, lorsque les parties l'ont approuvé expressément ou tacitement, ou lorsque la cause n'est pas susceptible d'appel.

313. Néanmoins le tribunal peut, à la demande

d'une partie, ordonner l'exécution provisoire du jugement, sous cautionnement solidaire :

- 1° Lorsqu'il y a titre authentique ou promesse reconnue ;
- 2° Lorsqu'il s'agit de réparations urgentes ;
- 3° Lorsqu'il s'agit du renvoi d'un locataire qui n'a pas de bail écrit ou dont le bail est expiré ;
- 4° Dans les causes pour aliments.

Le jugement sera déclaré exécutoire sans caution, lorsqu'il s'agira d'une demande d'apposition ou de levée de scellés ou de confection d'inventaire.

314. Le tribunal qui a omis de prononcer l'exécution provisoire, ne peut l'ordonner par un second jugement.

315. Les jugements ne pourront plus être changés par ceux qui les ont rendus, dès qu'ils seront signés.

316. Les jugements sont exécutés sous l'autorité des juges de commune.

TITRE VIII.

DES APPELS.

317. L'appel est le seul moyen autorisé par la loi pour se pourvoir contre un jugement, sauf ce qui est dit aux articles 170 et 304.

318. On peut appeler de tout jugement définitif et de tout jugement interlocutoire qui préjudicie à la cause principale, sauf les exceptions établies par la loi.

319. On peut appeler d'un jugement, lors même que l'objet du procès n'atteindrait pas la valeur qui donne droit à l'appel :

1° S'il s'agit de la compétence du tribunal, ou de la récusation de juges :

2° Dans les causes de prise à partie.

320. On ne peut appeler de la condamnation aux frais. Néanmoins, si l'appel est interjeté par l'adversaire, on peut demander en appel d'être relevé de cette condamnation.

321. Si l'une des parties seulement est appelante, la cause n'en demeure pas moins soumise toute entière au jugement du tribunal supérieur.

322. On ne peut en appel produire de nouveaux titres, à moins de payer les frais qui ont eu lieu jusqu'alors.

Cependant l'obligation de payer les frais cesse lorsque ces titres ont été retenus malicieusement par la partie adverse.

323. Dans le cas de production de nouveaux titres en appel, le tribunal peut, s'il y a lieu, renvoyer la cause devant le tribunal de première instance, pour une nouvelle instruction.

Ce renvoi sera prononcé par un jugement interlocutoire.

324. L'appel sera interjeté par exploit de citation notifié dans le terme de vingt jours, dès la notification du jugement, à peine de nullité.

En cas d'appel au tribunal du Canton, la citation sera donnée pour paraître à la prochaine session de ce tribunal.

Toutefois, s'il n'y a pas un intervalle de trente jours dès la notification du jugement à l'ouverture de la première session ordinaire du tribunal, la citation sera donnée pour paraître à la session ordinaire suivante, à moins que les parties n'en conviennent autrement.

Les dispositions des articles 83, § *b, c*, 84, 85 et 87 ne sont pas applicables à cette citation.

325. Pour la signature d'un exploit d'appel, les motifs de récusation ne sont pas applicables au juge

qui l'accorde, à moins que la récusation n'ait été admise antérieurement au jugement dont est appel.

326. Le président du tribunal d'appel tient registre de toutes les causes qui sont portées devant le tribunal qu'il préside.

327. Si les parties transigent sur leur procès et qu'elles n'en donnent pas à temps connaissance au président du tribunal pour éviter ou la convocation du tribunal ou la prolongation de sa session, elles payeront les frais frustratoires qu'elles auront occasionnés.

328. Dans les plaidoiries en appel, les débats se poursuivent sans interruption jusqu'à fin de cause, dans une ou plusieurs séances; sauf dans le cas où le tribunal renverrait la cause à une nouvelle instruction.

329. La demande d'opérer une preuve en appel n'est pas admissible, sauf ce qui est dit concernant l'inspection de l'objet litigieux et à l'article 322.

330. Le tribunal d'appel ne peut prononcer sur aucun chef de demande qui n'aurait pas été soumis à la décision du tribunal inférieur, à moins :

- 1° Que les deux parties ne le requièrent ;
 - 2° Qu'ils ne s'agisse de nullité du jugement, de la fatalité ou de quelque autre vice de l'appel ;
 - 3° Qu'il ne soit question d'intérêts, loyers et autres accessoires échus depuis le jugement.
-

TITRE IX.

DES DÉPENS.

CHAPITRE PREMIER.**Des dépens en général et de leur taxe.**

331. Dans la règle, la condamnation au principal entraîne la condamnation aux frais.

Néanmoins si la cause était tellement douteuse qu'il ne put s'élever contre le condamné le plus léger soupçon de mauvaise foi ; s'il n'y avait aucun tort grave à lui imputer ; ou si la cause contenait divers chefs sur quelques-uns desquels chaque partie aurait succombé, les dépens seront compensés ou supportés par les parties dans la proportion que le tribunal déterminera.

332. Durant la procédure, chaque partie fait l'avance des frais de ses actes.

Les frais des actes communs aux parties sont avancés par elles en égales parts.

Les débours seront mentionnés au protocole.

333. La partie qui a obtenu l'adjudication des dépens, fera notifier à sa partie adverse la liste de ces dépens.

Cette notification se fera, à peine de déchéance, dans quatre-vingt-dix jours dès que le jugement, qui a adjugé les dépens, a acquis force de chose jugée.

334. La partie condamnée aux dépens pourra réclamer, par exploit, contre la liste qui lui a été notifiée, dans les dix jours qui suivent cette notification.

Cet exploit contiendra l'énumération détaillée des griefs du réclamant contre la liste des dépens, et portera assignation à paraître dans la quinzaine, fériées nonobstant, pour procéder à la modération des dépens.

Le délai de quinzaine court dès l'expiration des dix jours ci-dessus mentionnés.

335. Si la partie condamnée aux dépens ne réclame pas, dans le terme et suivant le mode prescrit à l'article précédent, contre la liste qui lui a été notifiée, en temps utile, elle est censée l'accepter.

Si, ayant réclamé, l'une ou l'autre partie fait défaut à la comparution appointée, ce défaut entraîne fatalité pour la part contestée, au préjudice du non-comparant, sauf le cas d'empêchement légitime.

336. La notification de la liste des dépens et la réclamation contre cette liste se feront sous l'autorité du président du tribunal qui a porté le jugement de l'exécution duquel il s'agit.

Toutefois, en cas de réclamation contre la liste des

dépens, le président peut déléguer un autre membre du tribunal pour en connaître.

337. La décision du juge concernant la modération des dépens, est sans appel.

338. Devant les tribunaux de district et d'appel, les parties font dépôt des frais de la séance, avant l'ouverture des débats, sauf ce qui est dit à l'article 346.

CHAPITRE II.

Du cautionnement pour les dépens.

339. Devant les tribunaux de district, le demandeur est tenu, lorsqu'il en est requis, de donner caution suffisante pour les dépens du procès, sauf ce qui est dit à l'article 346.

340. Le défendeur doit aussi donner caution suffisante, lorsqu'il en est requis, s'il appelle du jugement rendu en première instance.

341. Le cautionnement peut être fourni par fidéjusseur ou par dépôt d'argent ; et à défaut, par hypothèque spéciale sur des biens d'une valeur suffisante.

342. Le cautionnement se fournit en déposant au greffe ou l'argent, ou un acte authentique constatant l'intervention d'un fidéjusseur, ou la constitution d'hypothèque.

343. Le dépôt mentionné à l'article précédent sera

fait, à peine de contumace, en même temps que le premier acte de procédure qui suivra la demande de cautionnement, pourvu qu'entre le jour de cette demande et celui du premier acte de procédure suivant, il y ait un intervalle de huit jours.

CHAPITRE III.

Du bénéfice du pauvre.

344. Le bénéfice du pauvre peut être réclamé par celui qui ne pourrait faire face aux frais du procès sans se priver de ce qui est nécessaire à son entretien et à celui de sa famille.

345. Celui qui réclame le bénéfice du pauvre doit prouver le fait mentionné à l'article précédent par un certificat délivré par le conseil de sa commune.

346. Le bénéfice du pauvre libère celui qui l'a obtenu de l'obligation :

- a) De fournir caution ;
- b) De payer aucun émolument au tribunal, sauf au greffe les écritures d'expédition.

Ces émolumens doivent cependant être notés au protocole, et ils seront payés au tribunal, si le pauvre obtient l'adjudication des dépens.

347. Le bénéfice du pauvre ne le libère pas de l'obligation d'acquitter à sa partie adverse les frais auxquels le tribunal l'aurait condamné.

348. Le tribunal doit pourvoir d'un avocat la partie qui aurait obtenu ce bénéfice.

349. L'avocat sera choisi alternativement dans le nombre de ceux qui patrocinent habituellement dans l'arrondissement.

Ces arrondissemens sont fixés comme suit :

Le premier est formé des districts de Conches, Brigue, Viège, Rarogne et Loèche ;

Le second des districts de Sierre, Sion, Hérens et Conthey ;

Le troisième de ceux de Martigny, Entremont, St-Maurice et Monthey.

350. L'avocat prêtera son ministère gratuitement. Il pourra cependant exiger ses émolumens lorsque la partie adverse aura été condamnée aux dépens, ou lorsque celui qui a obtenu le bénéfice du pauvre viendra à meilleure fortune.

351. Le pauvre peut, par de justes motifs, refuser l'avocat qui lui aurait été donné.



LIVRE TROISIÈME.

DES PROCÉDURES SOUMISES A DES RÈGLES PARTICULIÈRES.

TITRE PREMIER.

DE LA POURSUITE POUR DETTES.

CHAPITRE PREMIER.

De la sommation de payer.

352. Aucune poursuite ne peut être dirigée contre un débiteur avant l'échéance du terme de paiement.

353. Dès qu'une dette est exigible, le créancier peut sommer son débiteur à effectuer le paiement dans le délai de trente jours, sauf ce qui est dit à l'article suivant.

Le même exploit fixera le jour, et dans ce jour un

intervalle de trois heures, dans lequel, à défaut de paiement, il sera procédé à la saisie.

Le jour fixé pour la saisie sera nécessairement juridique.

354. Pour argent prêté sans intérêts, ainsi que pour les salaires des domestiques ou des journaliers, le créancier peut sommer son débiteur à payer dans huit jours.

355. La sommation de payer se fait sous l'autorité du juge de la commune dans laquelle le débiteur est domicilié.

356. L'exploit de payement doit préciser le montant de la somme réclamée et la cause de la dette.

CHAPITRE II.

De l'opposition aux poursuites.

357. Le débiteur qui veut s'opposer à la demande du créancier, devra le faire de manière à ce qu'il y ait un intervalle de trois jours entre celui de la notification de l'opposition et celui fixé pour la saisie.

358. A défaut d'opposition aux termes de l'article précédent, le débiteur est tenu de payer ou de laisser opérer la saisie, à moins qu'il ne prouve par titres et à l'instant même que la dette est éteinte, ou que le créancier a accordé un délai.

Le débiteur peut toutefois réclamer contre la saisie pendant le temps accordé pour la réemption, et former, dans le terme de deux ans, les exceptions qu'il aurait à opposer aux prétentions du saisissant.

359. L'opposition aux poursuites sera faite sous l'autorité du juge qui a signé l'exploit de sommation de paiement.

360. L'opposition doit se faire par exploit.

Cet exploit mentionnera :

a) Les motifs de l'opposition ;

b) Si l'opposition concerne tout ou partie de la demande, et précisera, dans ce dernier cas, la partie contestée.

361. Lorsque l'opposition ne porte que sur une partie de la réclamation, la poursuite peut être continuée pour le surplus.

362. La poursuite peut être continuée pour le tout, si le débiteur ne précise pas la partie contestée.

363. Le débiteur devra faire valoir cumulativement tous ses moyens d'opposition.

Lorsque l'opposition sur le fond de la demande du créancier sera vidée par jugement, désistement ou transaction, le débiteur ne sera pas recevable à en former une nouvelle, et le juge devra refuser la signature de l'exploit.

CHAPITRE III.

De la saisie.

SECTION PREMIÈRE.

De la saisie en général.

364. La saisie réelle se fait à la requête et en présence du créancier, par l'huissier, qui se rend, à cet effet, à la demeure du débiteur.

Le juge ou son greffier assistera à cette opération.

365. Lorsque les biens saisis se trouvent hors de la juridiction du juge saisi de la poursuite, la taxe, lorsqu'il y aura lieu, se fera à la requête du créancier, sous l'autorité du juge de la commune où ces biens se trouvent, sur l'exhibition du procès-verbal de saisie.

Le débiteur sera prévenu, par exploit, du jour où la taxe s'opérera.

366. Si le débiteur est présent, il sera interpellé à déclarer sous serment les valeurs qu'il possède, en commençant par le numéraire. S'il s'y refuse, il sera procédé à la saisie nonobstant son refus.

367. Si le débiteur présent refuse l'entrée de sa maison, ou de quelque pièce de son appartement,

l'ouverture de quelque armoire ou autre meuble, le juge ou le greffier en ordonne et procure immédiatement l'ouverture forcée.

368. Si le débiteur est absent, il sera également procédé à la saisie.

Si la porte d'entrée de sa maison ou de quelques pièces est fermée, il sera procédé comme il est dit à l'article précédent.

Le procès-verbal de la saisie lui sera notifié dans les quarante-huit heures, par remise de la copie, à peine de nullité de la saisie.

Cette notification se fera à l'instance du saisissant.

369. La saisie s'opère sur les biens meubles ou immeubles du débiteur, au choix du créancier, sans préjudice, toutefois, du privilège spécial ou de l'hypothèque dont ces objets pourraient être affectés à un autre créancier.

370. Si le créancier n'est pas payé en numéraire, la saisie des créances s'opère sous la déduction du dix pour cent de leur valeur en capital et intérêts. La saisie des autres biens, sauf ceux mentionnés à l'art. 372, se fera pour la valeur du capital, des intérêts et des frais, ainsi que du tiers en sus.

371. Le tiers en sus se forme en prenant le tiers de la valeur du capital, des intérêts et des frais réunis ; de manière que si le capital, les intérêts et les frais réunis forment un total de 30 fr., la saisie se fera pour 40 francs.

372. Le tiers en sus mentionné aux deux articles précédens n'est pas accordé :

- 1° Sur les effets en or ou argent, lesquels seront saisis pour leur valeur intrinsèque ;
- 2° Sur le sel, qui est adjugé au prix des débits publics ;
- 3° Sur le froment, le seigle, l'orge l'avoine et le maïs, qui sont remis au créancier au prix courant, pourvu qu'ils soient purs et de bonne qualité.

373. Ne peuvent être saisis :

- 1° Le coucher nécessaire au débiteur et à ceux de ses enfans qui vivent avec lui ;
- 2° Les vêtemens dont ils sont couverts ou qui servent à leur usage journalier, et en outre deux pièces de chaque partie de linge servant à l'habillement ;
- 3° L'armement, l'équipement et l'habillement militaire des individus inscrits sur le rôle de la milice, et de ceux qui seraient en activité de service ;
- 4° Les outils des artisans nécessaires à leurs occupations personnelles ;

Ces outils peuvent toutefois être réclamés par le vendeur, si le prix n'en a pas été payé.

- 5° Les sommes et objets dont il a été fait donation, ainsi que les fruits qui en proviennent, lors-

qu'ils ont été donnés avec la clause qu'ils seraient insaisissables.

Cependant si les rentes qui en proviennent excèdent ce qui est nécessaire à l'entretien du débiteur et de sa famille, selon leur état et condition, cet excédant peut être saisi.

Peuvent aussi être saisis par le créancier les objets donnés avec la clause qu'ils seraient insaisissables, lorsqu'ils ont été hypothéqués par le donataire.

6° Les objets dont il a été fait donation, lors même que le donateur les aurait hypothéqués, si la clause qui les déclare insaisissables s'étend à sa famille,

7° Les denrées nécessaires à la consommation du débiteur et de sa famille, pendant trois mois.

374. Ne peuvent être saisis qu'à défaut d'autres avoir saisissables :

1° Les instrumens aratoires ;

2° Les engrais destinés à la culture des terres du débiteur.

3° Une vache, ou deux chèvres, ou trois brebis, au choix du débiteur ;

4° Les fourrages, litière et paille nécessaires pendant trois mois pour les animaux qui lui restent.

375. Les biens saisis sont estimés par deux des experts attitrés de la commune qui prendront en con-

sidération l'état de la culture des terres et l'époque de la taxe.

S'il y a impossibilité d'opérer la taxe lors de la saisie, il en sera fait mention au procès-verbal dont parle l'article 379.

376. Si les experts sont d'opinion différente, ou si les intéressés demandent une révision de taxe, il y sera procédé par deux nouveaux experts nommés par le président du tribunal de première instance.

377. Si la saisie s'opère en paiement d'un prix de vente sur les objets mêmes qui ont été vendus, le vendeur aura la faculté de prendre ce prix pour règle, sans préjudice toutefois au droit qu'auront les parties de faire apprécier les améliorations ou les détériorations que les objets vendus ont éprouvées depuis la vente ; et sans préjudice aussi à la disposition de l'art. 370.

378. En cas de saisie immobilière, le créancier perçoit l'intérêt de son capital jusqu'au jour du rachat ou jusqu'au jour où la propriété de l'immeuble lui serait dévolue en vertu de l'art. 391.

En cas de saisie des récoltes, il perçoit l'intérêt jusqu'au moment de l'estimation ou du rachat.

379. Le juge ou le greffier, sous l'autorité duquel la saisie est opérée, dresse à l'instant un procès-verbal de cette opération. Ce procès-verbal est suivi de l'inventaire exact des biens saisis, avec leur esti-

mation. Le tout est signé par le juge ou le greffier et par les experts.

380. Le débiteur qui soustrait frauduleusement quelques avoirs à la saisie, sera dénoncé au tribunal correctionnel.

SECTION II.

De la saisie des récoltes.

381. La saisie d'un immeuble ne comprend pas la récolte pendante.

Cependant la récolte peut faire l'objet d'une saisie spéciale.

382. Le créancier ne peut saisir que la récolte pendante.

La récolte des prés et des champs est censée pendante après le 30 avril, et celle des vignes après le 31 juillet.

383. Lors de la saisie, le juge nomme et assermente un gardien qu'il charge de soigner la récolte, à moins que les parties n'en conviennent autrement.

384. Le juge fait, à l'instance du créancier, procéder à l'estimation de la récolte, lorsqu'elle est près de sa maturité.

La disposition de l'article 379 est applicable à cette opération.

Le débiteur est avisé du jour et de l'heure de l'estimation par un exploit qui laisse au moins un jour d'intervalle entre le jour de la notification et celui où l'estimation doit se faire.

385. Dans les huit jours qui suivent l'estimation, le débiteur peut racheter la récolte en payant la somme avec les accessoires, mais sans tiers en sus. A défaut de rachat dans ce terme, la propriété de la récolte est dévolue au créancier.

386. Si la valeur de la récolte est diminuée par un cas fortuit avant l'échéance du terme fixé à l'article précédent, le saisissant peut demander une nouvelle estimation qui aura lieu de la manière fixée à l'article 384.

387. La saisie des récoltes se fera pour la valeur du capital, des intérêts et des frais, ainsi que du tiers en sus.

CHAPITRE IV.

De la délivrance des objets saisis et de la réemption.

388. Les créances et les meubles saisis devront rester huit jours chez le débiteur, ou, si le créan-

cier le requiert, ils seront déposés entre les mains d'une tierce personne, sauf ce qui est dit à l'article 393.

Pendant ce terme de huit jours, le débiteur peut les racheter en satisfaisant son créancier en capital, intérêts et frais.

389. Le terme de huit jours mentionné à l'article précédent court du jour de la taxe, si le débiteur a été présent à cette opération ; dans le cas contraire, ce terme court dès la notification de la taxe.

En cas de révision de taxe, les huit jours courent dès la révision.

390. Si le rachat des meubles n'a pas lieu dans les huit jours, l'huissier les délivrera au créancier.

391. Le débiteur peut racheter les immeubles saisis dans les trois mois qui suivent le jour où la taxe en a été opérée.

Ce terme ne court que depuis la révision de la taxe, si elle a eu lieu.

Pendant ce temps, le débiteur peut disposer librement de ces immeubles par aliénation ou autrement. Toutefois l'aliénation ou autre disposition par le débiteur de l'immeuble saisi, faite après la transcription de la saisie, n'aura d'effet légal qu'autant que le créancier aura été satisfait.

Si le rachat n'est pas opéré dans le terme ci-dessus mentionné, la propriété de l'immeuble saisi est, de plein droit, dévolue au créancier.

392. Pendant le terme accordé pour le rachat, le débiteur doit administrer les immeubles saisis en bon père de famille.

Cependant le juge peut, à la demande du créancier, confier à un tiers l'administration de ces biens, sauf ce qui est dit à l'article suivant.

393. Le débiteur peut, en fournissant une caution pour la valeur des objets saisis, retenir la possession de ces objets jusqu'à l'expiration du terme du rachat.

394. Le péril de la chose demeure à la charge du débiteur pendant le temps accordé pour le rachat.

395. Si la valeur pour laquelle les objets saisis ont été adjugés au créancier surpasse la somme qui lui est due, et si ces objets ne peuvent pas commodément se partager, le créancier devra payer le surplus au débiteur, sauf ce qui est dit à l'article 399.

Cet excédant de valeur sera payé au moment de la délivrance des objets saisis, si ce sont des meubles, et dans les trois mois dès qu'ils sont devenus la propriété définitive du créancier, si ce sont des immeubles.

Dans ce dernier cas l'excédant sera productif d'intérêt au taux légal, et l'immeuble saisi demeure hypothéqué au profit du débiteur pour sûreté de cet excédant.

CHAPITRE V.

Des effets de la saisie envers les tiers.

396. Le saisissant acquiert, par le fait de la saisie, un droit réel sur l'objet saisi.

Cependant la saisie immobilière ne produira d'effet envers les tiers, qu'autant que la transcription de la saisie aura été opérée.

397. Dès la transcription de la saisie, les créanciers privilégiés ne pourront pas exercer leurs privilèges sur les immeubles saisis, même pendant le terme accordé au débiteur pour la réemption.

398. Néanmoins la transcription de la saisie ne préjudicie pas aux créanciers ayant une hypothèque antérieure légalement inscrite.

399. Lorsqu'un immeuble, hypothéqué à deux créanciers légalement inscrits, a été saisi par le créancier de date antérieure; si la valeur de cet immeuble excède le montant de sa prétention en capital, intérêts, frais et tiers en sus, et s'il ne peut pas se partager commodément, le saisissant ne pourra sûrement payer l'excédant de valeur au débiteur, qu'autant que la saisie aura été notifiée au créancier postérieur, et que celui-ci n'aura pas réclamé cet excédant dans les trois mois depuis cette notification.

400. En cas de rachat de l'immeuble saisi, le débiteur pourra réclamer la radiation de la transcription de la saisie.

CHAPITRE VI.

Dispositions générales sur les poursuites.

401. Le juge tient registre des exploits et autres actes relatifs à la poursuite.

402. Si le créancier laisse écouler deux ans depuis le dernier acte de poursuite, la saisie et l'instance sont périmées.

403. Si, durant les poursuites dirigées contre lui, le débiteur change de domicile, le juge de son nouveau domicile doit, à la requête du créancier, donner suite à ces poursuites, comme si elles avaient été commencées sous son autorité.

404. La poursuite pour dettes ne peut être commencée, ni poursuivie :

1^o Contre les militaires qui portent momentanément les armes pour le service du Canton ou de la Confédération ;

2^o Contre les députés au Grand-Conseil, pendant la durée des sessions ;

3^o Contre les absents du pays pour cause de fonctions publiques.

405. Lorsque les poursuites contre un débiteur ont pour objet des prestations personnelles, ou la délivrance d'un immeuble, ou d'un effet mobilier autre que du numéraire, le juge détermine, suivant les circonstances, le temps dans lequel le débiteur doit satisfaire à son obligation.

TITRE II.

DU SÉQUESTRE JUDICIAIRE.

CHAPITRE PREMIER.

Du séquestre en général.

406. Le séquestre ne peut être accordé que dans les cas suivants :

- a) Au préjudice du débiteur fugitif ou suspect de fuite, qui ne laisse pas des sûretés suffisantes ;
- b) Au préjudice du débiteur insolvable ;
- c) Au préjudice de celui qui n'a pas son domicile dans le canton ; sauf ce qui est dit à l'article 19 ;
- d) Au préjudice du fermier, des fruits provenant

de la ferme, pour le payement des fermages ;
et au préjudice du locataire, des meubles de la
maison louée, pour le payement des loyers ;

On ne peut séquestrer que pour les fermages et
loyers échus , sauf dans les cas prévus aux pa-
ragraphes *a* et *b*.

c) Lorsqu'il s'agit de meubles dont on peut crain-
dre la distraction.

407. Dans les cas prévus aux §§ *a*, *b* et *c* de
l'article précédent, le séquestre peut être accordé des
biens meubles et immeubles du débiteur existant soit
entre ses mains soit en celles d'un tiers, ou de ce
qui pourrait être dû à ce débiteur par des tiers.

Dans les cas prévus aux §§ *d* et *e* du même arti-
cle, le sequestre ne peut être accordé que des objets
qui y sont mentionnés.

408. Celui qui demande à opérer un séquestre
doit, à peine de nullité, fournir une caution solidaire,
reconnue solvable par le juge, ou déposer entre
ses mains une somme suffisante pour répondre des
dommages et intérêts auxquels le débiteur pourrait
prétendre.

La garantie mentionnée à cet article sera fournie
avant de procéder au séquestre.

409. Le séquestre peut s'opérer même en temps
de fêtes profanes, et, s'il y a péril dans le retard,
aussi un jour de fêtes sacrées.

410. Le débiteur peut demander la levée du sé-

questre en tout ou en partie, en fournissant une caution solidaire, reconnue suffisante.

411. Lorsqu'il y a plusieurs saisissants connus, le plus diligent d'entre eux devra appeler les autres en cause, à peine de nullité du jugement qu'il obtiendrait.

Dans ce cas les sommes et objets séquestrés seront adjugés aux créanciers en suivant, quant à la priorité, les principes posés sur la classification des créances dans les discussions.

CHAPITRE II.

Du séquestre des meubles en la possession du débiteur

412. Le séquestre des meubles en la possession du débiteur est accordé par le juge de la commune dans le ressort duquel se trouvent les objets à séquestrer.

Il est annoncé par exploit à celui au préjudice de qui le séquestre a été opéré.

413. Ce séquestre s'opère par la saisie réelle des objets séquestrés, et par leur remise en main tierce.

Cette saisie a lieu de la manière prescrite aux articles 364 et 367.

414. Dans le cas où l'instant agit comme créancier (art. 406, § *a, b, c* et *d*), les objets désignés à l'article 373 ne peuvent pas être séquestrés ; ceux désignés à l'article 374 ne peuvent être séquestrés que dans les mêmes cas où ils peuvent être saisis ; et il n'est permis de séquestrer que jusqu'à concurrence de la valeur déterminée à l'article 370.

415. L'exploit de séquestre contiendra citation à fin de conciliation, devant le juge qui l'a accordé.

La citation sera donnée pour paraître au plus tard dans les dix jours qui suivent le séquestre, à peine de nullité, sauf dans le cas prévu à l'article 97.

416. A défaut de conciliation soit sur la validité du séquestre, soit sur les prétentions du créancier, celui-ci devra porter la cause devant le tribunal mentionné à l'article suivant.

Si la cause est de la compétence du juge devant lequel les parties ont paru en conciliation, il sera procédé immédiatement à la discussion sur les difficultés existantes entre les parties. Dans le cas contraire, le créancier devra, dans les dix jours qui suivent celui fixé pour la conciliation, introduire la cause devant le tribunal compétent, à peine de nullité du séquestre.

417. L'action mentionnée à l'article précédent doit s'intenter :

Dans les cas désignés à l'article 406, § *a, b, d* et

e, devant le juge du domicile de celui au préjudice de qui le séquestre a été opéré ;

Dans les cas de l'article 406, § c, devant le juge du lieu où se trouvent les objets séquestrés.

CHAPITRE III.

Du séquestre des biens du débiteur en la possession d'un tiers.

418. Le séquestre entre les mains d'un tiers est opéré par deux exploits, sous l'autorité du juge de la commune dans laquelle le tiers détenteur est domicilié.

419. Outre les conditions générales énoncées en l'article 74, ces exploits contiendront, savoir :

Celui qui est adressé au tiers détenteur, la défense de se dessaisir des avoirs du débiteur qu'il a entre les mains, sous peine d'en répondre. Cet exploit porte citation à ce tiers détenteur, pour déclarer ce qu'il doit au débiteur, ou ce qu'il possède appartenant à ce dernier.

Celui qui est adressé au débiteur renferme l'avis du séquestre, et porte citation à ce débiteur pour être présent à la déclaration du tiers détenteur, et pour procéder à l'essai de conciliation.

420. L'exploit qui est adressé au tiers détenteur ne doit pas contenir citation à paraître dans le cas où le séquestre s'opère entre les mains des receveurs, dépositaires ou administrateurs des deniers de l'Etat. Ces personnes ne sont tenues qu'à donner leur déclaration par écrit.

421. Soit que le débiteur compareaisse, soit qu'il fasse défaut, le tiers détenteur est tenu de déclarer, même sous serment, si l'instant l'exige, ce qu'il doit ou ce qu'il a entre les mains appartenant au débiteur. En cas de refus de sa part, il sera procédé contre lui contumaciellement.

422. En cas de contestation sur la déclaration du tiers détenteur, il sera procédé selon les formes ordinaires.

423. S'il s'élève une contestation sur la validité du séquestre ou sur la légitimité de la prétention entre le saisissant et celui au préjudice de qui le séquestre est opéré, les parties seront renvoyées devant le juge de ce dernier.

CHAPITRE IV.

Du séquestre des immeubles.

424. Le séquestre des immeubles s'opère sous l'autorité du juge de la commune du débiteur, ou,

si celui-ci n'est pas domicilié dans le Canton, sous l'autorité du juge de la commune où l'immeuble est situé.

Si le séquestre a pour objet plusieurs immeubles situés dans différentes juridictions, il peut être opéré sous l'autorité du juge de la commune où se trouve l'un de ces immeubles.

425. Le séquestre est annoncé par exploit à celui au préjudice duquel il est opéré.

426. Le séquestre des immeubles a pour effet d'empêcher que le débiteur ne puisse les aliéner au détriment du saisissant, jusqu'à droit connu.

427. Pour opérer l'effet mentionné à l'article précédent, le séquestre doit être accompagné d'une inscription prise au bureau des hypothèques, indiquant le titre qui le légitime, et la somme pour laquelle il a été accordé.

428. Les dispositions des articles 415 à 417 sont applicables à ce séquestre.

TITRE III.**DE LA CONTRAINTE PAR CORPS.**

CHAPITRE PREMIER.**De la manière d'obtenir la contrainte par corps.**

429. La contrainte par corps est prononcée par le tribunal de première instance. A cet effet le débiteur sera cité devant le tribunal.

430. Au jour de la comparution, l'instant produit ses titres.

S'ils sont suffisants, le tribunal ordonne la contrainte par corps, soit que le débiteur comparaisse, soit qu'il fasse défaut.

Dans ce dernier cas le jugement est définitif, à moins que le débiteur n'ait des causes légitimes d'absence : dans quel cas il devra faire valoir ses moyens dans les vingt jours qui suivront la notification du jugement.

431. Dans le cas prévu à l'article 1819 du Code civil, l'arrestation est ordonnée par le président du

tribunal du district où le débiteur est domicilié, sous un cautionnement reconnu suffisant.

Dans ce cas le débiteur sera, à sa demande, conduit immédiatement chez le président du tribunal ; et si l'arrestation paraît illégale, celui-ci ordonnera sa mise en liberté avec ou sans caution, suivant les circonstances.

Si le débiteur est emprisonné, il devra, dans le délai de trois jours, être entendu par le tribunal en présence du créancier, ou celui-ci dûment appelé.

CHAPITRE II.

De l'emprisonnement du débiteur.

432. Le jugement de contrainte par corps n'est exécutoire que sur l'ordre d'exécution délivré par le tribunal qui a rendu ce jugement.

Cet ordre n'est délivré que vingt jours après que le jugement de contrainte par corps est devenu définitif, sauf ce qui est dit à l'article suivant.

433. Dans le cas prévu à l'article 1819 du Code civil, la contrainte par corps est exécutoire immédiatement nonobstant l'appel, à moins que le débiteur ne fournisse une caution suffisante de se représenter.

Toutefois il pourra être donné suite à l'appel,

nonobstant l'exécution de la contrainte par corps , pour faire statuer sur les dommages-intérêts.

434. Le cautionnement mentionné à l'article précédent a pour effet que la caution est tenue des dommages-intérêts envers le créancier , dans le cas où le débiteur ne se représenterait pas.

435. L'arrestation du débiteur peut avoir lieu dans tout le canton , sur l'ordre d'exécution délivré conformément à l'article 432.

436. En vertu de l'ordre d'exécution , le créancier peut faire immédiatement arrêter et mettre en prison son débiteur , ou , s'il est déjà en prison , l'y retenir.

Cet ordre est exécuté par l'huissier , qui peut , au besoin , se faire accompagner de gendarmes.

437. Le débiteur ne peut être arrêté :

- 1° Dans les églises , pendant le service religieux ;
- 2° Dans le lieu et pendant la tenue des séances des autorités constituées ;
- 3° S'il est malade ;
- 4° Si sa femme est en couches , ou si elle est accouchée dans les huit jours précédents ;
- 5° S'il est appelé , comme parent , à un convoi funèbre ;
- 6° Si , assigné comme partie , témoin ou expert à comparaître en justice , il est porteur d'un sauf-conduit.

Ce sauf-conduit sera accordé par le président du tribunal ou par le juge devant lequel le débiteur est cité : il fixera la durée de son effet.

438. L'arrestation ne peut avoir lieu dans une maison quelconque, même dans le domicile du débiteur, sans la présence du juge de la commune où elle s'exécute.

439. Le débiteur arrêté sera conduit dans la prison du district, et remis à la garde du geôlier.

440. Le créancier, qui fait emprisonner son débiteur ou qui le retient en prison, est tenu de pourvoir à son alimentation, en en consignait d'avance la valeur de mois en mois, entre les mains du geôlier, au taux que l'Etat paye l'entretien des prisonniers.

441. Il sera dressé par l'huissier un procès-verbal d'emprisonnement qui constatera l'arrestation, et la remise du débiteur entre les mains du geôlier.

442. Ce procès-verbal énoncera :

- 1^o Le jugement ou l'ordonnance qui a prononcé la contrainte par corps ;
- 2^o La durée de l'emprisonnement ;
- 3^o La somme consignée pour les aliments.

443. La copie du procès-verbal sera remise de suite au débiteur.

L'original et la copie seront signés par l'huissier et le geôlier.

444. Dans le cas prévu à l'article 438, le procès-verbal sera aussi signé par le juge qui aura assisté à l'arrestation.

445. Le geôlier tiendra un registre dans lequel seront mentionnés les procès-verbaux d'emprisonnement, les jugements prononçant la contrainte par corps et les ordonnances d'emprisonnement.

446. Les prisonniers pour dettes seront détenus dans une partie de la prison distincte de celle qui sera destinée aux prévenus accusés ou condamnés pour délits.

CHAPITRE III.

De la libération du débiteur.

447. Le débiteur peut éviter l'emprisonnement ou en abréger la durée :

- a) S'il remplit l'obligation pour laquelle la contrainte par corps a été prononcée, et s'il rembourse les frais d'arrestation et la somme con-signée pour les aliments ;
- b) S'il obtient du créancier sa libération ;
- c) S'il fournit une caution suffisante. La caution devra s'obliger à payer la dette dans le terme d'un an ;

- d) S'il établit que son insolvabilité ne provient pas de son inconduite ;
- e) Si , à l'expiration du mois pour lequel les aliments ont été consignés , il n'est pas effectué une nouvelle consignation pour le mois suivant.

Dans ce cas, l'élargissement aura lieu le jour même de l'expiration du mois , au lever du soleil.

- f) Dès que le débiteur sera entré dans sa soixante et dixième année.

448. En cas de contestation, la demande en élargissement sera portée devant le tribunal qui a prononcé la contrainte par corps.

Le tribunal statuera dans la forme sommaire.

449. Lors de l'élargissement du débiteur, le geôlier énoncera, en marge du registre, la date et la cause de la sortie.

450. Le débiteur qui a été une fois emprisonné, ne peut l'être de nouveau pour la même dette.

TITRE IV.

DE LA DISCUSSION DES BIENS.

CHAPITRE PREMIER.

De la mise en discussion des biens et de ses effets

451. Il est statué, s'il y a lieu, sur l'ouverture d'une discussion, par le tribunal de première instance, sur le préavis du juge de la commune du domicile du débiteur.

452. La discussion des biens doit avoir lieu :

- 1° Lorsqu'un débiteur est obéré ;
- 2° Lorsqu'il est fugitif ou qu'il s'est absenté clandestinement dans des circonstances suspectes, sans avoir constitué de procureur, et que des poursuites sont dirigées contre lui ;
- 3° En cas de succession vacante ou répudiée.

453. Le débiteur qui fait cession de biens doit déclarer au juge qu'il abandonne ses biens à ses créanciers, et qu'il en demande la discussion juri-

dique. Il accompagne cette demande d'un état de ses biens et de ses dettes, dont il affirme la vérité.

Il doit de plus affirmer sous serment :

- a) Qu'il ne fait point cette cession en fraude de ses créanciers, mais à cause de l'impossibilité où il se trouve de les satisfaire autrement ; et de la conviction qu'il a que tout délai compromettrait encore davantage leurs intérêts ;
- b) Qu'il n'a rien caché, ni aliéné, ni souscrit aucun engagement en fraude de ses créanciers ;
- c) Qu'il fera tout son possible pour satisfaire les créanciers qui ne pourront l'être par la discussion.

454. Dans les cas prévus aux N^{os} 1 et 2 de l'article 452, il sera procédé de la manière suivante :

Le juge de la commune convoque, par un avis publié aux criées ordinaires, en laissant au moins trois jours d'intervalle depuis cette publication, les parents du débiteur pour les entendre sur la mise en discussion des biens.

Le débiteur sera appelé, et il sera entendu s'il se présente.

Soit que les parents se présentent, soit qu'ils fassent défaut, le juge émet incontinent son préavis motivé, le communique au débiteur, et le transmet immédiatement au Président du tribunal.

Si le débiteur veut réclamer contre cette décision,

il doit le faire dans trois jours , par une inscription au greffe du tribunal de première instance.

Dans les dix jours qui suivent cette réclamation, le tribunal statue, sans appel, sur la mise en discussion, après avoir entendu ou appelé le réclamant.

A défaut de réclamation dans le terme ci-dessus mentionné , la discussion peut être ouverte par le Président du tribunal, sur le simple préavis du juge de la commune.

455. Dès que la mise en discussion est arrêtée, le président du tribunal, après avoir entendu ou appelé le discutant, désigne d'office un administrateur de la masse et l'assermement. Il nomme d'office, et en même temps, le défenseur de la masse.

456. La mise en discussion des biens a pour effet :

- a) D'arrêter toutes les poursuites dirigées contre le discutant ;
- b) De le priver de la disposition et de l'administration de tous ses biens, jusqu'à ce que le décret de collocation ait passé en force de chose jugée , sans préjudice, toutefois, du droit de disposer, par acte de dernière volonté, de l'excédant de l'actif conformément aux lois ;
- c) De rendre exigibles toutes les dettes du discutant qui ne le seraient pas d'ailleurs ;
- d) De suspendre, jusqu'au jour des vérifications,

toutes prescriptions, soit contre les débiteurs, soit contre les créanciers ;

- e) De suspendre, jusqu'au même jour, les délais tant pour l'une que pour l'autre des parties.

457. Le créancier peut, nonobstant la mise en discussion des biens du débiteur, diriger son action contre la caution solidaire, dès que sa prétention sera dûment vérifiée.

458. Le discutant a le droit d'assister ou de se faire représenter aux opérations de la discussion, et de faire toutes les observations qu'il estime dans ses intérêts.

Il est tenu de donner les renseignements nécessaires, lorsqu'il en est requis par le défenseur ou le juge. S'il ne comparait pas, lorsqu'il est appelé, il sera conduit à l'audience.

459. Les procédures de discussion se poursuivent à courts délais, sans égard aux fêtes profanes.

460. Si le tribunal estimait qu'il n'y a pas lieu de donner suite à la discussion, il en sera donné connaissance par une publication faite aux criées ordinaires du domicile du discutant et par insertion au Bulletin officiel.

Les effets mentionnés à l'article 456 cessent après huit jours dès l'insertion au Bulletin.

CHAPITRE II.

De l'apposition des scellés et de la prise d'inventaire.

461. Dans les vingt-quatre heures, dès que la mise en discussion est définitivement arrêtée, le juge d'instruction, accompagné du greffier et suivi de l'huissier, procède à l'apposition des scellés sur les avoirs meubles et les papiers du débiteur.

Il prend note des objets qui ne peuvent être mis sous scellés.

462. Dans les cinq jours, au plus tard, qui suivent l'apposition des scellés, le juge d'instruction, accompagné comme il est dit à l'article précédent, et en présence de l'administrateur de la masse, commence l'inventaire et le continue sans interruption.

463. Le juge peut exiger des personnes qui habitent la maison du discutant qu'elles déclarent sous serment si elles ont connaissance qu'il ait été distrait quelques objets appartenant à la masse.

464. L'inventaire se fait au fur et à mesure de la levée des scellés. Il est commencé par les biens meubles, et d'abord par ceux qui n'ont pas été mis sous le scellé.

Il comprend aussi les immeubles.

465. Chaque objet meuble forme un article, en réunissant néanmoins en un seul article les objets de même nature qui forment un assortiment.

Chaque article est numéroté, et il n'y a pour tout l'inventaire qu'une seule série de numéros.

466. Les immeubles sont portés à l'inventaire en désignant chacun d'eux par :

- a) Sa nature ;
- b) Sa situation, avec indication suffisante de confins ;
- c) Son étendue, au moins par approximation.

467. Tant les meubles que les immeubles seront estimés par deux experts et cette estimation est portée à l'inventaire.

En cas de dissentiment entre eux, le juge d'instruction décide.

S'il y a plusieurs ordres de biens qui exigent des experts spéciaux, le juge nomme et assermente un expert pour chacun de ces ordres.

468. S'il existe des biens, appartenant à la masse, dans d'autres districts que celui du domicile du discutant, l'estimation sera faite sous l'autorité du juge d'instruction du district où ils se trouvent.

469. S'il existe des biens, appartenant à la masse, hors du canton, le juge prend les mesures nécessaires pour constater en quoi ils consistent, et pour les faire entrer dans la masse.

470. Tous les objets meubles inventoriés sont

mis à la disposition de l'administration de la masse, sauf ce qui est dit à l'article 473. Ils demeurent sous sa garde et sa responsabilité, sauf les cas de force majeure.

471. Les papiers du discutant sont examinés par le juge et par son greffier, en présence du défenseur de la masse.

Les titres de créances et les livres de compte sont portés séparément à l'inventaire. Les autres papiers sont côtés par le greffier, réunis et désignés d'une manière générale.

Ces titres, livres et papiers sont ensuite remis au défenseur de la masse.

472. Si une personne de la maison, ou toute autre personne réclame, comme sa propriété, un ou plusieurs objets meubles qui se trouvent dans le domicile du discutant, ces objets lui seront immédiatement délivrés, s'il est reconnu qu'ils lui appartiennent. Dans le cas contraire, ces objets sont néanmoins portés à l'inventaire sous une catégorie distincte, en indiquant le nom du réclamant.

473. Les objets énoncés à l'article 373 sont aussi réservés au débiteur en cas de discussion, sauf que l'on doit laisser au discutant les denrées nécessaires à son existence et à celle de sa famille pendant six mois.

CHAPITRE III.

De la publication de la discussion et des inscriptions.

474. Dans les huit jours, dès que la mise en discussion est définitivement arrêtée, le juge d'instruction le fait connaître au public par un avis, sous la forme d'exploit, publié aux criées ordinaires du domicile du discutant trois dimanches, de quatorze en quatorze jours, et inséré au Bulletin officiel, par lequel il invite tous les créanciers et débiteurs du discutant, à faire inscrire, en son greffe, les uns leurs prétentions et les autres ce qu'ils doivent, dans les quarante-deux jours dès la première publication.

Cet avis indiquera le jour où expire le terme des inscriptions.

475. L'inscription indiquera l'objet, la cause et la valeur de la prétention.

476. Le créancier chirographaire qui n'a pas fait inscrire sa prétention dans le terme fixé à l'article 474, peut encore le faire jusqu'au décret de collocation; mais dans ce cas il est classé après tous les créanciers qui ont pris leurs inscriptions dans le terme prescrit.

A défaut d'inscription, dans le dit terme, de la part d'un créancier ayant une hypothèque inscrite, il sera invité par le juge à faire inscrire sa prétention dans les trente jours qui suivront l'avertissement judiciaire, à défaut de quoi il ne pourra pas se prévaloir de son hypothèque envers les créanciers qui se seront présentés en temps utile.

477. Le créancier, qui n'est pas intervenu dans la discussion, conserve néanmoins son recours sur les biens qui resteraient au débiteur après la discussion et sur ceux que ce dernier acquerrait postérieurement.

478. Si le créancier n'a pas fait inscrire sa prétention, ou si sa créance n'a pas été admise par défaut de vérifications, la caution est libérée.

479. Le défaut d'inscription ne produit les effets mentionnés aux articles précédents qu'autant qu'il résulterait de l'invitation adressée aux créanciers en conformité de l'article 474, qu'il s'agit de la liquidation d'une masse qui a été mise à la disposition de la justice.

480. Le créancier, qui n'a pas son domicile dans le Canton, doit en élire un en même temps qu'il prend son inscription au greffe.

A défaut d'élection de domicile, si la prétention du créancier est contestée au jour des vérifications, il n'y aura pas lieu à réassignation, en conformité

de l'article 484, mais il sera procédé à la discussion sans égard à cette prétention.

CHAPITRE IV.

De la vérification des inscriptions.

481. Le juge assigne, par un avis publié dans la paroisse du discutant et inséré au Bulletin officiel, tous les créanciers à comparaître à jour et lieu fixes, pour la vérification des inscriptions.

Cette comparution aura lieu dans les trente jours qui suivent la clôture des inscriptions.

Il y aura au moins un intervalle de quinze jours entre cette publication et le jour de la comparution.

482. Les vérifications se font par les créanciers, contradictoirement avec le défenseur de la masse.

On y procédera en commençant, autant que possible, par les créanciers les plus éloignés.

483. Les créanciers peuvent se faire représenter, à la vérification des inscriptions, par un fondé de pouvoirs.

484. Le jour des vérifications, le créancier doit faire valoir sa prétention et produire ses titres à l'appui. S'il ne comparaît pas le dit jour, sa prétention sera admise, dans le cas où elle ne serait pas contes-

tée : si elle est contestée, le créancier sera assigné par une citation à domicile. S'il fait défaut sur cette citation, il sera procédé à la discussion sans égard à sa prétention.

485. Si, lors de la vérification des inscriptions, il s'élevait une difficulté sur le bien fondé d'une prétention, elle sera liquidée, contradictoirement avec le défenseur de la masse, en suivant les formes ordinaires de la procédure.

Toutefois les délais pour les preuves ne seront que de vingt jours juridiques.

486. Les créances, reconnues par le discutant, seront admises, lors même qu'elles ne seraient pas prouvées d'ailleurs : elles seront classées parmi les créances chirographaires sans date certaine.

487. Les vérifications doivent se terminer dans six mois dès le jour fixé conformément à l'article 481.

488. Les frais des vérifications, tant ceux du tribunal que du défenseur, sont à la charge de la masse.

Cependant si, dans le cas prévu à l'article 484, il y a lieu à une comparution extraordinaire, elle est aux frais du créancier qui a fait défaut, à moins que ce défaut ne soit excusé par un motif légal.

CHAPITRE V.

De la liquidation de l'actif de la masse.

SECTION PREMIÈRE.

De l'administration de la masse.

489. L'office de l'administrateur de la masse consiste à veiller à la conservation des biens du dis-cutant, et à les administrer en bon père de famille, conformément aux règles ci-après établies. Il répond des dommages qui seraient résultés d'une mauvaise administration.

490. L'administrateur assiste aux taxes, aux inventaires, et à toutes les opérations qui s'y rapportent.

Il est chargé de soigner la culture des terres, et de vendre aux enchères les biens meubles et immeubles qui composent la masse.

491. L'enchère des meubles sera annoncée huit jours d'avance, ou le jour même, si elle se tient un jour de foire ou de marché.

L'enchère des immeubles sera annoncée par deux publications faites deux dimanches consecutifs et

par l'insertion au Bulletin officiel, au moins huit jours d'avance.

L'administrateur fixe l'époque et le lieu de l'enchère.

492. L'enchère s'opère sous l'autorité du juge d'instruction ou de son greffier, en présence de l'administrateur de la masse.

Le procès-verbal d'enchère est dressé immédiatement et signé par celui qui préside à cette opération.

493. Les biens mis à l'enchère sont proclamés vendables au prix de la taxe. Si personne n'offre ce prix, il en sera fait rapport aux créanciers qui pourront demander une nouvelle taxe et une nouvelle enchère.

A cet effet, les enchères auront lieu, autant que possible, avant les vérifications. Si cela n'est pas possible, les créanciers seront convoqués extraordinairement, suivant les formes prescrites à l'article 481, pour prendre une détermination quant aux biens qui n'ont pu être vendus.

494. La révision de taxe, s'il y a lieu, sera faite par deux experts nommés et assermentés par le juge d'instruction.

495. Les ventes se font par assortiment et en bloc, ou séparément, suivant ce que l'administrateur estime le plus avantageux pour la masse.

496. La vente des immeubles a lieu sous con-

dition que le prix soit payé dans six mois, avec l'intérêt au cinq pour cent dès le jour de l'adjudication.

497. Le prix des ventes sera payé entre les mains d'une personne que le juge d'instruction désignera, sous sa responsabilité personnelle. Cette nomination sera insérée au protocole de l'enchère.

498. L'adjudicataire des biens meubles ou immeubles devra fournir une caution solvable et solidaire, si le prix n'est pas payé comptant.

499. Le juge fait suspendre les enchères quand il estime que le produit des ventes suffit à l'acquittement des dettes.

500. L'administrateur rend compte de sa gestion devant le juge d'instruction en présence du défenseur de la masse.

SECTION II.

De la liquidation des prétentions actives de la masse.

501. Le défenseur agit au nom de la masse, comme demandeur ou défendeur, tant en première instance qu'en appel : il doit veiller à la conservation des prétentions actives de la masse, et faire les démarches nécessaires pour obtenir des débiteurs la reconnaissance de ces prétentions.

502 Si une prétention ne pouvait être liquidée avant la clôture de la discussion, il sera néanmoins procédé aux collocations et les droits contestés seront

assignés en dernière ligne, pour être discutés par les créanciers qui en deviennent adjudicataires.

503. Si, par l'effet d'une poursuite pour dettes, un créancier avait opéré la saisie d'un immeuble avant la mise en discussion des biens du débiteur, et que le terme de la réemption ne soit pas encore écoulé, ce terme est suspendu, par la mise en discussion, jusqu'au décret de collocation. Cet immeuble sera mentionné dans l'inventaire et mis à l'enchère comme les autres immeubles de la masse. Si la vente n'a pas lieu, la saisie a son effet.

504. Les actions résultant d'un droit de réméré ou d'une lésion commise au préjudice du discutant, pourront aussi être exercées par le défenseur au profit de la masse.

SECTION III.

De l'état définitif de l'actif de la masse.

505. Dès que les enchères sont terminées, le greffier établit un second inventaire, présentant l'état définitif de l'actif de la masse.

506. L'état de l'actif est dressé dans l'ordre suivant :

- a) Le numéraire ;
- b) Le prix non acquitté des ventes, avec l'intérêt jusqu'au moment des collocations ;

c) Les créances reconnues bonnes, avec l'intérêt, pour celles qui en produisent, jusqu'au jour des collocations ;

d) Les meubles et les immeubles non-vendus, qui seront portés au prix d'estimation.

507. Si parmi les objets non vendus il s'en trouve de ceux que le discutant a achetés sans en avoir payé le prix, ils ne pourront pas être portés à l'inventaire pour un prix excédant celui d'acquisition, en tant qu'ils devraient être adjugés au vendeur ; sans préjudice toutefois des améliorations ou des détériorations qui ont pu avoir lieu depuis la vente.

508. S'il existait sur quelques objets mobiliers un droit spécial en faveur d'un créancier, la valeur de ces objets sera portée séparément dans l'état.

509. Si la masse était appelée à payer une dette pour un tiers, le remboursement à exiger du principal débiteur et des cautions est porté dans l'état de l'actif.

510. Après les valeurs certaines, l'on place les créances reconnues, mais dont la rentrée est incertaine. Elles seront inscrites dans l'ordre de solvabilité présumée des débiteurs.

511. A la suite de l'avoir réel de la masse, l'on porte les prétentions contre des tiers non reconnues par eux.

Ces prétentions sont placées dans l'ordre d'utilité

qu'elles sont présumées avoir par les chances soit de les faire admettre, soit de les réaliser.

CHAPITRE VI.

De la classification des créances et de la collocation.

SECTION PREMIÈRE.

En général.

512. Dès que les vérifications des inscriptions sont terminées, le tribunal de première instance, sur le préavis du juge d'instruction, doit, à peine de dommages-intérêts, porter le décret de collocation dans le terme de 30 jours.

513. Les créances sont colloquées dans l'ordre établi au Tit. 23 du 3^me livre du code civil, sauf ce qui est dit à l'article suivant.

514. Les intérêts autres que les trois derniers et le courant, des créances soit chirographaires, soit hypothécaires, pour lesquels il n'aura pas été pris d'inscription spéciale, conformément à l'article 1921 du code civil, seront colloqués avec les créances sans date certaine.

515. Les créances privilégiées sur la généralité

des biens, sont colloquées d'après les règles établies aux articles 1859 et suivants du Code civil.

Les créanciers privilégiés sur certains objets et les créanciers hypothécaires sont colloqués sur la chose qui fait l'objet de leur privilège ou de leur hypothèque, ou sur le prix qui en provient, en tant qu'il n'y a pas de droit préférable au leur.

Toutefois ils pourront demander à être colloqués de préférence sur le prix des biens vendus qui ne sont pas affectés de privilège spécial ou d'hypothèque en faveur de créanciers préférables.

516. Le créancier qui a plusieurs hypothèques spéciales, a le droit de choisir.

Ce choix doit être fait le jour des vérifications, quant aux hypothèques qui se trouvent dans la masse, et ne préjudicie pas au recours contre le tiers détenteur, mentionné à l'article 534.

517. La caution solidaire a le droit d'intervenir pour faire le choix mentionné à l'article précédent.

En cas de dissidence entre le créancier et la caution, le choix fait par celle-ci a la préférence, à moins que le créancier ne renonce à son recours contre elle.

Si la caution n'intervient pas, le créancier peut faire ce choix sans perdre son recours.

518. Les créanciers qui seront colloqués sur les objets mentionnés au § d de l'article 506 et à l'article 507, obtiendront un quart en sus de leur pré-

ention ; de manière que si la créance est de 40 francs, la collocation se fera pour 50 francs.

519. Le tribunal doit d'office appliquer la compensation, lorsqu'un débiteur du discutant se trouve en même temps créancier de ce dernier.

Toutefois, si la prétention de ce créancier ne devient exigible que par la discussion, la compensation n'aura lieu qu'en son rang, après que tous les créanciers qui lui sont préférables, auront été colloqués et pourvu encore que sa créance puisse se liquider dans le cours de la discussion.

520. Le débiteur de la masse ne peut opposer la compensation d'une créance qui lui aurait été cédée par un tiers contre le discutant, qu'autant que la cession aurait eu lieu trente jours au moins avant l'ordonnance de mise en discussion.

SECTION II.

Des collocations pour une rente viagère.

521. S'il est dû par la masse une rente viagère, et si le défenseur ne peut convenir d'un mode particulier de paiement, il sera prélevé un capital dont l'intérêt suffise au service de la rente. Ce capital sera assuré convenablement.

522. Si l'état de la masse ne permet pas de pré-

lever un capital dont l'intérêt suffise au service de la rente, le créancier a le droit de prendre chaque année, sur le capital qui lui sera assigné, de quoi couvrir la différence, et de le diminuer progressivement.

523. Les créanciers qui n'auront pas obtenu collocation sur des valeurs liquides et disponibles, seront colloqués sur le capital de la rente viagère, pour en prendre possession à la cessation de la rente.

524. S'il est dû au créancier, par rente viagère, des annuités au moment des collocations, et si, d'après la nature de son titre, il se trouve en rang utile, il est colloqué à son rang pour ces prétentions.

SECTION III.

Des actes de défaut de biens.

525. Les créanciers qui n'ont pas obtenu collocation pour l'acquittement complet de leurs créances, reçoivent des actes de défaut de biens, extraits du décret de collocation où ils doivent être portés.

526 Les créanciers qui ont obtenu acte de défaut, sont préférés, en cas de concours, aux créanciers qui ne sont pas intervenus dans la discussion, sur les biens soustraits à la masse et sur ceux acquis dès lors par le discutant.

CHAPITRE VII.

De la notification et de l'appel du décret de collocation.

527. Dans les huit jours qui suivent la signature du décret de collocation, le greffier doit, à peine de dommages-intérêts, expédier à chaque créancier un extrait de ce décret, en la part qui le concerne.

528. Les créanciers seront de plus avisés que le décret est porté, par exploit publié aux criées ordinaires et inséré au Bulletin officiel.

Cet exploit désignera trois jours consécutifs durant lesquels le bureau du greffe sera ouvert à tous les créanciers qui se présenteront pour prendre connaissance du décret.

Ces trois jours seront fixés dans la huitaine qui suit l'expiration du terme mentionné à l'article précédent.

529. L'appel du décret de collocation, de la part des créanciers, est interjeté par exploit notifié au défenseur de la masse, dans les vingt jours qui suivent l'expiration des trois jours ci-dessus mentionnés.

L'appel de la part du défenseur de la masse est notifié aux créanciers contre lesquels il est interjeté.

530. Si, par jugement rendu sur l'appel, une ou plusieurs collocations étaient réformées, tout le décret sera renvoyé au tribunal qui l'a porté pour être coordonné conformément à cette décision.

CHAPITRE VIII.

De la clôture de la discussion.

531. Aucune collocation et aucun acte de défaut de biens ne peuvent être délivrés avant que le décret de collocation ait acquis force de chose jugée.

Jusqu'à cette époque, le péril de la chose est à la charge du débiteur.

532. Les collocations et les actes de défaut de biens sont expédiés sous la signature du Président du tribunal et du greffier.

533. Les titres des créanciers qui ont obtenu collocation pour la totalité de leurs prétentions et qui l'ont acceptée, sont annulés et restitués au débiteur; à moins qu'ils ne renferment quelques droits contre des tiers; dans ce cas ils sont rendus au créancier en mentionnant au bas la collocation.

CHAPITRE IX.

De l'abandon de la collocation.

534. Le créancier, qui a obtenu collocation, peut l'abandonner et exercer son recours contre la caution solidaire, ou agir, par l'action hypothécaire, contre le tiers détenteur de l'hypothèque.

Si le créancier n'a obtenu collocation que pour une partie de sa prétention, il peut, à son choix, abandonner sa collocation et exercer son recours pour la totalité de sa prétention, ou la conserver et exercer son recours pour la part pour laquelle il n'a pas été satisfait.

Le recours sera exercé conformément aux principes posés au titre *de la poursuite pour dettes*.

En cas de recours contre la caution ou le tiers détenteur de l'hypothèque, ceux-ci sont subrogés de plein droit au créancier.

535. Dans les cas prévus à l'article précédent, le recours, tant du créancier que de la caution, contre le tiers détenteur de l'hypothèque, sera notifié dans le terme de 90 jours; et celui du créancier contre la caution solidaire, dans le terme de 50 jours depuis que le décret de collocation a passé en force de chose jugée.

Jusqu'à la notification du recours, le péril de la chose est à la charge de celui qui l'exerce.


Ces notifications ne sont pas applicables au cas où le créancier n'a pas obtenu collocation.

536. Le créancier peut aussi abandonner sa collocation et conserver sa prétention contre le débiteur.

Le même droit appartient à la caution et au tiers détenteur de l'hypothèque.

L'abandon de la collocation sera notifié au débiteur dans le terme de 90 jours depuis que le décret de collocation a passé en force de chose jugée. Jusqu'à cette notification, le péril de la chose est à la charge de l'instant.

537. Celui qui abandonne la collocation conserve une hypothèque spéciale sur la chose abandonnée.



TITRE V.

DE LA RENONCIATION A UNE SUCCESSION ET DU BÉNÉFICE D'INVENTAIRE.

538. La renonciation à la succession et la demande du bénéfice d'inventaire se feront au juge de la commune où la succession s'est ouverte, assisté de son greffier.

539. Le juge qui a reçu cette déclaration ou cette demande doit, dans les vingt-quatre heures, la transmettre au président du tribunal de première instance, qui procédera conformément à ce qui est dit au titre de la *Discussion des biens*, s'il s'agit d'une renonciation à la succession ; et conformément aux articles 837 et suivants du code civil, s'il s'agit du bénéfice d'inventaire.

TITRE VI.

DES SUCCESSIONS VACANTES.

540. Lorsque les héritiers légitimes auront laissé écouler le délai de trois mois sans se mettre en possession de la succession, sans y renoncer, ou sans demander le bénéfice d'inventaire, ou qu'il n'y aura pas d'héritier légitime connu, le juge de la commune où la succession s'est ouverte en avisera le président du tribunal de première instance, qui pourvoira à la nomination d'un curateur à la succession, et invitera, par un avis sous la forme d'exploit, publié trois dimanches de quatorze en quatorze jours, dans la paroisse où la succession est ouverte et inséré au Bulletin officiel, tous les prétendants à la succession à faire inscrire au greffe leurs droits ou prétentions, dans le terme de six semaines.

Cet avis indiquera le jour où expire le terme des inscriptions.

541. Dans les cas d'urgence, le juge de la commune devra sans retard faire apposer les scellés et donner connaissance au président du tribunal de

première instance, des circonstances qui peuvent exiger la nomination d'un curateur même avant l'échéance des trois mois mentionnés à l'article précédent.

542. Après l'expiration du délai fixé dans la publication dont parle l'article 540, si aucun héritier ne s'est présenté, il sera procédé à la discussion de la succession.

543. S'il s'élevait des difficultés entre les divers prétendants à une succession à titre d'héritiers, et s'il n'y a personne dont le droit soit certain, le juge pourvoira à la nomination d'un curateur aux biens et les prétendants discuteront leurs droits dans les formes ordinaires de la procédure.

TITRE VII.

DES SUCCESSIONS IRRÉGULIÈRES.

544. Lorsque, à défaut d'héritiers légitimes, la succession est réclamée par des héritiers testamentaires, par un enfant naturel, par le conjoint survivant ou par l'Etat, il doivent en demander la délivrance au président du tribunal de première instance du lieu

où la succession est ouverte, qui procèdera comme il est dit à l'article 540.

545. Si, à l'expiration du délai fixé par les publications mentionnées au dit article, il ne s'est présenté aucun héritier préférable, les héritiers testamentaires, l'enfant naturel, l'époux survivant ou l'Etat seront mis en possession de la succession.

546. La remise de la succession aux personnes mentionnées à l'article 545 sera précédée d'un inventaire dressé par le greffier du tribunal de première instance, en présence et à la requête du curateur de la succession, en observant ce qui est prescrit par les articles 464, 465, 466 et 467.

547. Lorsqu'en vertu de l'article 804 du code civil, il y aura lieu à la vente du mobilier de la succession, cette vente se fera dans les formes prescrites aux articles 491 et suivants.

Il sera fait emploi du prix provenant de cette vente. Ceux qui auront obtenu la mise en possession en percevront les intérêts, mais il ne pourront disposer du capital avant l'échéance des cinq ans mentionnés au dit article 804.

TITRE VIII.

DES OFFRES DE PAIEMENT ET DE LA CONSIGNATION.

548. Les offres de paiement seront faites en présence du juge de la commune, ou de son greffier, ou de l'huissier, qui en dressera procès-verbal.

549 Lorsque, sur le refus du créancier de recevoir le paiement de ce qui lui est dû, il y aura lieu à consignation conformément aux articles 1139 et suivants du Code civil, le débiteur l'assignera à comparaître devant le juge de commune, s'il s'agit d'une somme qui ne dépasse pas trente francs, ou devant le président du tribunal de première instance, s'il s'agit d'une somme plus forte, pour voir opérer la consignation entre ses mains et pour ouïr déclarer les offres bonnes et valables.

Il y aura au moins trois jours d'intervalle entre celui de la notification de cet exploit et celui de la comparution.

550. Si dans les huit jours qui suivent celui où le dépôt a été opéré, le créancier n'a pas réassigné le

débiteur pour faire statuer sur l'invalidité de la consignation, le débiteur est libéré.

551. On observera pour le surplus les règles ordinaires de la procédure.

TITRE IX.

DE LA SÉPARATION DES BIENS.

552. La demande en séparation de biens entre époux sera poursuivie devant le tribunal de première instance, dans les formes ordinaires de la procédure, sauf les exceptions ci-après mentionnées.

553. L'aveu du mari ne suffira pas pour opérer la preuve des faits allégués par la femme.

554. L'intervention des créanciers du mari sera admise en tout état de cause, jusqu'au jugement définitif.

555. Les créanciers du mari pourront se pourvoir contre la séparation de biens prononcée en fraude de leurs droits, lors même qu'ils ne seraient pas intervenus dans l'instance en séparation.

556. Les créanciers qui voudront faire usage du droit mentionné à l'article précédent, devront le faire

dans l'année qui suivra l'insertion au Bulletin officiel de l'avis qui donne connaissance au public de la séparation. Après ce délai ils ne sont plus recevables.

557. La femme ne pourra réclamer l'exécution du jugement avant l'insertion au Bulletin ci-dessus mentionnée ; sans que néanmoins elle soit tenue d'attendre l'expiration de l'année pendant laquelle les créanciers sont admis à se pourvoir.

TITRE X.

DE LA LICITATION.

558. Lorsqu'en vertu des articles 858 et 1428 du Code civil, il y a lieu à la licitation d'une chose commune, si les copropriétaires sont tous majeurs, ayant la libre disposition de leurs biens, ils pourront s'abstenir des voies judiciaires et s'accorder pour procéder de telle manière qu'ils aviseront.

S'ils ne s'accordent pas, il sera procédé à la licitation dans la forme prescrite pour la vente des biens pupillaires.

Cette forme sera nécessairement observée, si l'un des co-propriétaires est mineur ou interdit.

Toutefois, à la seconde enchère ils seront remis au plus offrant, lors même que les offres n'atteindraient pas la taxe.

TITRE XI.

DES CAS OU L'ON PEUT OBLIGER QUELQU'UN A
INTRODUIRE UNE ACTION.

559. Dans la règle, personne ne peut être obligé à faire valoir un droit auquel il prétend.

Cette règle souffre exception :

- 1^o Dans les procédures éditales;
- 2^o Dans les autres cas spécialement déterminés par la loi.

CHAPITRE PREMIER.

Des procédures éditales.

560. Celui qui veut se prémunir contre les actions réelles qui pourraient lui être intentées au su-

jet des droits mentionnés à l'article suivant, peut le faire en invitant éditalement tous les intéressés à faire valoir leurs prétentions dans le terme et sous les peines déterminées par la loi.

561. La disposition de l'article précédent s'applique aux charges dont un immeuble peut être grevé, autres que celles résultant de droits soumis à l'inscription ou à la transcription.

La procédure éditale ne peut pas avoir pour objet le droit de propriété.

562. Pour opérer une procédure éditale, l'on procédera comme suit :

- 1^o L'exploit émanera de l'autorité du juge d'instruction du district où est situé l'immeuble qui en fait l'objet, quelle qu'en soit la valeur ;
- 2^o Il désignera exactement cet immeuble, en indiquant sa nature, sa provenance et ses confins au moins de trois côtés ;

S'il y a plusieurs attenants du même côté, il suffit d'en désigner un ;

- 3^o Il contiendra une invitation aux opposants ou réclamants, de faire inscrire leurs droits ou prétentions au greffe, dans le terme de six semaines, sous peine de forclusion ; et indiquera le jour où expirera ce terme ;
- 4^o L'exploit sera publié trois dimanches de quatorze en quatorze jours, dans la paroisse du lieu de la situation de l'objet.

Il sera de plus inséré au Bulletin officiel.

Les six semaines mentionnées au §. précédent se comptent depuis le jour de la première publication.

Les formalités prescrites par cet article seront observées à peine de nullité.

563. S'il se présente des opposants ou réclamants dans le terme prescrit, l'on suivra les formes ordinaires de la procédure.

564. Dans les quatorze jours qui suivent l'expiration du délai mentionné au §. 3 de l'article 562, le juge d'instruction portera un décret par lequel il admettra la demande de l'instant au préjudice de tous ceux qui n'ont pas fait inscrire leurs prétentions.

565. A l'expiration d'une année, à compter du jour où le décret mentionné à l'article précédent aura été rendu, l'instant doit, dans les six semaines qui suivent immédiatement ce terme, renouveler la procédure éditale mentionnée à l'article 562, à peine de nullité.

En cas d'opposition ou de réclamation, il sera procédé conformément à l'article 563.

Toutefois les opposants ou réclamants doivent préalablement rembourser les dépens de la première procédure, sauf dans les cas prévus à l'article 567.

566. La seconde procédure éditale sera suivie

d'un second décret qui sera porté conformément à l'article 564.

Ce décret fera mention des prétentions inscrites au greffe qui auraient été reconnues, ou qui n'auraient pas encore pu être liquidées.

Le second décret est définitif, sauf ce qui est dit à l'article suivant.

567. La procédure éditale n'a pas d'effets :

1^o Contre les absents, qui peuvent encore faire valoir leurs prétentions dans l'année qui suit le second décret ;

Si l'absence a pour cause le service de la patrie, l'absent peut réclamer dans l'année dès son retour.

2^o Contre les mineurs dépourvus de tuteurs, qui pourront réclamer dans l'année dès qu'ils en seront pourvus, et à défaut, dans l'année dès leur majorité ;

3^o Contre les interdits dépourvus de curateurs, qui pourront aussi réclamer dans l'année dès qu'ils en seront pourvus.

568. Le contrevenant à une procédure éditale, tendant à faire cesser une servitude abusive, sera tenu des dommages, et condamné à une amende de cinq francs, dont une moitié sera adjugée à la partie lésée et l'autre moitié à la caisse des pauvres.

569. Cependant celui qui est en quasi possession d'une servitude, peut en continuer l'usage jus-

qu'à droit connu, pourvu qu'il émette son opposition en temps utile, et qu'il fournisse caution suffisante.

CHAPITRE II.

De quelques cas spéciaux.

570. L'exception mentionnée au §. 2 de l'article 559, s'applique :

- 1^o Au cas où quelqu'un soutiendrait, verbalement ou par écrit, qu'il a des prétentions contre un autre, et que celui-ci voudrait se prémunir contre ces prétentions qu'il conteste ;
- 2^o Au cas où l'on aurait intenté une action et que l'on n'y donnerait pas suite dans le terme prescrit ;
- 3^o Au cas où quelqu'un se proposerait de faire quelque bâtisse ou autre établissement, et voudrait s'assurer d'avance contre toute réclamation.

571. Dans les cas prévus à l'article précédent, l'on citera devant le juge compétent celui que l'on veut obliger d'agir.

Si l'intimé refuse d'agir, il sera procédé sommairement sur le mérite de son opposition.

Soit que le défendeur comparaisse, soit qu'il fasse

défaut, si le juge trouve l'action fondée, il fixera un terme, qui ne pourra être moindre de trente jours, ni excéder quatre-vingt-dix, dans lequel le défendeur devra faire valoir son droit, à peine de déchéance.

TITRE XII.

DE L'ACTION AU POSSESSOIRE.

572. L'action au possessoire peut être intentée par celui qui est troublé dans la possession d'un immeuble ou d'un droit réel réputé immeuble.

Elle a pour objet le maintien ou la réintégration dans la possession.

573. Pour que l'action au possessoire soit recevable, il faut :

- a) Que le demandeur ait eu, pendant un an ou plus, une possession continue et non interrompue, paisible, publique, non équivoque et à titre de propriétaire ;
- b) Qu'il ait été troublé ou dépossédé dans l'année qui a précédé la citation.

574. On est toujours présumé posséder pour soi et à titre de propriétaire, s'il n'est prouvé qu'on a commencé à posséder pour un autre.

575. La partie qui a succombé dans l'action au possessoire, ne peut intenter l'action au pétitoire qu'après avoir pleinement satisfait aux condamnations prononcées contre elle.

576. Dans le cas d'une déposssession violente, celui qui a été dépossédé sera réintégré, lors même que sa possession n'aurait pas les qualités mentionnées au § *a* de l'article 573.

577. On ne peut cumuler l'action au pétitoire et celle au possessoire.

Celui qui cumule ces actions est censé avoir renoncé à la réclamation préalable de la possession.



TITRE XIII.

DE L'INNOVATION.

578. Le détenteur d'un objet litigieux ne peut y faire aucun changement pendant le cours de la procédure, quand même il en aurait la juste possession.

579. Celui qui commet une innovation sur la chose en litige, pendant le cours de la procédure, doit :

1^o Replacer les choses dans leur état primitif ;

2^o Payer le double du dommage causé.

En cas de récidive, il est déchu du droit qu'il avait sur la chose en litige.



TITRE XIV.



580. L'apposition des scellés peut avoir lieu, soit d'office, par le juge de la commune ou sur l'ordre du juge d'instruction, soit à la requête de la partie intéressée, toutes les fois qu'il s'agit d'objets qui pourraient être détournés et dont cette mesure prévendrait la distraction.

581. Après décès, l'apposition des scellés peut être requise soit par ceux qui prétendent à la succession comme héritiers ou légataires, soit par les créanciers.

582. Dans le cas de décès, les scellés seront apposés d'office par le juge :

- 1° Si un mineur ou un interdit, ayant intérêt dans la succession, était dépourvu de tuteur ou de curateur ;
- 2° Si le conjoint survivant ou l'un des héritiers étaient absents et non représentés, ou si les héritiers n'étaient pas connus ;
- 3° Si le défunt était dépositaire d'effets publics ; auquel cas les scellés ne seront apposés que sur ces objets.

583. Les scellés seront apposés par le juge de la commune où cette opération doit avoir lieu. Il sera assisté de son greffier.

Le juge n'est pas récusable pour cette opération, lors même qu'il se trouverait dans l'un des cas prévus à l'article 26.

584. Le verbal d'apposition des scellés contiendra :

- 1° Les motifs de l'apposition ;
- 2° Les noms, prénoms et demeure des requérans ; S'il n'y a pas de partie requérante, il sera dit que l'opération a été faite d'office ;
- 3° Les protestations et dire des parties ;
- 4° La désignation des lieux et armoires sur lesquels ont été apposés les scellés ;
- 5° Le serment prêté, lors de la clôture de l'apposition des scellés, par ceux qui demeurent dans la maison, qu'ils n'ont rien détourné directement ni indirectement ;

6° La mention de l'établissement du gardien des effets, si le juge trouve utile d'en nommer un;

7° La date des an, mois, jour et heure;

8° La signature du juge et du greffier;

585. Les clefs des serrures sur lesquelles le scellé aura été apposé, devront rester, jusqu'à sa levée, entre les mains du juge.

586. Si, lors de l'apposition des scellés, il est trouvé un testament, ouvert ou non, des papiers ou paquets cachetés, il en sera fait mention sur le procès-verbal; ils seront transmis immédiatement au président du tribunal de première instance, qui en prendra connaissance, et pourvoira à ce que les circonstances exigeront.

Si le testament contient des dispositions pressantes, il en avisera l'exécuteur testamentaire, et, à défaut, l'héritier connu.

587. Si les portes sont fermées, s'il se rencontre des obstacles à l'apposition des scellés, s'il survenait une opposition, il sera sursis, et établi par le juge un gardien, et il en référera sur le champ au président du tribunal qui statuera sans appel.

588. Les oppositions qui seraient formées, seront consignées au protocole.

589. S'il y a des effets mobiliers, nécessaires aux personnes qui restent dans la maison, ou sur lesquels les scellés ne puissent être apposés, il en sera fait mention au procès-verbal.

590. Si le juge, par de justes motifs], devait rentrer dans la maison où les scellés ont été apposés, il s'y fera accompagner de son greffier.

591. Les scellés, qu'ils aient été apposés d'office ou sur la demande des parties intéressées, seront levés à la réquisition de celles-ci. Ils le seront d'office, au cas où elles ne requéreraient pas la levée dans la huitaine après l'apposition.

592. La levée des scellés est précédée d'une sommation faite aux intéressés, s'ils sont connus, d'assister à cette levée.

Si les intéressés sont absents, ou s'ils sont mineurs ou interdits, dépourvus de tuteurs ou de curateurs, le juge devra désigner une personne, à son choix, pour les représenter dans cette opération.

593. Le procès-verbal de la levée des scellés contiendra :

- 1^o Les noms, prénoms et demeures des requérants ; à moins que les scellés ne soient levés d'office ;
- 2^o Les comparutions et dire des parties ;
- 3^o L'état dans lequel se trouvent les scellés ;
- 4^o La date, avec les signatures du juge et du greffier.

594. Lors de la levée des scellés, il sera fait un inventaire estimatif, si le juge le trouve nécessaire ou que quelqu'un des intéressés le réclame.

Il n'y a pas lieu à inventaire , lorsque la cause de l'apposition des scellés cesse avant qu'ils soient levés.



TITRE XV.

DE L'INVENTAIRE.



595. L'inventaire, lorsqu'il y a lieu, se fait en présence des intéressés, ou des personnes chargées par la loi ou par le juge de les représenter.

596. Lorsque à la suite d'une apposition des scellés, il y a lieu à la confection d'un inventaire, dans le seul intérêt des personnes placées sous tutelle ou curatelle, cet inventaire sera dressé par le secrétaire de la chambre pupillaire; dans tous les autres cas il sera dressé par le greffier du juge qui préside à la levée des scellés.

597. L'inventaire contiendra :

1° L'an, le mois, et le jour.

2° L'indication du lieu où l'inventaire est fait;

3° Les noms, prénoms et demeures des requérants, s'il y en a, ainsi que ceux des comparants et des experts.

4° La désignation et l'estimation des effets à leur juste valcur ; avec l'indication du poids quant aux choses qui se pèsent ;

5° La désignation des espèces en numéraire ;

Les objets de même nature seront réunis autant que possible, pour être inventoriés successivement ;

6° La déclaration des titres tant actifs que passifs ;

7° Les papiers utiles. S'il y a des livres et registres de commerce, l'état en sera constaté ; les feuillets seront côtés et paraphés par le greffier ; s'il y a des blancs dans les pages écrites, ils seront bâtonnés ;

8° La mention du serment prêté, si le juge a trouvé utile de l'exiger ;

Dans ce cas, les personnes qui ont été en possession des objets avant l'inventaire, ou qui ont habité la maison dans laquelle sont les dits objets, font serment, après que l'inventaire est terminé, qu'ils n'en ont détourné, vu ou su qu'il en ait été détourné aucun.

9° La remise des effets, s'il y a lieu, entre les mains d'un tiers choisi par les parties, ou, à défaut, nommé par le juge.

10° La signature du juge et du greffier.

598. Si lors de l'inventaire, il s'élève des difficultés, ou s'il est formé des réquisitions pour l'administration d'une partie ou de la totalité des avoirs,

ou pour tous autres objets, et que les parties ne puissent s'entendre, il en sera référé au Président du tribunal de première instance qui statuera ainsi que de droit.

TITRE XVI.

DE LA PRISE A PARTIE.

599. Les juges peuvent être pris à partie dans les cas suivants :

1° S'il y a eu dol ou corruption à l'occasion de l'exercice de leurs fonctions ;

2° Si la loi déclare les juges responsables, à peine de dommages-intérêts ;

3° S'il y a déni de justice.

600. Il y a déni de justice, lorsqu'un juge refuse, sans motif légitime, de faire un acte de son office.

601. Le déni de justice sera constaté par un réquisitoire écrit. Ce réquisitoire sera présenté au juge par le greffier dans les vingt-quatre heures, sous peine d'être lui-même pris à partie.

Le juge ne pourra être pris à partie que trois jours après que ce réquisitoire lui aura été présenté.

602. L'action de prise à partie doit être intentée, à peine de prescription, dans les trente jours qui suivent l'acte qui y a donné lieu.

603. La prise à partie d'un juge de commune ou d'un juge de district est portée devant le tribunal de première instance.

La prise à partie d'un membre du tribunal du Canton est portée devant ce tribunal.

Dans l'un et l'autre cas l'instruction de la procédure se fera devant un juge choisi dans son sein par le tribunal saisi de la cause.

604. Le demandeur doit prouver le fait qui fonde son action, et justifier qu'il est résulté pour lui des dommages de ce fait.

Si ces preuves interviennent, la personne prise à partie est condamnée aux dommages-intérêts, dont le tribunal détermine la somme.

605. Si le tribunal estime que le juge s'est rendu coupable d'un délit, il dénoncera le fait aux tribunaux criminels ou correctionnels, et il interdira au juge de connaître ultérieurement de la cause.

La dénonciation pourra aussi se faire par la partie lésée.

606. S'il résulte du procès que l'action est mal fondée, et que le demandeur a agi dans l'intention

de nuire ; il sera condamné à une amende de 25 à 100 francs.

607. Les tribunaux transmettront au Conseil d'Etat tous les griefs qui leur seront parvenus contre des juges, et le résultat des procédures civiles ou criminelles instruites contre eux.

TITRE XVII.

DISPOSITIONS CONCERNANT LES ABSENTS.

608. Dans le cas prévu à l'article 46 du Code civil, il sera pourvu par la chambre pupillaire à la nomination d'un curateur aux biens du présumé absent.

609. L'ordonnance d'enquête dont parle l'article 50 du Code civil, sera rendue par le Président du tribunal de première instance du district dans lequel le présumé absent a eu son dernier domicile.


Le jugement statuant sur la demande en déclaration d'absence sera rendue par le tribunal, dont la décision est susceptible d'appel.

610. Dès que le jugement de déclaration d'absence sera devenu exécutoire, les héritiers présomp-

tifs, dont la qualité est reconnue, pourront s'adresser à la chambre pupillaire pour obtenir la remise des biens de l'absent.

S'il y a du doute sur la qualité des héritiers présomptifs, ou si la possession provisoire est réclamée par tout autre ayant des droits subordonnés à la condition du décès de l'absent, la chambre pupillaire ne devra leur accorder la remise des biens que sur une autorisation délivrée par le Président du tribunal. Cette autorisation ne sera donnée qu'après avoir rempli les formalités prescrites par les articles 540 à 547.

611. Dans tous les cas, la remise des biens de l'absent n'aura lieu qu'après que la garantie prescrite par l'article 55 du Code civil aura été fournie, et que l'inventaire prescrit par l'article 58 du dit Code aura été fait et déposé aux archives de la chambre pupillaire.



TITRE XVIII.

DES ARBITRAGES.

CHAPITRE PREMIER.

Du compromis.

612. Toutes personnes peuvent scumettre , à un ou plusieurs arbitres , la décision d'une contestation.

613. On peut s'obliger de soumettre à un arbitre même une contestation à venir.

Dans ce cas la convention devra déterminer de quelle manière les arbitres seront nommés.

614. On ne peut compromettre ni sur les questions d'état, ni sur les délits et contraventions qui donnent lieu à l'action de la partie publique , ni sur tout ce qui intéresse l'ordre public et les bonnes mœurs.

Mais l'on peut compromettre sur les intérêts civils, quel qu'en soit l'objet.

615. Le compromis doit être rédigé par écrit.

Il peut être fait par acte authentique ou sous seing privé.

616. Le compromis doit déterminer l'objet soumis au jugement des arbitres.

Il doit désigner les noms des arbitres. Néanmoins les parties peuvent laisser aux arbitres le choix d'un sur-arbitre.

617. Les arbitres ne peuvent être révoqués que du consentement commun des parties.

Ils peuvent être récusés pour les mêmes motifs que les juges, mais seulement pour cause survenue ou connue depuis le compromis.

618. Celui qui a accepté sa nomination comme arbitre, ne peut plus se déporter, à peine d'être tenu aux frais qui ont eu lieu par suite du compromis.

619. Le compromis tombe au néant :

- 1^o Par le refus, déport, récusation, décès ou empêchement d'un des arbitres ;
- 2^o Par l'expiration du délai stipulé, ou à défaut de cette stipulation, par le laps d'un an à dater du jour du compromis ;
- 3^o Par l'impossibilité aux arbitres de s'entendre sur le choix d'un sur-arbitre, s'il a été laissé à leur nomination.

620. La mort d'une des parties et même des deux, n'apporte aucun changement aux obligations résultant du compromis.

CHAPITRE II.

Des opérations de l'arbitrage.

621. Dans le cas où les parties ont chargé les arbitres du choix d'un sur-arbitre, les opérations de l'arbitrage commenceront par ce choix.

622. Les arbitres fixent les délais et déterminent le mode à suivre dans l'instruction de la procédure, si les parties n'en sont autrement convenues.

623. Les règles de la procédure devant les tribunaux ordinaires sont applicables aux arbitrages, en tant qu'il n'y est pas dérogé par le présent titre.

La disposition de l'article 105 est applicable aux arbitrages.

624. Toutes les opérations de la procédure sont de la compétence du tribunal arbitral.

Ce tribunal prononce sur toutes les questions incidentes.

625. Les arbitres jugent d'après les principes du droit, à moins que le compromis ne leur permette de juger d'après les règles de l'équité.

626. Le jugement sera rédigé par écrit, et signé par tous les arbitres.

Il contiendra les motifs de la décision.

Si l'arbitre ou les arbitres qui forment la minorité refusent de signer, ce refus n'invalide pas le jugement, mais il en est fait mention dans ce jugement.

CHAPITRE III.

Des effets de l'arbitrage.

627. On ne peut appeler d'un jugement arbitral, sauf convention contraire.

Dans ce dernier cas l'appel sera porté devant le tribunal du district, qui aurait été compétent s'il n'y avait pas eu compromis.

628. Le jugement arbitral est nul :

- 1° Si le compromis n'était pas licite, d'après les dispositions de l'article 614 ;
- 2° Si le jugement porte sur des questions qui n'étaient pas soumises à la décision des arbitres, ou s'il accorde à l'une des parties au-delà de ce qu'elle a demandé ;
- 3° Si le jugement a été rendu après l'expiration du terme mentionné au §. 2 de l'article 619 ;
- 4° Si le jugement a été rendu en l'absence d'un des arbitres.

629. Dans les cas mentionnés à l'article précédent, la partie condamnée peut opposer l'except-

tion de nullité à la demande d'exécution du jugement, ou, à son choix, se pourvoir par la voie de l'appel, si ce moyen a été réservé dans le compromis.

630. Le jugement arbitral est mis à exécution comme celui rendu par les tribunaux ordinaires.



LIVRE QUATRIÈME.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

TITRE PREMIER.

DES DÉLAIS.

631. Le délai est l'intervalle de temps accordé par la loi ou par le juge, ou dont les parties sont convenues pour faire un acte de procédure.

632. Dans les causes qui demandent une prompt expédition, ou lorsqu'il y a péril dans le retard, le juge doit abréger les délais fixés par la loi.

633. Le juge peut aussi, par de justes motifs, prolonger les délais établis par la loi. Cette prorogation doit être notifiée à la partie adverse avant que le terme légal soit expiré.

634. Toutefois, le juge ne peut abréger les délais de preuve, ni les prolonger que conformément aux articles 185 et 186. Il ne peut prolonger le délai d'appel.

635. On ne compte point, pour le délai, le jour d'où il commence à courir, ni celui de l'échéance.

636. Dans le délai tous les jours se comptent, s'il n'est pas statué que le délai se compose de jours juridiques.

637. Tout délai qui part de la notification d'un jugement, court contre la partie même à l'instance de laquelle cette notification a eu lieu.

638. Le droit de faire un acte de procédure est périmé par l'échéance du délai accordé à cet effet, sauf les cas exceptés par la loi.

639. Lorsque le dernier jour du délai tombe à un jour de dimanche ou de fête, le délai est prorogé jusqu'au premier jour ouvrier suivant.

640. Le délai sera suspendu pour l'une et l'autre des parties par le décès de l'une d'elles. Il ne reprendra son cours que huit jours après la signification par laquelle l'une des parties aura donné connaissance à la partie adverse des derniers errements ou du dernier acte de la procédure.

Si ce sont les représentants du défunt qui donnent suite au procès, la signification se fera à l'instance de l'un des héritiers ou du curateur de la succession.

Dans le cas contraire, la signification se fera à l'un des héritiers qui aura accepté purement et simplement, ou au représentant de la succession vacante ou acceptée sous bénéfice d'inventaire.

TITRE II.

DES FÉRIES.

641. Les fêtes sont sacrées ou profanes.

642. Les fêtes sacrées sont les jours de dimanches, et de fêtes de précepte.

Il en est de même des jours de fêtes patronales et de dédicace de la paroisse de l'une des parties, qui sont aussi fêtes pour la partie adverse.

643. Les fêtes profanes sont :

- 1^o Celles du printemps, dès le dimanche de la passion, jusqu'au dimanche de quasimodo ;
- 2^o Celles d'été, qui commencent le premier juillet et finissent le vingt-deux du même mois ;
- 3^o Celles d'automne, qui commencent le vingt-deux septembre et finissent le deux novembre.

644. En temps de fêtes, sacrées ou profanes, on ne peut vaquer à aucun acte judiciaire ; sauf aux opérations de licitation, à la tenue de conseils de famille et dans les cas où il y aurait péril dans le retard, ainsi que dans les autres cas spécialement exceptés par la loi.

Les juges peuvent aussi, les dits jours, accorder la signature des exploits.

Toutefois les causes qui exigent une prompte expédition, seront poursuivies même pendant les fêtes profanes.

645. Les parties peuvent, avec le consentement du juge, renoncer au bénéfice des fêtes profanes.

TITRE III.

DU GREFFE.

646. Chaque tribunal doit avoir un greffier.

647. Le greffier assistera, sauf empêchement, à toutes les comparutions et à tous les actes où la loi requiert sa présence.

648. Le greffier peut être recusé pour les mêmes motifs que le juge.

Cependant le greffier n'est pas recusable pour avoir rédigé des exploits, sauf dans le cas où la validité de l'exploit serait contestée.

649. Le greffier garde les minutes et délivre les expéditions.

650. Le greffier qui délivrerait expédition d'un jugement, sans que la minute ait été signée ainsi qu'il est prescrit à l'article 310, encourra une amende de dix francs.

651. Le greffier tient un protocole spécial des enchères, dans lequel il dresse procès verbal de ces opérations, et inscrit sommairement la vente de chaque objet, en notant pour quel prix et à qui il a été vendu.

Ce protocole est signé par le juge et le greffier.

Il tient aussi un protocole spécial des saisies, séquestres, ordonnances de contrainte par corps et des opérations y relatives.

652. Celui qui fait un dépôt au greffe, peut exiger du greffier un reçu de ce dépôt.

653. Les pièces déposées au greffe pourront être réclamées par le déposant, dès qu'il en aura besoin, sauf à la partie adverse le droit de réclamer le rétablissement du dépôt pour prendre connaissance des originaux.

654. Le greffier est responsable des pièces déposées.

655. En cas de discussion, le greffier délivrera au discutant et aux autres intéressés, à leur demande, copie des inscriptions dans huit jours, dès leur clôture.

Le défenseur de la masse peut en prendre connaissance au protocole.

656. Dès la publication du décret de collocation, le greffier délivrera dans huit jours copie de ce décret aux intéressés qui la demanderont.

Dès que le décret de collocation a passé en force

de chose jugée, le greffier lèvera tous les actes de collocation ou de défaut dans le terme de quinze jours, et les remettra aux intéressés lorsqu'il en sera requis.

657. L'exploit contenant sommation à faire une inscription au greffe, désignera le nom du greffier chez lequel l'inscription doit se faire.

658. Les minutes du greffe qui ont plus de quatre ans, ainsi que celles des greffiers dont les fonctions ont cessé, seront déposées, savoir :

Celles du greffe du juge de commune, dans les archives de la commune, sous la surveillance d'un notaire choisi par le conseil ;

Celles du greffe du tribunal de première instance dans les archives du district, sous la surveillance d'un notaire choisi par le tribunal ;

Celle du greffe du tribunal du Canton, à la chancellerie d'Etat.

TITRE IV.

DE LA PUBLICITÉ ET DE LA POLICE DES AUDIENCES.

659. Les plaidoiries sont publiques, excepté :

- a) Lorsque les deux parties réclament le huis clos ;
- b) Lorsque le tribunal estime que les débats pourraient causer du scandale ou blesser les convenances ou les bonnes mœurs.

660. Le tribunal délibère et rend ses jugements à huis clos.

661. Les juges qui siègent seuls, ont la police des audiences qui se tiennent devant eux : dans les séances des tribunaux de première instance et du tribunal d'appel, la police appartient au président.

662. Si un ou plusieurs individus se permettent des actes de nature à troubler l'audience, et si, après un avertissement, ils ne rentrent pas dans l'ordre sur le champ, il leur sera enjoint de se retirer, et les résistants seront mis aux arrêts pour vingt-quatre heures.

663. Les parties doivent s'abstenir de termes injurieux dans les exploits, mémoires et plaidoiries.

Celui qui, après un avertissement, contreviendrait de nouveau à cette disposition, sera puni d'une amende de trois à douze francs, en faveur de la caisse des pauvres de la commune d'où la cause ressortit. Cette amende sera prononcée par le tribunal saisi de la cause.

664. Dans le cas d'insulte ou d'irrévérence grave envers un juge, dans l'exercice de ses fonctions, le délit sera constaté par un procès-verbal, et le délinquant pourra être condamné par le juge de commune et par le juge d'instruction à une amende qui n'excèdera pas quinze francs, et par les tribunaux de première ou de seconde instance, à la même amende ou à un emprisonnement de trois jours au plus.

Si les délits commis méritent une peine plus forte, le prévenu sera poursuivi et puni conformément aux lois pénales.



TITRE V.

DE LA PÉREMPTION.

665. Toute instance sera périmée de plein droit par discontinuation de poursuites pendant deux ans.

Ce délai sera augmenté de six mois dans le cas du décès de l'une des parties avant l'échéance du terme de la péremption.

666. La péremption court contre toutes espèces de personnes.

667. La péremption n'éteint pas l'action, elle emporte seulement extinction de la procédure.

Cependant les actes de la procédure périmée servent pour interrompre la prescription, et les actes probatoires demeurent dans leur force et vigueur pour la preuve qui pourrait en résulter selon droit.

668. En cas de péremption d'une procédure pendante en première instance, chaque partie supportera les frais qu'elle a faits.

669. La péremption d'une cause pendante en appel aura l'effet de donner au jugement dont est appel la force de chose jugée.

Il en sera de même dans le cas où l'on aurait laissé périmer l'instance, ayant pour but de se relever d'un jugement contumacial.

TITRE VI.

DU DÉSISTEMENT.

670. Le désistement pur et simple du demandeur a pour effet de libérer le défendeur de l'action intentée. Quand c'est le défendeur qui se désiste purement et simplement, il est censé avoir acquiescé à la demande formée contre lui.

671. Le désistement de l'une ou de l'autre des parties emporte pour elle obligation de payer les frais.

Le terme pour réclamer les frais, mentionné à l'article 553, court dès le jour du désistement.

TITRE VII.

DISPOSITIONS DIVERSES.

672. Pour l'instruction de la procédure et dans les débats oraux, chacune des parties pourra, à son choix, se servir de l'une des deux langues usitées dans le canton.

Les juges ou les tribunaux pourront, s'ils le jugent nécessaire, ordonner la traduction des pièces par un expert qu'ils désigneront.

673. Les actes insérés au Bulletin officiel émanant d'une chambre pupillaire ou d'une autorité judiciaire quelconque d'un district, seront publiés aux criées ordinaires dans toutes les communes de ce district.

674. Les publications, requises par la loi, seront faites par un officier public désigné à cet effet.

675. Les exploits, dont la loi requiert la publication et l'insertion au Bulletin, y seront insérés dans les quatorze jours dès la publication, ou, s'il y en a plusieurs, dès la première.

676. Les publications qui ne pourront se faire

le dimanche, à raison de la solennité du jour, auront lieu le lendemain.

677. Tout acte de procédure, fait en contravention aux dispositions du présent Code, sera annulé dans l'un ou l'autre des cas suivants :

1^o Si la nullité est formellement prononcée ;

2^o Si la contravention a causé à la partie qui l'oppose un préjudice qui ne soit réparable qu'en annulant l'acte.

678. La nullité d'un acte de procédure ne peut être prononcée qu'à la demande de la partie en faveur de laquelle la loi l'admet.

679. La demande en nullité d'un acte de procédure cesse d'être recevable, si la partie a suivi au procès sans opposer la nullité.

680. Les frais des actes de procédures, qui seraient nuls, sont supportés par les personnes qui ont fait ces actes. Elles sont tenues en outre aux dommages-intérêts, s'il en est résulté.

681. Tout acte de procédure nul pour défaut de forme pourra être refait après que la nullité aura été opposée, dans le terme qui restait encore à la partie pour faire cet acte dans le moment où la nullité a été commise.

Cependant ce terme ne sera jamais moindre de dix jours.

682. Lorsqu'il n'y a pas lieu à prononcer la nullité d'un acte, le juge et tout autre officier de

justice peuvent, soit pour omission, soit pour contravention, être condamnés aux frais qu'ils ont occasionnés.

683. Tous les actes judiciaires doivent être signés par la personne de laquelle ils émanent, porter la date des an, mois et jour, ainsi que la désignation du lieu où l'acte a été fait.

684. Les exploits, protocoles, mémoires et généralement tous les actes de procédure seront écrits sur un papier à ce destiné, que l'on se procurera dans des dépôts établis par l'Etat, à peine de cinquante centimes d'amende par feuille de papier employé contrairement à cette prescription.

685. Il y a dans chaque commune au moins deux experts attitrés, nommés par le conseil de la commune, qui sont chargés de toutes les taxes juridiques.

En cas d'empêchement ou de récusation de ces experts, le juge compétent nomme et assermente des experts spéciaux.

686. Lorsqu'une partie demande une révision de taxe, celle-ci aura lieu par deux nouveaux experts nommés et assermentés par le juge.

La révision de taxe doit être demandée dans les dix jours dès la taxe, et, dans les saisies de meubles, dans les trois jours dès la saisie, si la partie intéressée a assisté à ces opérations : dans le cas contraire, ces termes courent dès la notification de la taxe.

687. Il y aura dans chaque commune au moins deux huissiers, auxquels les parties pourront indistinctement s'adresser pour les notifications qu'elles auront à faire faire.

688. La computation des degrés de parenté a lieu d'après les règles du droit civil.

689. Les dispositions du présent code seront appliquées sans préjudice du droit fédéral, ni des concordats et traités existants entre le Valais et d'autres Etats.

690. Dans les questions qui ne peuvent être résolues ni par le texte, ni par l'esprit des dispositions du présent code, on a recours aux principes généraux du droit.

Donné en Grand-Conseil, à Sion, le 30 mai 1856.

Le Président du Grand-Conseil,

AL. DE TORRENTÉ.

Les Secrétaires,

L. Ribordy, L. Roten.



LOI TRANSITOIRE

SUR LA MISE EN VIGUEUR

DU CODE DE PROCÉDURE CIVILE.

LE GRAND-CONSEIL

DU CANTON DU VALAIS ,

Sur la proposition du Conseil d'Etat,

ORDONNE :

ARTICLE 1^{er}. Le Code de procédure civile en 690 articles, voté en seconds débats le 30 mai 1856, entrera en vigueur le 1^{er} novembre 1856.

2. A dater de cette époque, seront abrogées toutes les autres lois ayant rapport à la procédure civile.

3. Les causes pendantes devant les juges de communes qui, d'après les dispositions du nouveau code, excèderaient la compétence de ces juges , seront continuées devant les tribunaux de première instance, dans les formes prescrites par la loi nouvelle.

4. Les causes mentionnées à l'article précédent devront être déférées aux tribunaux de première instance, à la demande de la partie la plus diligente, avant le 1^{er} mai 1857. Toute procédure, dans l'une de ces causes, à laquelle il n'aurait pas été donné suite avant la dite époque, sera périmée ; sans préjudice, toutefois, de la péremption qui aurait été encourue plus tôt, en conformité de l'article 673 du code de procédure actuel.

5. Toutes les comparutions, qui, dans les causes mentionnées à l'article 3, seraient fixées pour avoir lieu devant les juges de commune après le 1^{er} novembre prochain, sont révoquées de plein droit, sauf à réassigner devant le juge compétent, s'il y a lieu.

Il n'en est pas de même des comparutions fixées dans les causes qui restent dans la compétence des juges de commune.

6. Si, pour donner suite à une cause qui passe d'un juge de commune au tribunal de première instance, il y a lieu à déposer un mémoire, le délai sera réglé par le nouveau code et commencera à courir dès sa mise en vigueur.

Tous les autres délais qui ont commencé à courir sous l'empire du code actuel, continueront à être régis par les dispositions de ce code.

Toutefois, s'il y avait lieu à réassignation en conséquence de la disposition de l'article précédent, et

que le délai pour faire l'acte de procédure qui y donne lieu soit de nature à expirer avant le 15 novembre 1856, il sera de plein-droit prorogé de 15 jours.

7. Toute cause excédant la valeur de 30 francs, qui aurait été appointée à jugement devant un juge de commune sous l'empire du code actuel, devra être jugée par lui avant le 1^{er} novembre prochain, et le jugement notifié avant le 15 novembre dit. Passé ce terme, la cause sera dévolue au tribunal de première instance qui portera le jugement, sans égard à celui qui aurait été rendu par le juge de commune, et qui n'aurait pas été notifié dans le dit terme.

A cet effet, la partie la plus diligente assignera sa partie adverse devant le tribunal de première instance, pour y développer, dans une plaidoirie orale, leurs moyens et conclusions.

Si le tribunal de première instance est appelé à porter le jugement, les frais en seront supportés par le juge en défaut, sauf empêchement dûment constaté.

8. Le droit d'appel, quant aux jugements rendus avant la mise en activité du nouveau code, sera réglé par les dispositions du code actuellement en vigueur.

En cas d'appel d'un jugement rendu par un juge de commune, il sera porté devant le tribunal de 1^{re}

instance composé comme il est dit à l'article 3 du nouveau code.

9. Dans les poursuites pour dettes commencées avant le 1^{er} novembre 1856, il sera facultatif au créancier de les continuer dans la forme et les délais prescrits par le code actuel, ou de les recommencer en conformité des dispositions du nouveau code.

10. La disposition de l'article 681 du nouveau code de procédure, n'est pas applicable aux nullités commises avant le 1^{er} novembre 1856.

Donné en Grand-Conseil, à Sion, le 31 mai 1856.

Le Président du Grand-Conseil,

AL. DE TORRENTÉ.

Les Secrétaires,

L. RIBORDY. L. ROTEN.



TARIF

DES

FRAIS DE JUSTICE

EN MATIÈRE CIVILE.

TITRE PREMIER.

DES EXPLOITS ET DES NOTIFICATIONS.

Fr. Cs.

ARTICLE 1^{er}. Il est alloué :

Pour rédaction d'un exploit soumis à la signature d'un juge de commune ou d'un membre du tribunal de première instance — 30

Pour rédaction d'un exploit soumis à la signature du Président du tribunal du canton 1 —

2. Pour rédaction d'un exploit contenant la liste des dépens, et de celui en réclamation contre cette liste :

Fr. Cs.

S'il s'agit des dépens résultant d'un jugement rendu en première instance . . . 1 50

S'il s'agit des frais d'un procès jugé en appel par le tribunal du canton . . . 3 —

3. Pour le double de l'exploit il n'est alloué que l'émolument de la copie.

4. Il est alloué :

Pour la signature d'un exploit par un juge de commune ou par un membre du tribunal de première instance . . . — 30

Pour la signature d'un exploit par le Président du tribunal d'appel du canton . . . 1 —

5. Il n'est alloué qu'un seul émolument pour la signature des différents originaux du même exploit.

6. Il est alloué à l'huissier, pour une notification quelconque, outre l'itinéraire . . . — 30



TITRE II.

DES FRAIS DE JUSTICE DEVANT LES JUGES DE COMMUNE.

CHAPITRE PREMIER.

Des frais de comparution, de contumace et des jugements.

7. Pour comparution en conciliation ou en contradictoire devant un juge de commune, chaque partie payera :

Au juge et au greffier, à chacun . . . — 60

A l'huissier — 30

Si la comparution dure au-delà de trois heures, chaque partie payera pour le temps en sus, par heure :

Au juge et au greffier, à chacun . . . — 30

A l'huissier — 15

8. Il n'est alloué que le droit d'une comparution, lorsque, à défaut de conciliation, il est donné suite à la cause dans la même séance.

Fr. Cs.

9. En cas de conciliation, outre les droits de comparution mentionnés à l'article 7, il est alloué pour rédaction de la transaction,

Si la valeur qui en fait l'objet n'excède pas trente francs 1 —

Dans le cas contraire 2 —
à partager entre le juge et le greffier.

10. Pour admission d'une contumace, outre le droit de comparution, il est alloué :

Au juge et au greffier, à chacun — 30

A l'huissier — 15

11. Si aucune des deux parties ne paraît, et si le juge n'a pas été prévenu la veille du jour fixé pour la comparution, il est alloué, outre l'itinéraire :

Au juge et au greffier, à chacun 1 —

A l'huissier — 50

12. Il est alloué au juge et au greffier, pour un jugement quelconque, à chacun . . . 5 —

CHAPITRE II.

De la production des titres.

13. Pour chaque production de titres ou pièces quelconques, faite en cour ou au

Fr. Cs.

greffe, et dont il sera demandé acte, il est
 alloué — 20
 à partager entre le juge et le greffier.

CHAPITRE III.

De l'administration du serment.

14. Pour administrer le serment, il est
 alloué au juge et au greffier, à chacun . . . — 40

Lorsque le serment est administré à plu-
 sieurs personnes pour le même objet et dans
 le même moment, il n'est perçu qu'un seul
 droit.

CHAPITRE IV.

De l'examen des témoins.

15. Outre les droits pour séance et pour
 l'administration du serment, mentionnés aux
 articles 7 et 14, il est alloué pour l'examen
 de chaque témoin :

Au juge et au greffier, à chacun . . . — 60

A l'huissier, pour sa présence . . . — 15

16. Au témoin, lors même qu'il ne serait
 pas examiné 1 —

Fr. Cs.

Si le témoin est retenu plus de trois heures,
il lui est alloué pour le temps en sus . — 50

17. Il est alloué à chacun des commis-
saires, pour leur présence à l'examen, par
chaque témoin — 60

Lorsque le juge ou le greffier remplissent
les fonctions de commissaires, il ne leur est
rien alloué en cette qualité.

18. Au juge, pour sa déclaration faite en
conformité de l'article 258 du Code de pro-
cédure 1 —

CHAPITRE V.

De l'inspection de l'objet litigieux, des expertises et des bornages.

19. Au juge et au greffier, pour inspec-
tion de l'objet litigieux, pour leur présence
aux expertises et bornages,

Si l'opération ne dure pas plus de quatre
heures, à chacun 1 50

A l'huissier, s'il assiste à l'opération . — 75

Si l'opération dure plus de quatre heures,
il est dû pour le temps en sus, par heure :

Au juge et au greffier, à chacun . . . — 50 ,

A l'huissier — 50

Fr. Cs.

20. Aux experts, pour opération juridique quelconque, si elle ne dure pas plus de trois heures, à chacun	1 —
Si elle dure davantage, il est alloué en sus, à chacun	— 30
Pour le procès-verbal d'expertise, à chacun —	30

CHAPITRE VI.

Des itinéraires.

21. Il est alloué pour indemnité d'itinéraire, au juge et au greffier, à chacun, par lieue,	1 —
--	-----

Ce droit d'itinéraire est réparti sur toutes les comparutions qui ont eu lieu le même jour :

A l'huissier, par lieue	— 75
-----------------------------------	------

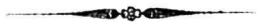
Si, dans la même course, l'huissier fait plusieurs notifications, il ne percevra qu'un seul droit d'itinéraire, qui sera réparti entre les intéressés.

22. Il est alloué aux commissaires qui assistent à l'examen des témoins, le même droit d'itinéraire qu'aux juges.

Fr. C.

23. Aux experts et aux témoins, il est alloué à chacun, par lieue — 60

Aux septuagénaires et à ceux qui, pour cause d'infirmité, ont du se procurer des moyens de transport, il leur est alloué en sus par lieue — 60



TITRE III.

DES FRAIS DE PROCÉDURE DEVANT LE TRIBUNAL DE PREMIÈRE INSTANCE.



24. Il est alloué pour comparution devant le juge d'instruction :

Au juge et au greffier, à chacun 1 50

A l'huissier — 60

Les mêmes droits sont accordés dans le cas de contumace et dans celui où les parties ne comparaissent pas sans en avoir prévenu à temps le juge d'instruction.

25. Pour les jugements qui sont de la compétence du juge d'instruction, il est alloué au juge et au greffier, à chacun 5 —

Fr. Cs.

Pour les ordonnances, à chacun . . . 2 —

26. Pour chaque dépôt de mémoire, il est alloué, au juge et au greffier, à chacun — 60

Il est de plus alloué au greffier, pour collationner les copies avec leurs originaux, le tiers du droit accordé pour les copies.

27. Les dispositions concernant les honoraires alloués aux juges de commune pour la production des titres, l'administration du serment, l'examen des témoins, l'inspection de l'objet litigieux, les expertises et les bornages, sont aussi applicables aux mêmes opérations dans les causes pendantes devant le tribunal de première instance.

28. Dans les plaidoiries devant les tribunaux de première instance, il est alloué :

Au président du tribunal et au greffier, à chacun . . . 2 50

Aux juges, à chacun . . . 2 —

A l'huissier . . . — 75

Si le plaidoyer dure plus de quatre heures, il est accordé pour le temps en sus, par heure :

Au président du tribunal et au greffier, à chacun . . . — 75

Aux juges, à chacun . . . — 50

A l'huissier . . . — 15

Fr. Cs.

29. Les émoluments mentionnés à l'article précédent sont aussi alloués dans le cas de contumace et dans celui où les parties ne comparaissent pas, sans en avoir prévenu à temps le président du tribunal.

30. Pour tout jugement à rendre par le tribunal de première instance, il est alloué :

Au président du tribunal et au greffier, à chacun	3 —
--	-----

Aux juges, à chacun	2 —
-------------------------------	-----

31. Pour la modération des dépens, il est alloué au juge chargé de cette opération, si elle ne dure pas plus de trois heures, et au greffier, à chacun 2 —

Si elle dure plus longtemps, pour le temps en sus, à chacun, par heure . . . — 60

Il n'est rien alloué pour le jugement.

32. Les droits d'itinéraire sont les mêmes que ceux fixés pour les procédures devant les juges de commune.



TITRE IV.

DES FRAIS DE JUSTICE AU TRIBUNAL D'APPEL.

Fr. Ct.

33. Il est alloué au président du tribunal, pour une séance, lorsqu'elle ne dure pas plus de cinq heures 8 —

A chaque juge et au greffier 6 —

Si le plaidoyer dure au-delà de cinq heures, il est alloué, pour le temps en sus, au président, aux juges et au greffier, à chacun par heure 1 —

A l'huissier, par jour, quelle que soit la durée de la séance 2 —

S'il y a deux séances le même jour pour une cause, il ne sera perçu qu'un seul droit.

34. Il est alloué au président du tribunal pour signature du jugement et droit de sceau 4 —

Au greffier, pour rédaction et expédition du jugement 4 —

35. Pour la modération des dépens, il est alloué au juge chargé de cette opération,

Fr. Cs.

si elle ne dure pas plus de cinq heures, et
au greffier, à chacun 4 —

Si elle dure au-delà, pour le temps en
sus, à chacun, par heure — 60

Il n'est rien alloué pour le jugement.

36. Il est alloué aux membres du tribu-
nal du Canton, pour indemnité d'itinéraire,
par lieue 2 —

L'indemnité d'itinéraire, pour se rendre
à la session et retour, est à la charge de
l'Etat; dans les autres cas elle est à la
charge des parties.

Pour l'huissier l'itinéraire est le même
qu'en première instance (article 21).



TITRE V.

DES FRAIS DE JUSTICE DANS LES PROCÉDURES SOUMISES
A DES RÈGLES PARTICULIÈRES.

CHAPITRE PREMIER.

De la saisie.

Fr. Cs.

37. Il est alloué au juge ou au greffier
qui assiste à la saisie, dans le cas où l'opé-
ration ne dure pas plus de deux heures . 1 —

A l'huissier — 60

Si l'opération dure plus de deux heures,
il est alloué en sus, par heure :

Au juge ou au greffier — 30

A l'huissier — 15

38. Lorsqu'il n'y a pas de saisie et que
les officiants n'ont pas été contremandés la
veille du jour où elle devait avoir lieu, il leur
est accordé à chacun — 60

39. Le salaire de l'huissier, pour la dé-

Fr. Cs.

livrance des meubles saisis, est le même que celui qui est fixé par l'article 37.

40. Pour délivrer acte de la dévolution d'un immeuble qui a lieu en conformité de l'article 391 du Code de procédure, au juge et au greffier, à chacun — 30

CHAPITRE II.

De la contrainte par corps.

41. Pour un jugement statuant sur la contrainte par corps, il est alloué l'émolument fixé à l'article 30.

42. Pour délivrer l'ordre d'arrestation en conformité de l'article 431 du Code de procédure, il est alloué au président du tribunal 1 70

43. Pour l'ordre d'exécution de contrainte par corps, délivré conformément à l'article 432 du Code de procédure, il est alloué :

Au président du tribunal et au greffier,	
à chacun	1 —
A chaque juge	— 80
A l'huissier	— 60

Fr. Ct.

44. A l'huissier, pour exécuter la contrainte par corps 1 —

45. Au juge de la commune, pour sa présence dans le cas prévu à l'article 438 du Code de procédure 1 —

46. Pour le procès-verbal d'emprisonnement, il est alloué à l'huissier — 60

47. Pour jugement sur une demande en élargissement porté en vertu de l'article 448 du Code de procédure, il est alloué l'émolument fixé à l'article 30.

CHAPITRE III.

De la discussion des biens.

48. Il est alloué au juge de la commune et au greffier, pour le préavis sur la mise en discussion et pour leur présence au conseil de famille, à chacun 1 20

49. Au greffier du tribunal de première instance, pour inscription au greffe d'une réclamation contre le préavis de la mise en discussion — 70

50. Au tribunal de première instance, pour statuer sur la réclamation mentionnée

Fr. Cs.

à l'article précédent, il est alloué les émoluments d'une séance (art. 28).

51. Pour nommer le défenseur et l'administrateur de la masse, et pour administrer le serment à ce dernier, il est alloué au juge et au greffier, à chacun 1 —

52. Pour inscription de chaque créance ou dette, il est alloué au greffier, à prendre sur les avoirs du discutant — 15

53. Pour les vérifications des inscriptions, il est alloué par heure,

Au juge et au greffier, à chacun — 50

A l'huissier — 15

54. Si une créance ne peut être vérifiée à la cour tenue pour les vérifications, les vacations et actes postérieurs seront payés d'après le tarif fixé pour les actes de procédure ordinaire.

55. L'émolument du défenseur de la masse et de l'administrateur sera réglé par le tribunal

56. Pour préparer le préavis du décret de collocation, il est accordé au juge d'instruction et au greffier, à chacun, par heure, — 70

Pour porter le décret, il est alloué, par heure :

Au président du tribunal et au greffier, à chacun — 70

Fr. Cs.

Aux juges, à chacun — 60

A l'huissier, pour sa présence — 20

57. Il est alloué au greffier, pour expédier à chaque créancier l'extrait du décret de collocation, en conformité de l'article 527 du Code de procédure, pour chaque extrait — 20

Pour sa présence au greffe pendant les trois jours mentionnés à l'article 528 du Code de procédure, par jour 2 —

58. Pour expédition de chaque acte de collocation ou de défaut, il est alloué :

Au greffier — 30

Au juge, pour sa signature — 15

59. Pour cancellation de titres ou mention faite en conformité de l'article 533 du Code de procédure, il est alloué, au greffier — 15

60. Les émoluments mentionnés aux trois articles précédents sont à la charge de la masse.

CHAPITRE IV.

Des ventes juridiques.

Fr. Cs.

61. Pour vacations dans les ventes juridiques, si l'opération ne dure pas plus de quatre heures :

Au juge ou au greffier qui assiste à l'opération	1 15
--	------

A celui qui fait les fonctions de crieur	— 85
--	------

Pour les heures en sus de quatre, il est alloué par heure :

Au juge ou au greffier	— 30
----------------------------------	------

Au crieur	— 15
---------------------	------

Ces frais sont à la charge du vendeur.

Le droit de l'acte notarié est payé à part.
Cet acte peut être stipulé par un autre notaire que le greffier, au choix de l'acquéreur.

CHAPITRE V.

Des scellés, de l'inventaire et des partages.*Fr. Cs.*

62. Pour apposition ou levée des scellés, qui ne durera pas plus d'une heure, au juge et au greffier, à chacun 1 —

Pour le temps en sus, par heure — 30

A l'huissier, la moitié de ces émoluments.

S'il est fait inventaire lors de la levée des scellés, le droit ne sera perçu que pour les vacations de l'inventaire.

63. Pour inventaire et partage juridique, il est alloué au juge et au greffier le même droit que pour les ventes juridiques (article 61).

A l'huissier, la moitié de ce qui est alloué au juge.

Il est alloué au rapporteur, pour sa présence à l'inventaire des biens des absents, le même émolument qu'aux juges, dans les cas où ils assistent à cette opération.

CHAPITRE VI.

Du dépôt d'argent et des offres de paiement.*Fr. Cs.*

64. Il est alloué au juge pour dépôt chez
lui d'une somme — 50

Si la somme reste en dépôt plus de quatorze jours, il lui est alloué, dès-lors, un droit à raison de un pour cent par an de la somme déposée.

Il est alloué au juge, au greffier ou à l'huissier qui dresse le procès-verbal d'offre de paiement — 70

CHAPITRE VII.

Des gardiens dans les saisies, séquestres et autres cas.

65. Le salaire des gardiens dans les saisies, séquestres et autres cas semblables, sera déterminé par le juge à raison des circonstances.

Ce salaire est à la charge du débiteur.

CHAPITRE VIII.

De la prise à partie.

	<i>Fr. Cs.</i>
66. Il est alloué pour rédaction d'un réquisitoire	— 30

Au greffier, pour présentation d'un réquisitoire	— 80
--	------

67. Dans le cas de prise à partie, il est alloué au juge chargé de l'instruction de la procédure :

S'il est membre du tribunal du district, les émoluments fixés à l'article 24.

S'il est membre du tribunal du Canton, les émoluments fixés à l'article 33.

CHAPITRE IX.

Du visa des actes sous seing privé et des livres de crédit,

68. Au notaire certificateur, pour visa et inscription au registre d'un acte sous seing privé	— 75
--	------

Pour visa des livres de crédit trois centimes par feuille.

CHAPITRE X.

Des actes relatifs aux déclarations d'absence, aux successions vacantes ou répudiées, et aux procédures éditales.*Fr. Cs.*

69. Pour l'ordonnance d'enquête rendue en conformité de l'art. 50 du Code civil, il est alloué 2 —

70. Il est alloué au juge et au greffier pour recevoir la déclaration de renonciation à une succession, ou la demande du bénéfice d'inventaire, et pour la transmettre au président du tribunal, à chacun 1 —

71. Il est alloué au juge de commune pour donner avis au président du tribunal de la vacance d'une succession 1 —

72. Il est alloué au président du tribunal pour nomination du curateur à la succession vacante, le même émolument que pour la nomination d'un administrateur de masse.

73. Pour les inscriptions en cas de procédure éditale, il est alloué le même émolument que pour les inscriptions en cas de discussion.

TITRE VI.

DES FRAIS DUS AUX PARTIES.

Fr. Cs.

74. Il est alloué à la partie pour comparution devant le juge de commune ou le juge d'instruction 1 —

Le même droit est alloué pour la présence de la partie aux saisies, à l'inspection de l'objet litigieux, aux bornages et expertises; mais dans ces cas il n'est pas alloué de droit de comparution.

Pour les comparutions qui ont lieu devant le tribunal de première instance 1 50

Pour séjour, en cas de comparution devant le tribunal du Canton, par jour 3 —

Le séjour se compte depuis et y compris le jour où s'ouvre la session du tribunal, jusqu'au lendemain, inclusivement, de celui où le jugement est rendu.

75. Pour chaque dépôt de mémoires fait

Fr. Cs.

au greffe il est alloué à la partie, outre l'itinéraire — 50

76. Il est alloué aux parties, pour indemnité d'itinéraire :

Devant les juges de commune et devant le tribunal de première instance, par lieue . — 60

Devant le tribunal du Canton, par lieue . 1 —

77. Dans le cas prévu à l'art. 244 du code civil, il est alloué au président de la chambre pupillaire 1 50

TITRE VII.

DES HONORAIRES DES AVOCATS ET DES PROCUREURS.

78. Il est alloué à l'avocat pour comparution :

Devant le juge d'instruction . . . 5 —

Devant le tribunal de 1^{re} instance . . . 10 —

Devant le tribunal du Canton, de . 50 à 70 —

L'avocat plaidant au tribunal d'appel perçoit une indemnité de cinq francs par jour, à compter dès le jour de son arrivée à celui

Fr. Cs.

de la plaidoirie exclusivement. Ce droit se répartit entre toutes les causes qu'il plaide.

79. Pour chaque mémoire 5 —

80. Pour la pièce contenant les interrogations à proposer aux témoins 1 50

Le même droit est accordé pour les contre-interrogations.

81. Pour consultation verbale 1 —

Pour consultation écrite 3 —

Le droit accordé pour consultation verbale ou écrite n'entre pas en taxe contre la partie condamnée.

82. Il est alloué à l'avocat pour itinéraire, par lieue 2 —

83. Il est alloué au rapporteur les émolumens d'avocat, dans les cas où il paraît en matière civile.

84. Il est alloué au procureur :

Pour comparution devant le juge d'instruction ou devant le tribunal de première instance 3 —

Pour chaque mémoire 3 —

Pour itinéraire, par lieue 1 —

85. Lorsqu'un avocat et un procureur paraissent pour la même partie, les émolumens du procureur n'entrent pas en taxe.

86. Les procureurs-recouvreurs pourront

Fr. Cs.

exiger du créancier le cinq pour cent des intérêts et le deux et demi pour cent des autres valeurs qu'ils ont recouvrées ou qu'ils sont chargés de recouvrer, et pour lesquels ils auraient fait des poursuites lorsque celles-ci ont cessé par le fait du créancier.

Le droit proportionnel ci-dessus mentionné ne peut pas être exigé par le procureur lorsqu'il obtient acte de carence contre le débiteur.

On ne peut valablement stipuler une provision excédant celle fixée par le présent article.

87. Dans les saisies, il est alloué aux procureurs, outre l'itinéraire, 1 50

Il n'est pas alloué de droit de comparution.

Il n'est rien alloué à la partie, pour sa présence à la saisie, lorsqu'elle est accompagnée d'un procureur.

88. Il est alloué au greffier du tribunal correctionnel qui assiste à la saisie pour les rentrées des frais de justice 2 50

89. L'avocat ou le procureur, qui ferait plusieurs actes judiciaires le même jour et dans la même commune, ne pourra exiger qu'un seul droit d'itinéraire, qui sera réparti entre les intéressés.

90. L'avocat qui fera des actes comme procureur-recouvreur ne percevra que les honoraires alloués à ce dernier.

91. L'avocat ou le procureur, qui aura exigé de son client un droit plus élevé que celui prévu par le présent tarif, sera privé de sa patente, la première fois pour six mois, la seconde pour un an, et la troisième pour toujours.

TITRE VIII.

DES ARBITRAGES.

92. Dans les arbitrages, il est alloué aux juges, au greffier, aux avocats et aux parties les mêmes émolumens que devant le tribunal de première instance.

TITRE IX.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

93. L'itinéraire se compte du lieu du domicile de ceux qui y ont droit.

Il comprend les lieues de l'aller seulement et non celles du retour.

Il n'est rien alloué pour la distance moindre d'un quart de lieue.

94. Les copies seront payées à raison de quinze centimes par page.

La page devra contenir vingt lignes, et la ligne trente-six lettres, compensation faite des unes avec les autres.

95. Les greffiers et les huissiers devront, au bas de l'original et de la copie, faire mention du droit perçu: s'il est perçu plusieurs droits, ils seront mentionnés en détail; à peine, dans l'un et l'autre cas, d'être rejetés lors de la confection de la taxe.

La partie aura son recours contre l'huissier ou contre le greffier en défaut.

96. Lorsqu'il y a plusieurs consorts au procès, il n'est alloué de droit d'itinéraire et de comparution qu'à la personne qu'ils ont dû désigner pour les représenter, en conformité de l'article 44 du code de procédure.

Est excepté le cas où ils seraient personnellement cités.

A défaut de cette désignation, l'itinéraire est compté depuis le domicile du comparant le plus éloigné.

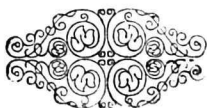
97. Si le juge, auquel est présenté un exploit à signer, se refuse par un des motifs prévus à l'article 26 du code de procédure, il ne lui est rien alloué

pour la déclaration qu'il est tenu de donner par écrit de son exception.

Dans tout autre cas, s'il refuse de signer l'exploit qu'on lui présente et qu'il soit requis d'en énoncer les motifs, il lui est alloué 30 cent.

La partie qui se servirait de plus d'un avocat dans une cause, paiera chacun d'eux d'après le tarif, mais elle ne pourra porter en taxe contre la partie adverse que les droits fixés pour l'avocat dont le domicile est le plus rapproché du lieu du tribunal.

99. Il ne peut être exigé d'autres droits que ceux qui sont spécifiés dans le présent tarif.



TABLE

DANS L'ORDRE DES MATIÈRES.

LIVRE PREMIER.

Des tribunaux et des parties.

	<i>Pages.</i>
TITRE I ^{er} . De l'organisation des tribunaux civils	5
TITRE II. De la compétence des tribunaux civils	7
CHAP. 1. De la compétence des juges de commune	7
CHAP. 2. De la compétence des tribunaux de première instance et du juge d'ins- truction	8
CHAP. 3. De la compétence du tribunal d'appel	9
TITRE III. Du for compétent	10
TITRE IV. De l'incompétence et de la récus- tion des juges	15

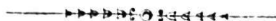
	<i>Pages.</i>
TITRE V. Des parties	19
CHAP. 1. Des parties en général . . .	—
CHAP. 2. De l'intervention	20
CHAP. 3. De l'appel en garantie . . .	21
CHAP. 4. Des tiers détenteurs	23
CHAP. 5. Des mandataires ou procureurs judiciaires, et des avocats	24

LIVRE SECOND.

De la procédure devant les différents tribunaux

TITRE I^{er}. Des exploits	27
CHAP. 1. Des exploits en général . . .	—
CHAP. 2. De l'exploit de citation . . .	29
CHAP. 3. De la notification des exploits	31
TITRE II. De la procédure devant les juges de commune	35
TITRE III. De la conciliation	37
TITRE IV. De la procédure devant les tribu- naux de première instance	40
CHAP. 1. De la procédure ordinaire . .	—
CHAP. 2. De la procédure sommaire . .	46

	<i>Pages.</i>
TITRE V. De la contumace	47
TITRE VI. De la procédure probatoire . . .	55
CHAP. 1. Dispositions générales	—
CHAP. 2. De la manière de contester la vérité d'un titre	56
CHAP. 3. De la vérification des écritures	57
CHAP. 4. De la production des titres .	60
CHAP. 5. Des enquêtes	62
Sect. 1. Dispositions générales . . .	—
Sect. 2. De la forme des enquêtes ordinaires	65
Sect. 5. De l'enquête à futur . . .	70
CHAP. 6. De l'inspection de l'objet liti- gieux	72
CHAP. 7. De la prestation du serment .	74
CHAP. 8. De l'interrogatoire sur faits et articles	76
TITRE VII. Des jugements	79
TITRE VIII. Des appels	82
TITRE IX. Des dépens	85
CHAP. 1. Des dépens en général et de leur taxe	—
CHAP. 2. Du cautionnement pour les dé- pens	87
CHAP. 3. Du bénéfice du pauvre . . .	88



LIVRE TROISIÈME.

Des procédures soumises à des règles particulières.

	<i>Pages.</i>
TITRE I^{er}. De la poursuite pour dettes . . .	90
CHAP. 1. De la sommation de payer . . .	—
CHAP. 2. De l'opposition aux poursuites . . .	91
CHAP. 3. De la saisie	93
<i>Sect. 1. De la saisie en général</i> . . .	—
<i>Sect. 2. De la saisie des récoltes</i> . . .	98
CHAP. 4. De la délivrance des objets saisis et de la réemption	99
CHAP. 5. Des effets de la saisie envers les tiers	102
CHAP. 6. Dispositions générales sur les poursuites	103
TITRE II. Du séquestre judiciaire	104
CHAP. 1. Du séquestre en général . . .	—
CHAP. 2. Du séquestre des biens en la possession du débiteur	106
CHAP. 3. Du séquestre des biens du débiteur en la possession d'un tiers . . .	108
CHAP. 4. Du séquestre des immeubles . . .	109
TITRE III. De la contrainte par corps . . .	111
CHAP. 1. De la manière d'obtenir la contrainte par corps	111

	<i>Pages.</i>
CHAP. 2. De l'emprisonnement du débiteur	112
CHAP. 3. De la libération du débiteur	115
TITRE IV. De la discussion des biens	117
CHAP. 1. De la mise en discussion des biens et de ses effets	—
CHAP. 2. De l'apposition des scellés et de la prise d'inventaire	121
CHAP. 3. De la publication de la discussion et des inscriptions	124
CHAP. 4. De la vérification des inscriptions	126
CHAP. 5. De la liquidation de l'actif de la masse	128
Sect. 1. De l'administration de la masse	—
Sect. 2. De la liquidation des prétentions actives de la masse	130
Sect. 3. De l'état définitif de l'actif de la masse	131
CHAP. 6. De la classification des créances et de la collocation	133
Sect. 1. En général	—
Sect. 2. Des collocations pour une rente viagère	135
Sect. 3. Des actes de défaut de biens	136
CHAP. 7. De la notification et de l'appel du décret de collocation	137
CHAP. 8. De la clôture de la discussion	138
CHAP. 9. De l'abandon de la collocation	139
TITRE V. De la renonciation à une succession et du bénéfice d'inventaire	141
TITRE VI. Des successions vacantes	142
TITRE VII. Des successions irrégulières	143

	<i>Pages.</i>
TITRE VIII. Des offres de paiements et de la consignation	145
TITRE IX. De la séparation des biens . . .	146
TITRE X. De la licitation	147
TITRE XI. Des cas où l'on peut obliger quel- qu'un à introduire une action	148
CHAP. 1. Des procédures éditales . . .	—
CHAP. 2. De quelques cas spéciaux . . .	152
TITRE XII. De l'action au possessoire . . .	153
TITRE XIII. De l'innovation	154
TITRE XIV. De l'apposition et de la levée des scellés	155
TITRE XV. De l'inventaire	159
TITRE XVI. De la prise à partie	161
TITRE XVII. Dispositions concernant les ab- sents	163
TITRE XVIII. Des arbitrages	165
CHAP. 1. Du compromis	—
CHAP. 2. Des opérations de l'arbitrage . .	167
CHAP. 3. Des effets de l'arbitrage . . .	168



LIVRE QUATRIÈME.

Dispositions générales.

	<i>Pages.</i>
TITRE I ^{er} . Des délais	170
TITRE II. Des fêtes	172
TITRE III. Du greffe	173
TITRE IV. De la publicité et de la police des audiences	176
TITRE V. De la péremption	178
TITRE VI. Du désistement	179
TITRE VII. Dispositions diverses	180
Loi transitoire	184
Tarif des frais de justice	188



ERRATUM.

L'article **550** doit être modifié comme suit :

« Si le créancier ne s'est pas présenté à la comparution fixée en conformité de l'article précédent, et si dans les huit jours qui suivent celui où le dépôt a été opéré, il n'a pas réassigné le débiteur pour faire statuer sur l'invalidité de la consignation, celui-ci est libéré. »

TABLE ALPHABÉTIQUE

DES MATIÈRES

DU CODE DE PROCÉDURE CIVILE.

NOTA. — *Les chiffres indiquent les articles.*

A.

Abandon de la collocation, 534 et suivans.

Absens, mesures qui les concernent, 608 et suivans.

Acte de défaut de biens, 525 et suivans, 531 et suivans.

Actes judiciaires. Date, signature, etc. , 683.

Actions.

Comment elles s'intentent lorsqu'il y a plusieurs intéressés
40, 44, 45.

Dans les obligations solidaires, 41.

Dans les obligations non solidaires, 42.

Cas où on est obligé d'agir, 559 et suivans, 570 et suivans.

Dissidence sur la manière de procéder, 160.

Effet de l'action intentée contre le tiers détenteur, 62, 63.

Action au possessoire.

Par qui elle peut être intentée, et son objet, 572.

Ses conditions, 573.

Son effet sur l'action au pétitoire, 575.

Réintégration en cas de dépossession violente, 576.

On ne peut cumuler les actions pétitoires et possessoires, 577.

Action hypothécaire en cas de discussion, 534, 535.

Administrateur de la masse.

Sa nomination, 455.

Ses fonctions, 462, 489 et suivans.

Ses comptes, 500.

Appel.

Valeur qui donne droit à l'appel, 9, 10.

Seul moyen de se pourvoir contre un jugement, 317.

Exceptions, 170, 304.

Cas où il est admis, 7, 133, 172, 318 à 320.

On ne peut appeler pour les frais, 520.

Effet de l'appel par une partie, 321.

Production de titres en appel, 322, 323.

Forme et délais de l'appel, 324.

Signature de l'exploit d'appel, 325.

Mode de procéder en appel, 328, 329.

Compétence du tribunal jugeant en appel, 330.

Appel d'un jugement contumacial, 172.

» du décret de collocation, 529.

» d'un jugement arbitral, 627.

Arbitrages.

Manière de procéder, 621 et suivans.

Compétence des arbitres, 624, 625.

Jugement, 626.

Effets de l'arbitrage, 627 et suivans. V. aussi *Compromis*.

Audiences.

Publicité et police, 659 et suivans.

Avocats.

Le juge doit pourvoir les parties qui en demandent, 71.

Ils doivent prêter leur ministère, 72.

Refus de plaider, 73.

Ils doivent plaider gratuitement pour les pauvres, 350.

BE.

Bénéfice du pauvre, 344 et suivans.

Bénéfice d'inventaire, 538 et suivans.

Bulletin officiel.

Actes qui doivent y être insérés, 97, 265, 474, 481, 491,
528, 540, 556, 562.

Délai pour l'insertion, 675.

C.

Cancellation de titres en cas de discussion, 533.

Cas imprévus. Leur décision, 600.

Caution.

Cas où elle doit être fournie, 169, 313, 339 et suivans; 393,
408, 410, 431, 433., 569.

Libération de la caution en cas de discussion, 478.

Recours contre la caution en cas de collocation, 534, 535.

Idem, durant la discussion, 457.

Cautionnement pour les dépens.

Qui doit le fournir, 339, 340.

Comment, 341, 342; quand, 343.

Cession de biens, 453.

Changement de domicile. V. domicile.

Choix des hypothèques, en cas de discussion, 816, 817.

Chose jugée, 312.

Citation.

Comment elle se fait, 82.

Formes de l'exploit de citation, 83.

Délais de citation, 84, 85, 87.

Nullité de la citation, 86.

Effets de la citation, 88.

Révocation de citation, 79, 80.

Cas où il y a lieu à citation, 109, 117, 134, 139, 150, 153,
165, 170, 181, 198, 231, 261, 271, 279, 295, 324, 334,
415, 429, 481, 484, 529.

Classification des créances, 513 et suivans.

Collation, Terme dans lequel doit être faite celle des pièces
de la procédure, 129.

Collocation, 512 et suivans.

Pour une rente viagère, 521 et suivans.

Pour quelle valeur se fait la collocation, 518.

Qui en signe l'acte, 532.

Abandon de la collocation, 534 et suivans.

Commissaire, dans les enquêtes, 238.

Comparutions. V. citation.

Compensation, en cas de discussion, 519, 520.

Compétence. V. *For compétent. Juge. Juge d'instruction.*
Tribunal d'appel.

Compromis.

Qui peut compromettre, 612.

Sur quelles questions, 613, 614.

Forme du compromis, 615, 616.

Révocation, récusation et déport des arbitres, 617, 618.

Extinction du compromis, 619.

Effet de la mort d'une partie, 620.

Computation des degrés de parenté, 688.

Conciliation, 115 et suivans.

Conclusions. Quand elles sont prises, 148. Changement,
ibid. Nécessaires pour porter le jugement, 302.

Concordats, réservés, 689.

Concours des créanciers. V. *Discussion.*

— entre plusieurs saisissans, 411.

Consorts au procès, 40 et suivans.

Contrainte par corps, 203, 429 et suivans.

Contumace, 159 et suivans.

Comment elle est encourue, 159, 161, 162.

Dissidence sur la manière de procéder, 160.

Frais des contumaces, 163, 164, 171, 176, 177.

Défaut des deux parties, 177.

Jugement contumaciel et manière de s'en relever, 166 et suivans.

Le second jugement contumaciel est irrévocable, 173.

Cas où les contumaces n'ont pas d'effets, 174. Comp. 175.

Contestations sur les contumaces, 165.

Copies.

Terme dans lequel elles doivent être délivrées, 527, 655, 656.

Créancier hypothécaire.

Avis à lui donner en cas de discussion du débiteur, 476.

Choix des hypothèques, 516, 517.

Recours sur l'hypothèque, 534, 535.

II.

Date des actes judiciaires, 683.

Débiteur frauduleux, 380.

Déclaration d'absence, 609 et suivans.

Décès d'une partie, son effet sur la procédure, 620. 640.

Décision des cas imprévus, 690.

Défaut des deux parties, 177.

Défenseur de la masse.

Sa nomination, 455.

Ses fonctions, 482, 501.

Degrés de parenté, 688.

• Délais.

Définition, 631.

Abréviation des délais, 87, 459, 632, 634.

Prorogation des délais, 185 et suivans. 633, 634, 639.

Comment ils se comptent, 635, 636.

Effet de l'échéance d'un délai, 638.

Suspendus par la mort d'une partie, 640.

Délai de citation, 84 et suivans.

— pour dépôt de mémoires, 140, 147, 149.

— pour prouver, 34, 138, 184 et suivans. 485.

— pour appeler, 324.

Délibérations des tribunaux, ont lieu à huis clos, 660.

Délivrance des objets saisis, 388 et suivans.

Demande en preuves, 179 et suivans.

Demande de l'acteur, comment elle doit se faire, 128.

Déni de justice.

Définition, 600.

Comment il doit être constaté, 601.

Dépens.

Principe sur la condamnation aux frais, 331.

Qui fait l'avance des frais, 332.

Manière de procéder à la taxe des frais, 333 et suivans.

Cautionnement pour les dépens. Voy. ce mot; v. aussi
Frais.

Dépossession violente, 576.

Dépôt des minutes de greffe, 658.

— des pièces de procédure, 129, 140, 175, 652 à 654.

Désistement, 670. 671.

Discussion des biens.

Par qui elle est ordonnée, 451.

Dans quels cas, 452.

Formes pour la mise en discussion, 454.

Nomination d'un administrateur et d'un défenseur, 455.

Effets de la mise en discussion :

— en général, 456.

— par rapport à la caution, 457.

Présence du discutant, 458.

La discussion se poursuit pendant les fêtes, 459.

Révocation de la mise en discussion, 460.

Apposition des scellés, 461.

Confection de l'inventaire, 462 et suivans.

Estimation des biens, 467 et suivans.

Remise des meubles à l'administrateur de la masse, 470.

Papiers du discutant, 471.

Réclamation d'objets possédés par le discutant, 472.

Objets réservés au discutant, 473.

Publication de la discussion et inscriptions, 474 et suiv.

Défaut d'inscription, 476 et suiv. 526.

Election de domicile par le créancier non domicilié, 480.

Vérification des inscriptions, 481 et suivans.

Défaut de vérifications, 478, 484.

Administration de la masse, 489 et suivans.

Liquidation des prétentions de la masse, 501 et suivans.

Etat définitif de l'actif de la masse, 505 et suivans.

Collocation. V. ce mot.

Notification et appel du décret de collocation, 527 et suiv.

Clôture de la discussion, 531 et suivans.

Abandon de la collocation, 534 et suivans.

Discutant, assiste à la discussion et donne des renseignements, 458.

Division de cause, quand elle doit être demandée, 42.

Son effet, 43.

Domicile.

For du domicile, 15.

— élu, 18.

Changement de domicile en cas de poursuite, 403.

Election de domicile par un étranger, 81, 480.

Droit fédéral, réservé, 689.

Duplique, 147.

E.

Election de domicile, 18. 81. 480.

Enchères, en cas de discussion, 490 et suiv.

— en cas de licitation, 558.

Enquêtes.

Devant le tribunal saisi de la cause, 231 et suivans.

Devant le juge du domicile du témoin, 254 et suivans.

A faire hors du pays, 257.

Enquête à futur, 260 et suivans.

Estimation. V. *Taxe*.

Etat de l'actif, dans la discussion, 462 et suiv., 505 et suivans.

Exceptions, préliminaires, 131 et suiv.

— Péremptoires, doivent être proposées cumulativement, 142, 363.

— Contre les témoins et leur déposition, 248, 263.

Exécution des jugemens, 316. 630.

— provisoire, 169, 313, 314.

Expédition des jugemens, 650.

Expertises, 204. 270. et suiv. V. aussi *Taxe*.

Experts attitrés, 685.

Experts spéciaux, 204. 270. 376. 467. 685. 686.

Exploits.

Ce qu'ils doivent contenir, 74.

Doivent être faits en deux doubles, 75.

Signature des exploits, 76, 77, 78, 79, 325.

A l'instance d'un étranger, 81.

De citation, 83.

Notification des exploits, 89 et suivans.

Différence entre les deux doubles, 96.

Exploits contre l'Etat, les communes, les femmes, etc., 98 et suivans.

Nullité des exploits, 101, 107.

Registre des exploits, 106.

Exploit d'appel, 324, 529.

— de paiement. 355 et suiv.

— d'opposition aux poursuites, 357 et suiv.

— de séquestre, 412, 418, 425.

F.

Faits.

Explication et contestation des faits allégués, 142 et suiv.

Allégation de faits nouveaux en duplique, 151.

Faux.

Inscription en faux, 190 et suivans, 230.

Poursuite du faux, 191 et suivans, 209.

Féries,

- Espèces, 641.
- Sacrées, 642.
- Profanes, 643.
- Effet des fêtes, 644.
- Renonciation aux fêtes, 645.

For compétent, 14 et suivans.

- En matière d'intérêts privés, 14.
- Du domicile, 15.
- De la situation de l'objet, 16.
- Des personnes non-domiciliées dans le canton, 19, 20.
- Concours de plusieurs fors compétens, 21.
- Qui décide de la compétence, 22.
- Prorogation de compétence, 23.

Fors spéciaux, 17.

- En cas de séquestre, 412, 417, 418, 424.
- Extraordinaires, 18.

Frais. V. Dépens.

- frustratoires en cas de recours en garantie, 59.
- frustratoires par défaut des deux parties, 177.
- frustratoires au tribunal d'appel, 327.
- de la contumace, 163, 164, 170, 176, 177.
- des vérifications en cas de discussion, 488.
- en cas de production tardive de titres, 189, 322.
- Cautionnement pour les frais, 339 et suiv.

G.

Garantie (appel en), 51 et suivans.

- For compétent en matière de garantie, 17.

Gardien.

- En cas de saisie, 383, 388, 392.
- de séquestre, 413.
- d'apposition de scellés, 587.

Greffier.

- Chaque tribunal en a un, 646.

Cas où sa présence est requise, 647.

Sa récusation, 648.

Obligations du greffier :

— en général, 649.

— quant à l'expédition des jugemens, 650.

— quant aux enchères, saisies, etc., 651.

— quant à l'expédition des copies, 527, 655.

— quant au dépôt des pièces, 652 et suiv.

Il doit être désigné nominativement dans les sommations à faire inscription au greffe, 657.

Il présente le réquisitoire pour déni de justice, 601.

Il dresse le procès-verbal d'expertise, 276, 277.

— de saisie, 379.

Il assiste aux saisies, 364.

— aux enchères, 492.

— à l'apposition des scellés, 461, 583.

— aux inventaires, 462, 596.

Il dresse l'état définitif de la masse en discussion, 505.

Griefs contre des juges. V. *Plaintes*.

III.

Huissier.

Il fait les notifications, 89 et suiv., 687.

Il opère les saisies, 364.

Il délivre les meubles saisis, 390.

Il exécute le séquestre des biens en la possession du débiteur, 413.

Il exécute le jugement de contrainte par corps, 436.

Il assiste à l'apposition des scellés, 461.

Il y en a deux par commune, 687.

Hypothèque.

Saisie de l'hypothèque affectée à un autre créancier, 398, 399.

Recours sur l'hypothèque en cas de collocation, 534 et s.

Hypothèque légale,

En cas d'abandon de la collocation, 537.



Incidents, sont instruits dans la forme sommaire, 137.

Incompétence du juge, 24. 25. Ses effets, 38.

— du for, quand on peut ou doit la proposer,
127, 131.

Injures dans les plaidoiries, 663.

— envers un juge, 664.

Innovation, 528 et suiv.

Inscription,

En cas de discussion, 474 et suivans.

En cas de procédures éditales, 562.

En cas de succession vacante ou irrégulière, 540, 544.

Désignation du greffier chez lequel on doit inscrire, 657.

Inscription en faux. V. *Faux*.

Inspection de l'objet litigieux, 268 et suiv.

Interrogations à proposer aux témoins, 233, 234, 240,
241, 255, 256, 257.

Interrogatoire sur faits et articles, 291 et suiv.

Intervention, 46 et suiv.

For compétent en matière d'intervention, 17.

Inventaire, 595 et suivans.

— en cas de discussion, 462 et suiv.

— en cas de levée des scellés, 594.



Juge,

Il y en a un dans chaque commune, 1.

Qui le remplace, 1, 4.

— XII —

Plusieurs communes peuvent avoir le même juge, 2.
Compétence des juges de commune, 7, 8, 316, 355, 359,
364, 412, 418, 424, 538, 541, 580.
Incompétence des juges, 25.
Causes de récusation, 26.
Témoignage du juge, 226, 258.

Juge d'instruction.

Où il tient ses séances, 5.
Sa compétence, 11, 133, 169, 282, 454, 512, 580, 609, 610,
661.
Qui en fait les fonctions, 11, 12.

Jugement.

Quand il peut et doit être porté, 111, 158, 167, 302, 306.
Son objet, 303, 330.
Cas de nullité, 304.
Manière d'y procéder, 305 et suivans.
Son contenu, 311.
Quand il acquiert force de chose jugée, 312.
Exécutoire par provision, 169, 313 et suivans.
Ne peut être changé après qu'il est signé, 313.
Exécution des jugemens, 316.
Le jugement est rendu à huis clos, 660.

Jugement contumacial, 166 et suiv. 178.

— arbitral, 625 et suiv.

L.

Langue dans laquelle on peut plaider, 672.

Légitimation à la cause, 128, 132, 135. V. *Parties*.

Licitation, 558 et suiv.

Liquidation de la masse dans la discussion.

V. *Discussion*.

M.

Mandataires. V. *Procureurs*.

Mémoires. Règles qui les concernent, 128, 129, 140, 141, 634

Minutes du greffe, leur conservation, 638.

Modération des dépens. V. *Dépens*.

Mort d'une partie. V. *Décès*.

N.

Négations (les) générales n'ont pas d'effet, 142.

Notification d'exploits,

Par qui elle se fait, 89 à 91.

Comment, 92 et suivans.

A qui, 98 et suivans.

Verbal de la notification, 95.

Quand elle peut se faire, 103, 104.

Notification,

De la liste des dépens, 333.

Du décret de collocation, 528.

Nullité,

Pour incompétence, 38.

Pour récusation, 39.

Par qui peut être opposée la nullité de la citation, 36.

Nullité des exploits et de leur notification, 101, 107.

— du jugement contumacial, 167.

— des preuves, 184.

— des témoignages, 259.

— des jugemens, 302, 304, 628.

— de l'appel, 324.

— de la saisie, 368.

— du séquestre, 408, 413.

— des procédures éditales, 362, 365.

Quand la nullité peut être prononcée, 677 à 679.

Effets des nullités, 680—682.

Moyen de s'en relever, 681.

O.

Offres de paiement et consignation, 548 et suiv.

Opposition,

- Aux poursuites pour dettes, 337 et suivans.
- A la récusation de juges, 28, 29.

Organisation des tribunaux, 1 et suiv.

Ouvrages entrepris par le défendeur. V. *Suspension d'ouvrages.*

P.

Papier dont on doit se servir, 684.

Parties, 40 et suiv.

Comment elles intentent une action ou y défendent. V. *Actions.*

Elles peuvent se faire représenter, 64. Comp. 110.
Cas où elles doivent se faire représenter, 44.

Passage abusif,

Manière de le faire cesser, 368 et suivans.

Patente,

Nécessaire pour paraître en justice pour autrui, 69.
Exceptions, 70.

Pauvre, V. *Bénéfice du pauvre.*

Péremption, des poursuites pour dettes, 402.

— d'instance, 665 et suivans.

Péril de la chose,

En cas de saisie, 386, 394.
En cas de discussion, 531, 535, 536.

Plaintes contre des juges,

Doivent être transmises au Conseil d'Etat, 607.

Possessoire (action au). V. ce mot.

Poursuite pour dettes, 352 et suiv.

Oppositions aux poursuites, 337 et suivans.
Péremption des poursuites, 402.

Changement de domicile par le débiteur, 403.
Cas où la poursuite ne peut avoir lieu, 404.
Poursuites pour d'autres objets que du numéraire, 405.
Voyez aussi *Saisie*.

Poursuite criminelle ou correctionnelle dans le cas

Du titre contesté, 191 et suivans. 209.
De l'inscription en faux contre la déposition d'un témoin.
230.
Du débiteur frauduleux, 380.
De prise à partie, 605.

Preuves.

Manière d'y procéder, 179 et suivans.
Cas où la preuve est inadmissible, 183, 329.
On ne peut prouver en appel, 329.
Exceptions, 269, 322.
Délais de preuve, 34, 158, 184 et suivans. 485.

Prise à partie.

Cas où elle peut avoir lieu, 599 et suivans.
Délai pour l'intenter, 602.
Tribunal compétent, 603.
Effets de la prise à partie, 604 et suivans.

Procédure devant les juges de commune, 108 et suiv.

Devant les tribunaux de première instance, 128 et suivans.
Devant le tribunal d'appel, 328 et suivans.
Dissidence sur la manière de procéder, 160.

Procédures éditales.

Cas où elles peuvent être intentées, 560, 561.
Formes à suivre, 562 et suivans.
Cas où elles n'ont pas d'effets, 567.
Prohibition de servitudes abusives, 568 et suivans.

Procédure ordinaire.

Comment la demande peut ou doit se faire, 128, 129, 130.
Réquisitions ou exceptions préliminaires, 131 et suivans.
Réponse du défendeur, 140 et suivans.
Principes concernant les faits allégués par les parties, 144
et suivans.
Demande en preuves, 146.
Réplique, duplique, etc., 147 et suivans.
Plaidoirie devant le tribunal, 150, 151.

Procédure probatoire. V. *Preuves*.

Procédure sommaire.

- Disposition générale, 152.
- Plaidoirie orale, 153.
- Tenue du protocole, 154, 155.
- Manière de procéder, 156 et suiv.
- Causes qui y sont soumises, 137.

Procureurs.

- Les parties peuvent se faire représenter, 64, 483. Comp. 110.
- Comment se donne la procuration, 65.
- Ce qu'elle doit contenir, 66.
- Ratification des actes antérieurs à la procuration, 67.
- Cas où il faut des pouvoirs spéciaux, 68.
- Qui peut paraître pour autrui, 69, 70.

Production des titres.

- Titres que l'on doit produire, 210.
- Mention du productum, 211.
- Production des copies, 212.
- Effet de la production d'un titre, 213.
- Production de titres par l'adversaire, 214.
 - par des officiers publics, 215.
 - par des tiers, 216.
- Cas où l'on ne peut ou ne veut produire un titre, 217, 218.
- Contestation sur la production des titres, 219.
- Mode de production des titres, 220.

Production de titres après le délai légal, 189.

- de nouveaux titres en appel. 322, 323.

Productum des titres déposés, 211,

Prorogation de compétence, 23.

- de délais, 185 et suiv., 633 et suiv.

Publications.

- Par qui elles se font, 674.
- Quels jours, 676.

Publication.

- d'exploits, 97. Comp. 673.
- d'enchères, 491.
- de la révocation de la discussion, 460.
- de la discussion, 474.
- du décret de collocation, 528.
- des vérifications d'inscription, 481.

Publication des procédures éditales, 562.

— en cas de succession vacante, 540.

— des actes insérés au bulletin officiel, 673.

Publicité des plaidoiries, 659.

R.

Ratification des actes antérieurs à la procuration, 67.

Réclamation contre la mise en discussion, 454.

Récolement des témoins, 250 et suiv. 266.

Récoltes (saisie des), 381 et suiv.

Reconvention, for compétent en cette matière, 17.

Recours du créancier,

Contre la caution, 457, 534, 535.

Contre le tiers détenteur de l'hypothèque, 534, 535.

Récusation des arbitres, 617.

Récusation de juges.

Motifs de récusation, 26.

Comment elle se propose, 27 et suiv.

Qui en connaît, 31 et 33.

Opposition à la récusation, 28.

Preuve des motifs de récusation, 34.

Effet de la récusation, 39.

Elle n'a pas lieu pour la signature des exploits d'appel, 325.

Récusation des témoins, 223 et suiv. 248.

— des experts, 270.

— des arbitres, 617.

Réemption des objets saisis, 388 et suiv.

Registre des exploits, 106.

— des causes en appel, 326.

— des actes de poursuites, 401.

— des géoliers, 445, 449.

Réintégration , en cas de dépossession violente, 576.

Remplacement des juges empêchés ou récusés, 1. 3,
4, 36, 37.

— du président ou du vice-président d'un tribunal, 35.

Renonciation à succession, 538 et suiv.

Rente viagère, en cas de discussion, 521 et suiv.

Renvoi de comparution, 79.

Réplique, duplique, etc., 148, 151.

Réponse du défendeur, 141 et suiv.

Réquisitions préliminaires, 131 et suiv.

Réquisitoire, pour constater le déni de justice, 601.

Révision de taxe, 686.

Révocation de citation, 79, 80.

S.

Saisie.

Par qui elle se fait, 364.

Présence du créancier, *ibid.*

Procédure dans le cas où le débiteur est présent, 366, 367.

Quid si le débiteur est absent, 368.

Sur quels biens la saisie s'opère, 369. — Pour quelle valeur,
370, 371, 378.

Objets sur lesquels on n'accorde pas de tiers en sus, 372.

Objets non saisissables, 373.

Objets saisissables à défaut d'autres, 374.

Taxe des biens saisis, 365, 375 et suiv.

Procès-verbal de saisie, 379.

Saisie de récoltes, 381 et suiv.

Rachat des biens saisis, 388, 391.
Délivrance des meubles saisis, 390.
Garde et administration des biens saisis, 388, 392, 393.
Péril de la chose, 394.
Effets de la saisie, 396 et suiv.
Saisie suivie de discussion, 503.

Scellés.

Quand ils peuvent être apposés, 461, 541, 580 et suiv.
Par qui, 461, 583.
Forme du procès-verbal, 584.
Dépôt des clefs, 585.
Quid s'il y a un testament, 586.
Quid si les portes sont fermées, 587.
Opposition aux scellés, 588.
Effets qui ne peuvent être mis sous scellé, 589.
Quid si le juge veut rentrer dans la maison, 590.
Levée des scellés, 591 et suiv.
Citation des intéressés, 592.
Procès-verbal de la levée des scellés, 593.
Inventaire, 594 et suiv.

Séances, lieu où elles se tiennent, 2, 5, 6

— Publicité et police, 659 et suiv.

Séparation de biens, 552 et suiv.

Séquestre.

Cas où il est accordé, 406. — Son objet, 407.
Caution à fournir, 408.
Il peut s'opérer en temps de fêtes, 409.
Levée du séquestre, 410.
Concours entre plusieurs saisissans, 411.
For compétent, 412, 418, 424.
Séquestre des biens en la possession du débiteur, 412 et suiv.
— des biens en la possession d'un tiers, 418 et suiv.
— des immeubles, 424 et suiv.

Serment judiciaire.

Manière de le prêter, 279 et suiv.
Il exclut toute autre preuve, 183.
Différens cas où on peut le déférer, 187, 217, 235, 366, 453, 597.

Serment à prêter par les témoins, 235, 236.

Servitudes abusives, 568 et suiv.

Signature des exploits, 76 et suiv.

— des jugemens, 310, 626.

— des actes judiciaires, 683.

Société, for compétent en cette matière, 17.

Solidarité, 41.

Sommutation de payer. V. *Poursuites pour dettes. Exploits.*

Spoliation, 576.

Subrogation aux droits du créancier, 534.

Succession, for compétent en cette matière, 17.

Successions irrégulières, 544 et suiv.

Succession vacante.

Formes à suivre dans ce cas, 540.

Suspension d'ouvrages.

Elle est ordonnée sur une seule contumace et immédiatement, 169.

La décision qui l'ordonne est exécutée par provision, 169.

T.

Taxe.

Des frais de justice. V. *Dépens.*

En cas de saisie, 365, 375 et suiv. 384.

Elle se fait par des experts attitrés, 685.

Exceptions, 685.

Révision de taxe, 376, 494, 686,

Témoins.

Objet de la preuve par témoins, 221.

Nombre nécessaire de témoins, 222.

Témoins inadmissibles, 223, 224.

— récusables, 225.

Témoignage du juge, 226.

Obligation de rendre témoignage, 227. 228.

Frais de l'enquête, 229.

Faux témoignage, 230.

Forme des enquêtes, 231 et suiv. Voy. aussi *Enquêtes*.

Tiers détenteur.

Comment il peut se libérer de l'action, 62, 63.

Recours du créancier contre le tiers détenteur de l'hypothèque, 534 et suiv.

Titre.

Manière d'en contester la vérité, 190 et suiv.

Production des titres, 210 et suiv.

Traduction des pièces de procédure, 672.

Transcription de la saisie, 396 et suiv.

Tribunaux.

Leur organisation, 1 et suiv.

Leur compétence, 7 et suiv.

Doivent transmettre au Conseil d'Etat les griefs contre des juges, 607.

Tribunal de première instance.

Sa composition, 3. — Où il tient ses séances, 5.

Sa compétence, 9, 10.

Comment il se complète, 36.

Tribunal d'appel.

Sa composition, 3. — Epoque et lieu de ses réunions, 6.

Sa compétence, 13, 330.

Comment il se complète, 37.

Triplique et quadruplique, 151.

V.

Valeur appellable, 9.

Vente à l'enchère,

En cas de discussion, 491 et suiv.

En cas de licitation, 558.

Vérification

D'écritures, 107 et suiv.

Des inscriptions. V. *Discussion des biens.*



LOI

SUR LES POURSUITES POUR DETTES.

LE GRAND-CONSEIL

DU CANTON DU VALAIS,

Sur la proposition du Conseil d'Etat,

DÉCRÈTE :

CHAPITRE I.

De la sommation de payer.

1. Dès qu'une dette est exigible, le créancier peut sommer son débiteur à effectuer le payement dans le délai de trente jours, sauf ce qui est dit à l'article suivant.

Le même exploit fixera le jour, et dans ce jour un intervalle de trois heures, dans lequel, à défaut de paiement, il sera procédé à la saisie.

Le jour fixé pour la saisie sera nécessairement juridique.

2. Pour argent prêté sans intérêts, ainsi que pour les salaires des domestiques ou des jour-

naliers, le créancier peut sommer son débiteur à payer dans huit jours.

3. Si la saisie n'a pas lieu au jour fixé, le créancier peut fixer un nouveau jour pour y procéder, en observant les délais de citation.

Dans tous les cas, il ne pourra être procédé à la saisie qu'à un jour fixé d'avance par exploit ou convention.

Si la saisie est fixée par convention, celle-ci en précisera les jour et heures, en conformité de l'article 4.

4. La sommation de payer se fait sous l'autorité du juge de la commune dans laquelle le débiteur est domicilié, sans préjudice à ce qui est dit à l'art. 346 du Code de procédure civile.

Elle aura lieu sous l'autorité du président du Tribunal, si elle a pour objet un billet à ordre ou une lettre de change acceptée.

5. L'exploit de paiement doit préciser le montant de la somme réclamée et la cause de la dette.

CHAPITRE II.

De l'opposition aux poursuites.

6. Le débiteur qui veut s'opposer à la demande du créancier, devra laisser un intervalle de trois jours entre celui de la notification de l'opposition et celui fixé pour la saisie.

7. A défaut d'opposition aux termes de l'article précédent, le débiteur est tenu de payer ou de laisser opérer la saisie, à moins qu'il ne prouve par titre et à l'instant même que la dette est éteinte, ou que le créancier a accordé un délai.

Le débiteur peut, toutefois, réclamer contre la saisie, pour défaut de forme, pendant le temps accordé pour la réemption.

Le saisi peut aussi, dans le terme de deux ans, réclamer contre les prétentions du saisissant et l'obliger à les établir.

Toute opposition qui interviendrait après le terme de la réemption, ne pourra arrêter les effets de la saisie.

8. L'opposition aux poursuites sera faite sous l'autorité du juge qui a signé l'exploit de sommation de paiement.

9. L'opposition doit se faire par exploit.

Cet exploit mentionnera :

a) Les motifs de l'opposition ;

b) Si l'opposition concerne tout ou partie de la demande, et précisera, dans ce dernier cas, la partie contestée.

10. Lorsque l'opposition ne porte que sur une partie de la réclamation, la poursuite peut être continuée pour le surplus.

11. La poursuite peut être continuée pour le

tout si le débiteur ne précise pas la partie contestée.

12. Lorsque l'opposition sur le fond de la demande du créancier sera vidée par jugement, désistement ou transaction, le créancier pourra procéder à la saisie nonobstant toute nouvelle opposition, à moins que le débiteur ne prouve par titres et à l'instant même que la dette est éteinte.

L'opposition basée sur la nullité du jugement n'arrêtera pas la saisie, si le créancier fournit un cautionnement suffisant.

Le plaideur téméraire peut être condamné à des dommages-intérêts en sus de ceux prévus à l'article 1036 du Code civil.

CHAPITRE III.

De la saisie.

SECTION 1^{re}.

De la saisie en général.

13. La saisie réelle se fait à la requête du créancier, et en présence du juge ou de son greffier, par l'huissier, qui se rend, à cet effet, à la demeure du débiteur.

Le créancier peut assister à cette opération.

14. Lorsque les biens saisis se trouvent hors de la juridiction du juge saisi de la poursuite,

la taxe, lorsqu'il y aura lieu, se fera à la requête du créancier, sous l'autorité du juge de la commune où ces biens se trouvent, sur l'exhibition du procès-verbal de saisie.

Le débiteur sera prévenu du jour où la taxe s'opérera, par exploit émanant du juge sous l'autorité duquel elle doit se faire.

Le juge saisi de la poursuite reste, néanmoins, exclusivement compétent pour connaître de la demande en révision et de toutes autres contestations sur le mérite de la taxe.

Dans tous les cas, la taxe sera notifiée sous l'autorité du juge qui a présidé à cette opération.

15. Si le débiteur est présent, il sera interpellé à déclarer sous serment les valeurs qu'il possède, en commençant par le numéraire. S'il s'y refuse, il sera procédé à la saisie nonobstant son refus.

16. Si le débiteur présent refuse l'entrée de sa maison ou quelque pièce de son appartement, l'ouverture de quelque armoire ou autre meuble, le juge ou le greffier en ordonne et procure immédiatement l'ouverture forcée.

17. Si le débiteur est absent, il sera également procédé à la saisie.

Si la porte d'entrée de sa maison ou de quelques pièces est fermée, il sera procédé comme il est dit à l'article précédent.

18. Tout procès-verbal de saisie sera notifié au débiteur à l'instance du saisissant, dans les huit jours qui la suivent, par remise de la copie, à peine de nullité de la saisie.

Cette notification aura lieu dans la quinzaine par la voie du *Bulletin officiel*, si la saisie a été pratiquée contre une personne qui n'habite pas le canton.

19. La saisie s'opère sur les biens meubles ou immeubles du débiteur, au choix du créancier, sans préjudice, toutefois, du privilège spécial, ou de l'hypothèque dont ces objets pourraient être affectés à un autre créancier.

20. Si le créancier n'est pas payé en numéraire, la saisie des créances s'opère sous la déduction du dix pour cent de leur valeur en capital et intérêts.

La saisie des autres biens s'opère sous la déduction du trente pour cent de leur taxe.

21. La déduction du trente pour cent n'est pas accordée :

- 1° Sur les effets en or ou en argent, lesquels seront saisis pour leur valeur intrinsèque ;
- 2° Sur le froment, le seigle, l'orge, l'avoine et le maïs, qui sont remis au créancier au prix courant pourvu qu'ils soient purs et de bonne qualité.

22. Ne peuvent être saisis :

- 1° Le coucher nécessaire au débiteur et aux membres de sa famille ;
- 2° Les vêtements qui servent à leur usage journalier, et en outre deux pièces de chaque partie de linge servant à l'habillement ;
- 3° L'armement, l'équipement et l'habillement militaire des individus inscrits sur le rôle de la milice ;
- 4° Les outils des artisans nécessaires à leurs occupations personnelles ;

Ces outils peuvent toutefois être réclames par le vendeur si le prix n'en a pas été payé.

- 5° Les sommes et objets dont il a été fait donation, ainsi que les fruits qui en proviennent, lorsqu'ils ont été donnés avec la clause qu'ils seraient insaisissables.

Cependant si les rentes qui en proviennent excèdent ce qui est nécessaire à l'entretien du débiteur et de sa famille, selon leur état et condition, cet excédant peut être saisi.

Peuvent aussi être saisis par le créancier les objets donnés avec la clause qu'ils seraient insaisissables, lorsqu'ils ont été hypothéqués par le donataire.

- 6° Les objets dont il a été fait donation, lorsqu'ils ont été donnés avec la clause qu'ils seraient insaisissables, lorsqu'ils ont été hypothéqués par le donataire.

théqués, si la clause qui les déclare insaisissables s'étend à sa famille.

7° Les denrées nécessaires à l'entretien du débiteur et de sa famille, pendant trois mois.

8° Les quatre cinquièmes des salaires et traitements échus des ouvriers ou employés qui n'ont pas d'autres ressources.

23. Ne peuvent être saisis qu'à défaut d'autres avoirs saisissables :

1° Les instruments aratoires ;

2° Les engrais destinés à la culture des terres du débiteur ;

3° Une vache ou deux chèvres, ou trois brebis au choix du débiteur ;

4° Les fourrages, litière et paille nécessaires pendant trois mois pour les animaux qui lui restent.

24. Les biens saisis sont estimés par deux des experts attitrés de la commune.

S'il y a impossibilité d'opérer la taxe lors de la saisie, il en sera fait mention au procès-verbal dont parle l'article 23.

La taxe des experts ne pourra excéder celle inscrite dans les rôles de l'impôt.

Toutefois, il sera tenu compte de l'état de culture et de l'augmentation de valeur provenant de réparations majeures qui auraient été faites depuis l'établissement de ces rôles.

25. Si les experts sont d'opinion différente, ou si les intéressés demandent une révision de taxe, il y sera procédé par deux nouveaux experts nommés par le président du tribunal de première instance.

Le juge de commune assermente ces experts et procède aux opérations ultérieures de la saisie.

26. Si la saisie s'opère en paiement d'un prix de vente sur les objets mêmes qui ont été vendus, le vendeur aura la faculté de prendre ce prix pour règle, sans préjudice toutefois au droit qu'auront les parties de faire apprécier les améliorations ou les détériorations que les objets vendus ont éprouvées depuis la vente ; et sans préjudice à la disposition de l'article 20.

27. En cas de saisie immobilière, le créancier perçoit l'intérêt de son capital jusqu'au jour du rachat ou jusqu'au jour où la propriété de l'immeuble lui sera dévolue.

En cas de saisie des récoltes, il perçoit l'intérêt jusqu'au moment de l'estimation ou du rachat.

28. Le juge ou le greffier, sous l'autorité duquel la saisie est opérée, dresse à l'instant un procès-verbal de cette opération. Ce procès-verbal est suivi de l'inventaire exact des biens saisis, avec leur estimation. Le tout est signé par le juge ou le greffier et par les experts.

29. Le débiteur, qui soustrait frauduleusement quelques avoirs à la saisie, sera dénoncé au tribunal correctionnel.

SECTION II.

De la saisie des récoltes

50. La saisie d'un immeuble ne comprend pas la récolte pendante.

Cependant la récolte peut faire l'objet d'une saisie spéciale.

31. Le créancier ne peut saisir que la récolte pendante.

La récolte des prés et des champs est censée pendante après le 50 avril et celle des vignes après le 31 juillet.

52. Lors de la saisie, le juge nomme et assermente un gardien qu'il charge de soigner la récolte, à moins que les parties n'en conviennent autrement.

33. Le juge fait, à l'instance du créancier, procéder à l'estimation de la récolte, lorsqu'elle est près de sa maturité.

La disposition de l'article 28 est applicable à cette opération.

Le débiteur est avisé du jour et de l'heure de l'estimation par un exploit qui laisse au moins un jour d'intervalle entre le jour de la notification et celui où l'estimation doit se faire.

34. Dans les huit jours qui suivent l'estimation, le débiteur peut racheter la récolte en payant la somme avec intérêts et frais. A défaut de rachat dans ce terme, la propriété de la récolte est dévolue au créancier.

35. Si la valeur de la récolte est diminuée par un cas fortuit avant l'échéance du terme fixé à l'article précédent, le saisissant peut demander une nouvelle estimation qui aura lieu de la manière fixée à l'article 33.

36. La saisie des récoltes se fera pour la valeur du capital, des intérêts et des frais, sous la déduction du 30 pour cent de la taxe des objets saisis.

Le créancier ne pourra profiter de cette déduction qu'autant qu'il ne serait pas payé en numéraire dans le terme fixé à l'art 34.

CHAPITRE IV.

De la réemption.

37. Il est accordé au débiteur le terme de huit jours, dans les saisies mobilières, et le terme de trois mois, dans les saisies immobilières, pour racheter les objets saisis.

Ce rachat s'opère en payant en numéraire ce qui est dû au créancier en capital, intérêts et frais.

38. Le terme de rachat court dès la notifica-

tion de la taxe ou de sa révision, n'importe que le débiteur ait été ou non présent à cette opération.

59. Pendant le terme accordé pour le rachat les objets saisis resteront entre les mains du débiteur, qui devra les administrer en bon père de famille.

Cependant le créancier pourra exiger qu'ils soient remis en main tierce, sauf au débiteur le droit de les retenir en fournissant une caution suffisante.

40. La saisie ne prive pas le débiteur du droit de disposer des objets saisis, pendant le terme accordé pour la réemption, même après la transcription de la saisie.

Toutefois, l'aliénation ou autre disposition par le débiteur de l'immeuble saisi, n'aura d'effet légal qu'autant que le créancier aura été satisfait en capital, intérêts et frais.

41. Le péril de la chose demeure à la charge du débiteur pendant le terme accordé pour le rachat.

CHAPITRE V.

De la vente des biens saisis.

42. Si les biens saisis ne sont pas rachetés dans les termes fixés à l'article 37, ils seront mis en vente par enchères publiques, dans le

mois qui suivra l'échéance de ces termes, dans la forme prescrite pour la vente des biens pupillaires.

Il n'y a pas lieu à enchère lorsqu'il s'agit de meubles dont la valeur ne dépasse pas cinquante francs. Dans ce cas, à défaut de rachat dans le terme prescrit, les meubles seront dévolus au créancier au 50 pour cent de rabais.

43. La mise en vente aura lieu au nom du débiteur et à ses frais.

44. L'enchère des immeubles s'opère sous l'autorité du juge de l'endroit où elle se tient, assisté de son greffier.

L'enchère des meubles se tient par une personne désignée par le juge.

45. Les biens saisis sont mis en vente sous la déduction du quart du prix de la taxe, et sous la condition que le prix sera payé dans le terme de deux mois.

Dans les ventes d'immeubles dont la taxe excède cent francs, le prix sera payable dans le terme de six mois s'il ne dépasse pas mille francs et dans le terme d'un an pour les valeurs plus fortes, avec intérêt légal dès le jour de l'enchère.

Si la vente a lieu, le créancier est payé sur le prix jusqu'à concurrence de sa prétention en capital, intérêts et frais. Le surplus revient au

débiteur, sans préjudice à ce qui est dit aux articles 52 et 53.

46. L'acheteur est tenu de fournir une caution solvable et solidaire pour le paiement du prix à l'échéance du terme. L'acquéreur des immeubles est dispensé de cette obligation en payant comptant le quart du prix.

47. A défaut de vente des biens saisis, le créancier à le choix ou de les garder, sous la déduction du trente pour cent du prix de leur taxe ou de les restituer au débiteur.

Dans ce dernier cas, l'abandon devra se faire dans le terme de vingt jours et les immeubles saisis et restitués au débiteur demeurent spécialement hypothéqués au créancier pour la somme qui lui est due, en capital, intérêts et frais.

48. En cas de restitution des biens saisis, le créancier ne pourra pas intenter une nouvelle action au débiteur avant le terme de six mois depuis cet abandon.

49. Si la saisie a été opérée d'un objet non partageable, dont la valeur dépasse la somme pour laquelle il a été saisi, il sera mis en vente dans son entier.

S'il ne se vend pas, et que le créancier veuille le garder, il aura la faculté ou d'abandonner le surplus au débiteur, sans préjudice au droit de demander la licitation, ou de garder ce surplus

sous la déduction du quart du prix de la taxe, conformément aux articles 45 et 46.

CHAPITRE VI.

Des effets de la saisie envers les tiers.

50. Le saisissant acquiert, par le fait de la saisie, un droit réel sur l'objet saisi.

51. Si la saisie a pour objet des immeubles, elle ne produira d'effet envers les tiers, qu'autant que la transcription aura été opérée.

52. Néanmoins la transcription de la saisie ne préjudicie pas aux créanciers ayant une hypothèque antérieure légalement inscrite.

53. Lorsqu'un immeuble, hypothéqué à deux créanciers légalement inscrits a été saisi par le créancier de date antérieure ; si la taxe de cet immeuble, après la déduction du 30 pour cent, excède le montant de sa prétention en capital, intérêts et frais, et s'il ne peut pas se partager commodément, le saisissant ne pourra sûrement payer l'excédant de valeur au débiteur, qu'autant que la saisie aura été notifiée au créancier postérieur, et que celui-ci n'aura pas réclamé cet excédant dans les trois mois depuis cette notification.

54. En cas de rachat de l'immeuble saisi, le débiteur pourra réclamer la radiation de la transcription de la saisie.

CHAPITRE VII.

Dispositions générales sur les poursuites.

55. Le juge tient registre des exploits et autres actes relatifs à la poursuite.

56. Si le créancier laisse écouler deux ans depuis le dernier acte de poursuite, la saisie et l'instance sont périmées.

57. Si, durant les poursuites dirigées contre lui, le débiteur change de domicile, le juge de son nouveau domicile doit, à la requête du créancier, donner suite à ces poursuites, comme si elles avaient été commencées sous son autorité.

58. La poursuite pour dettes ne peut être commencée ni poursuivie :

- 1° Contre les militaires qui portent momentanément les armes pour le service du Canton ou de la Confédération;
- 2° Contre les députés au Grand Conseil pendant la durée des sessions ;
- 3° Contre les absents du pays pour cause de fonctions publiques.

59. Lorsque les poursuites contre un débiteur ont pour objet des prestations personnelles, ou la délivrance d'un immeuble, ou d'un effet mobilier autre que du numéraire, le juge détermine, suivant les circonstances, le temps dans lequel le débiteur doit satisfaire à son obligation.

60. Les articles 352 à 405 inclusivement du code de procédure civile du 30 Mai 1856 sont rapportés.

Disposition transitoire.

61. La présente loi sera applicable aux saisies qui s'opèreront depuis sa mise en vigueur, en vertu de sommations tant antérieures que postérieures à sa promulgation.

Quant aux saisies déjà opérées à cette date, mais dont le terme de réemption n'est pas encore écoulé, elles seront régies par la loi ancienne.

62. Le Conseil d'Etat fixera le jour de la mise en vigueur de la présente loi.

Il est chargé de sa promulgation.

Donné en grand Conseil à Sion le 19 Novembre 1870.

Le Président du Grand-Conseil,
Ign. Zen-Ruffinen.

Les Secrétaires,
A. Morand. L. L. Roten.

LE CONSEIL D'ETAT

DU CANTON DU VALAIS,

Ordonne :

La promulgation de la présente loi, laquelle sera exécutoire dès le 1^{er} mai 1871.

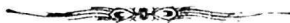
Donné en Conseil d'Etat à Sion, le 28 mars 1871, pour être publié dans toutes les communes du Canton, le 28 avril prochain.

Le Président du Conseil d'Etat,

A. Ribordy.

Le Secrétaire d'Etat,

E. Barberini.



LOI

SUR LA DISCUSSION DES BIENS.

LE GRAND-CONSEIL

DU CANTON DU VALAIS,

Sur la proposition du Conseil d'Etat,

DÉCRÈTE :

CHAPITRE I.

De la mise en discussion des biens et de ses effets.

1. Il y a lieu à la mise en discussion des biens :

- 1^o Du débiteur obéré, qui se trouve dans l'impossibilité de satisfaire à ses engagements;
- 2^o Du débiteur fugitif ou qui s'est absenté dans des circonstances suspectes, sans avoir constitué de procureur, et contre lequel des poursuites sont dirigées ;
- 3^o D'une succession vacante ou répudiée.

2. La mise en discussion est prononcée par

le tribunal de première instance, soit d'office, soit sur la demande du débiteur, soit sur celle d'un ou de plusieurs créanciers, soit sur celle du juge de la commune.

3. Dans les cas prévus aux N^{os} 1 et 2 de l'article 1, la mise en discussion est prononcée sur le préavis du juge de la commune du domicile du débiteur. A cet effet, le juge de la commune convoque par un avis publié aux criées ordinaires, en laissant au moins trois jours d'intervalle depuis cette publication, les parents des débiteurs pour les entendre sur la mise en discussion des biens.

Le débiteur sera appelé, et il sera entendu s'il se présente.

Soit que les parents se présentent, soit qu'ils fassent défaut, le juge émet incontinent son préavis motivé, le communique au débiteur, et le transmet immédiatement au président du tribunal.

Si le débiteur veut réclamer contre cette décision, il doit le faire dans trois jours, par une inscription au greffe du tribunal de première instance.

Dans les dix jours qui suivent cette réclamation, le tribunal statue, sans appel, sur la mise en discussion, après avoir entendu ou appelé le réclamant.

A défaut de réclamation dans le terme ci-dessus mentionné, la discussion peut être ouverte par le président du tribunal, sur le simple préavis du juge de la commune.

4. Dans les cas mentionnés à l'article précédent, la mise en discussion remonte, quant à ses effets, à la date du préavis donné par le juge.

5. Le débiteur qui fait cession de biens doit déclarer au juge qu'il abandonne ses biens à ses créanciers et qu'il en demande la discussion juridique. Il accompagne cette demande d'un état de ses biens et de ses dettes, dont il affirme la vérité.

Il doit de plus affirmer sous serment :

- a) Qu'il ne fait point cette cession en fraude de ses créanciers, mais à cause de l'impossibilité où il se trouve de les satisfaire autrement ; et de la conviction qu'il a que tout délai compromettrait encore davantage leurs intérêts.
- b) Qu'il n'a rien caché, ni aliéné, ni souscrit aucun engagement en fraude de ses créanciers ;
- c) Qu'il fera tout son possible pour satisfaire les créanciers qui ne pourront l'être par la discussion.

6. Dès que la mise en discussion est arrêtée, le président du tribunal, après avoir entendu ou

appelé le discutant, désigne d'office un administrateur de la masse, et l'assermente. Il nomme d'office, et en même temps, le défenseur de la masse.

Le juge instructeur peut révoquer et remplacer le défenseur et l'administrateur de la masse, à la demande motivée du discutant ou des créanciers.

7. La mise en discussion des biens a pour effet :

- 1^o d'arrêter toutes poursuites et voies d'exécution contre le discutant ;
- 2^o de le priver de la disposition et de l'administration de tous ses biens, même de ceux qui pourraient lui échoir pendant la discussion.

A partir de la décision de mise en discussion, toute action mobilière et immobilière ne pourra être suivie ou intentée que contre le défenseur de la masse :

- 3^o de rendre exigibles, à l'égard du discutant, et de la masse seulement, les dettes passives non échues.

En cas de discussion du souscripteur d'un billet à ordre, de l'accepteur d'une lettre de change, ou du tireur à défaut d'acceptation, les autres obligés seront tenus de donner caution pour le paiement à l'é-

chéance, s'ils n'aiment mieux payer immédiatement;

4^o d'arrêter en faveur de la masse seulement, le cours des intérêts qui ne sont dus qu'en vertu d'une demande judiciaire;

5^o de suspendre jusqu'à l'expiration des six mois qui suivent le jour fixé pour les vérifications, toutes prescriptions tant contre le discutant que contre les débiteurs et les créanciers de la masse;

6^o de suspendre pendant le même terme, tous les délais, tant pour l'une que pour l'autre des parties.

8. Sont nuls et sans effets, relativement à la masse, lorsqu'ils auront été faits par le débiteur depuis le jour de la mise en discussion ou dans les 30 jours qui auront précédé cette époque :

a) Tous actes translatifs de propriétés mobilières ou immobilières à titre gratuit : sans préjudice, quant aux donations antérieures, à la disposition de l'article 1050 du Code civil ;

b) Tous paiements, soit en espèces, soit par transport, vente, compensation ou autrement, pour dettes non échues : et pour dettes échues, tous paiements faits autrement qu'en espèces ou effets de commerce;

- c) Toute hypothèque conventionnelle, et tous droits d'antichrèse ou de nantissement constitués sur les biens du débiteur pour dettes antérieurement contractées.

Les droits d'hypothèque, valablement acquis, pourront être inscrits jusqu'au jour de la publication de la décision de la mise en discussion.

9. Tous autres paiements pour dettes échues, faits par le débiteur postérieurement au préavis mentionné à l'article 3 pourront être annulés si, de la part de ceux qui ont reçu du débiteur, ils ont eu lieu avec connaissance de l'ouverture de la discussion.

10. Le créancier peut, nonobstant la mise en discussion des biens du débiteur, diriger son action contre la caution solidaire, dès que sa prétention sera dûment vérifiée.

11. Le discutant a le droit d'assister ou de se faire représenter aux opérations de la discussion, et de faire toutes les observations qu'il estime dans ses intérêts.

Il est tenu de donner les renseignements nécessaires, lorsqu'il en est requis par le défenseur ou le juge. S'il ne comparait pas, lorsqu'il est appelé, il sera conduit à l'audience.

12. Les procédures de discussion se poursui-

vent à courts délais, sans égard aux fêtes profanes.

13. Si le tribunal estimait qu'il n'y a pas lieu de donner suite à la discussion, il en sera donnée connaissance par une publication faite aux criées ordinaires du domicile du discutant et par insertion au Bulletin officiel.

Les effets mentionnés à l'article 7 cessent après huit jours dès l'insertion au Bulletin.

CHAPITRE II.

De l'apposition des scellés et de la prise d'inventaire.

14. Dès la réception du préavis mentionné à l'article 3, et, dans les autres cas, dès que le jugement de la mise en discussion sera rendu, le juge d'instruction, accompagné du greffier, procède à l'opposition des scellés sur les avoirs meubles, et les papiers du débiteur.

Il prend note des objets qui ne peuvent être mis sous scellés.

15. Dans les cinq jours, au plus tard, qui suivent l'apposition des scellés, le juge d'instruction, accompagné comme il est dit à l'article précédent, et en présence de l'administrateur de la masse, commence l'inventaire et le continue sans interruption.

16. Le juge peut exiger des personnes qui habitent la maison du discutant qu'elles déclarent sous serment si elles ont connaissance qu'il ait été distrait des objets appartenant à la masse.

17. L'inventaire se fait au fur et à mesure de la levée des scellés. Il est commencé par les biens meubles, et d'abord par ceux qui n'ont pas été mis sous le scellé.

Il comprend aussi les immeubles.

18. Chaque objet meuble forme un article, en réunissant néanmoins en un seul article les objets de même nature qui forment un assortiment.

Chaque article est numéroté, et il n'y a pour tout l'inventaire qu'une seule série de numéros.

19. Les immeubles sont portés à l'inventaire en désignant chacun d'eux par :

a) sa nature ;

b) sa situation, avec indication suffisante de confins ;

c) son étendue, au moins par approximation.

20. Tant les meubles que les immeubles seront estimés par deux experts et cette estimation est portée à l'inventaire.

En cas de dissentiment entre eux, le juge d'instruction décide.

S'il y a plusieurs ordres de biens qui exigent

des experts spéciaux, le juge nomme et assermente un expert pour chacun de ces ordres.

21. S'il existe des biens appartenant à la masse, dans d'autres districts que celui du domicile du discutant, l'estimation sera faite sous l'autorité du juge d'instruction du district où ils se trouvent.

22. S'il existe des biens appartenant à la masse, hors du canton, le juge prend les mesures nécessaires pour constater en quoi ils consistent, et pour les faire entrer dans la masse.

23. Tous les objets meubles inventoriés sont mis à la disposition de l'administration de la masse, sauf ce qui est dit à l'article 26. Ils demeurent sous sa garde et sa responsabilité, sauf les cas de force majeure.

24. Les papiers du discutant sont examinés par le juge et par son greffier, en présence du défenseur de la masse.

Les titres de créances et les livres de compte sont portés séparément à l'inventaire. Les autres papiers sont cotés par le greffier, réunis et désignés d'une manière générale.

Ces titres, livres et papiers sont ensuite remis au défenseur de la masse.

25. Si quelqu'un réclame, comme sa propriété, un ou plusieurs objets meubles qui se trouvent dans le domicile du discutant, ces objets lui se-

ront immédiatement délivrés, s'il est reconnu qu'ils lui appartiennent. Dans le cas contraire, ces objets sont néanmoins portés à l'inventaire sous une catégorie distincte, en indiquant le nom du réclamant.

26. Les objets énoncés à l'article 22 de la loi sur les poursuites pour dettes sont aussi réservés au débiteur en cas de discussion, sauf que l'on doit laisser au discutant les denrées nécessaires à son existence et à celle de sa famille pendant six mois.

Est de même réservé au discutant tout ce que lui ou sa famille peuvent gagner par leur travail.

CHAPITRE III.

De la publication de la discussion, et des inscriptions.

27. Dans les huit jours, dès que la mise en discussion est définitivement arrêtée, le juge d'instruction le fait connaître au public par un avis, sous la forme d'exploit, publié aux criées ordinaires du domicile du discutant trois dimanches, de quatorze en quatorze jours, inséré au Bulletin officiel, par lequel il invite les créanciers et débiteurs du discutant, à faire inscrire, en son greffe, les uns leurs prétentions et les autres ce qu'ils doivent, dans les quarante-deux jours dès la première publication.

Cet avis indiquera le jour ou expire le terme des inscriptions.

28. La demande d'inscription indiquera l'objet, la cause et la valeur de la prétention ainsi que le domicile du requérant. Le greffier peut exiger qu'elle se fasse par écrit.

29. Le créancier chirographaire qui n'a pas fait inscrire sa prétention dans le terme fixé à l'article 27 peut encore le faire jusqu'à la clôture de la discussion.

A défaut d'inscription, dans le dit terme de la part d'un créancier ayant une hypothèque inscrite, ou de tout autre créancier connu, il sera invité, à l'instance du défenseur de la masse, à faire inscrire sa prétention dans le terme de vingt jours.

A cet effet, le défenseur de la masse se fera délivrer, par les conservateurs des arrondissements dans lesquels sont situés les immeubles du discutant, un extrait des inscriptions prises sur ces immeubles.

Il fera des recherches sur la provenance des biens de la masse, quand il le jugera utile aux intéressés.

30. L'inscription à prendre en vertu de l'article 27 n'est obligatoire pour les créanciers qu'autant qu'il résulte de la publication qu'il

s'agit de la liquidation d'une masse qui a été mise à la disposition de la justice.

31. Les effets du défaut d'inscription dans les termes prescrits sont réglés à l'article 43.

32. Le créancier qui n'a pas son domicile dans le canton, doit en élire un en prenant son inscription au greffe.

A défaut d'élection de domicile, les significations auxquelles sa prétention pourrait donner lieu, seront faites par lettre chargée

En cas de mise en discussion d'un homme marié, sa femme est tenue de faire inscrire ses prétentions comme tout autre créancier. Il lui sera donné d'office un conseil judiciaire pour l'assister dans la liquidation des réclamations qu'elle aurait à former contre son mari.

CHAPITRE IV.

De la vérification des inscriptions.

33. Dès l'ouverture de la discussion, les créanciers pourront remettre au greffier leurs titres, avec un bordereau indicatif des sommes par eux réclamées, pour servir à la vérification de leurs créances. — Le greffier devra en tenir état et en donner récépissé.

34. A l'effet de procéder aux vérifications, tous les créanciers seront invités, sous l'autorité du juge d'instruction, par un avis publié aux

criées ordinaires du domicile du discutant et inséré au Bulletin officiel, à comparaître à jour et lieu fixes.

Cette comparution aura lieu dans les trente jours qui suivent la clôture des inscriptions.

Il y aura au moins un intervalle de quinze jours entre cette publication et le jour de la comparution.

35. Les vérifications se font par les créanciers, contradictoirement avec le défenseur de la masse.

On y procédera en commençant, autant que possible, par les créanciers les plus éloignés.

36. Les créanciers peuvent se faire représenter, à la vérification des inscriptions, par un fondé de pouvoirs.

37. Le jour des vérifications, le créancier fera valoir sa prétention et produira ses titres à l'appui.

Si la vérification des créances ne peut pas se terminer le même jour, les intéressés seront avisés en séance, du jour où cette opération sera continuée. La prétention d'un créancier pourra être vérifiée nonobstant son absence. En cas de contestation, il sera assigné par citation faite à personne, ou à domicile, réel ou élu, s'il est dans le canton, et à défaut, par lettre chargée.

38. Les sommations adressées aux créanciers

par lettre chargée, à l'effet de procéder à quelque acte de la liquidation, seront inscrites au protocole, en mentionnant les délais qui leur ont été fixés.

39. Les difficultés qui s'élèveraient sur le bien fondé d'une prétention contre la masse, seront liquidées dans la forme sommaire, sans préjudice à ce qui est dit à l'article suivant. Les prétentions de la masse contre ses débiteurs seront poursuivies dans les formes ordinaires.

40. Dès que les preuves auront été administrées de part et d'autre, chaque partie sera admise à déposer un seul mémoire contenant ses conclusions : après quoi il sera procédé aux débats.

41. Les créances, reconnues par le discutant, seront admises, lors même qu'elles ne seraient pas prouvées d'ailleurs, si le défenseur de la masse n'y met pas opposition. Elles seront classées parmi les créances chirographaires sans date certaine.

42. Les vérifications doivent se terminer dans six mois dès le jour fixé conformément à l'article 34.

Si, à l'échéance du terme fixé à cet article, toutes les créances n'ont pas été vérifiées, il sera procédé à une première répartition entre les créanciers vérifiés, en tant qu'elle pourra se

faire sans préjudice aux droits des créanciers non vérifiés, dans le cas où leurs prétentions seraient admises ultérieurement.

43. Le défaut d'inscription et de vérification dans les délais qui leur sont applicables, a pour effet :

- a) que les défaillants connus ou inconnus, ne seront pas compris dans les répartitions à faire entre les créanciers vérifiés ;
- b) qu'ils demeurent responsables des frais de leur intervention tardive ;
- c) que s'ils se font ultérieurement reconnaître créanciers, ils ne pourront rien réclamer sur les répartitions déjà faites ;
- d) que la caution est libérée lorsque ce défaut lui a causé un préjudice ;
- e) qu'à l'égard du créancier hypothécaire défaillant, il sera passé outre sans égard à son hypothèque.

44. Les frais des vérifications, tant ceux du tribunal que du défenseur, sont à la charge de la masse.

Les frais des procédures suivies contre la masse auxquels celle-ci aurait été condamnée, seront colloqués avec la prétention qui en a fait l'objet.

CHAPITRE V.

De la liquidation de l'actif de la masse.

SECTION I.

De l'administration de la masse.

45. L'office de l'administrateur de la masse consiste à veiller à la conservation des biens du discutant, et à les administrer en bon père de famille, conformément aux règles ci-après établies. Il répond des dommages qui seraient résultés d'une mauvaise administration.

46. L'administrateur assiste aux taxes, aux inventaires et à toutes les opérations qui s'y rapportent.

Il est chargé de soigner la culture des terres, et de vendre aux enchères les biens meubles et immeubles qui composent la masse.

47. L'enchère des meubles sera annoncée huit jours d'avance, ou le jour même, si elle se tient un jour de foire ou de marché.

L'enchère des immeubles sera pareillement annoncée au moins huit jours d'avance, par deux publications faites deux dimanches consécutifs et par l'insertion au Bulletin officiel.

L'administrateur fixe l'époque et le lieu de l'enchère.

48. L'enchère s'opère sous l'autorité du juge d'instruction ou de son greffier, en présence de l'administrateur de la masse.

Le procès-verbal d'enchère est dressé immédiatement et signé par celui qui préside à cette opération, ainsi que par l'acquéreur, s'il s'agit d'immeubles.

49. Les biens mis à l'enchère sont proclamés vendables au prix de la taxe. Si personne n'offre ce prix, il en sera fait rapport aux créanciers qui pourront demander une nouvelle taxe et une nouvelle enchère.

A cet effet, les enchères auront lieu, autant que possible, avant les vérifications. Si cela n'est pas possible, les créanciers seront convoqués extraordinairement, suivant les formes prescrites à l'article 37, pour prendre une détermination quant aux biens qui n'ont pu être vendus.

50. La révision de taxe, s'il y a lieu, sera faite par deux experts nommés et assermentés par le juge d'instruction.

51. Les ventes de meubles se font par assortiment et en bloc, ou séparément, suivant ce que l'administrateur estime le plus avantageux pour la masse.

52. Les dispositions des articles 24, 45 et 46, de la loi sur les poursuites pour dettes, concernant la taxe des biens saisis, les termes et les garanties de paiement, en cas de vente de ces biens, sont applicables à la taxe et à la vente des biens de la masse en discussion.

53. Le défenseur de la masse devra prendre inscription hypothécaire pour la sureté du prix ou de la partie du prix qui ne serait pas payé comptant.

54. Le prix des ventes sera payé entre les mains d'une personne que le juge d'instruction désignera, sous sa responsabilité personnelle. Cette nomination sera insérée au protocole de l'enchère.

55. L'adjudicataire de biens meubles ou immeubles devra fournir une caution solvable et solidaire, si le prix n'est pas payé comptant.

56. Le juge fait suspendre les enchères, quand il estime que le produit des ventes suffit à l'acquittement des dettes.

57. L'administrateur rend compte de sa gestion devant le juge d'instruction en présence du défenseur de la masse.

SECTION II.

De la liquidation des prétentions actives de la masse.

58. Le défenseur agit au nom de la masse comme demandeur ou défendeur, tant en première instance qu'en appel : il doit veiller à la conservation des prétentions actives de la masse, et faire les démarches nécessaires pour obtenir

des débiteurs la reconnaissance de ces prétentions.

En cas d'appel, les créanciers intéressés seront appelés à se prononcer sur l'opportunité d'y donner suite.

La masse ne peut, en aucun cas, être tenue de fournir caution au procès.

Cependant, les frais auxquels elle aurait été condamnée, dans les procès où elle est actrice, seront payés par préférence aux créanciers chirographaires, et après ceux au profit desquels il existe privilège, gage ou hypothèque.

59. Si une prétention ne pouvait être liquidée avant la cloture de la discussion, il sera néanmoins procédé aux collocations et les droits contestés seront assignés en dernière ligne, pour être discutés par les créanciers qui en deviennent adjudicataires.

60. Si, par l'effet d'une poursuite pour dettes, un créancier avait opéré la saisie d'un immeuble avant la mise en discussion des biens du débiteur, et que le terme de la réemption ne soit pas encore écoulé, ce terme est suspendu, par la mise en discussion, jusqu'au décret de collocation. Cet immeuble sera mentionné dans l'inventaire et mis à l'enchère comme les autres immeubles de la masse. Si la vente n'a pas lieu la saisie a son effet.

Si la saisie a pour objet des meubles et que le terme de la réemption ne soit pas encore écoulé, lors de l'ouverture de la liquidation, ils seront également exposés à la vente aux enchères. Si la vente n'a pas lieu, ils seront remis au saisissant immédiatement après l'enchère.

61. Les actions résultant d'un droit de réméré ou d'une lésion commise au préjudice du discutant, pourront aussi être exercées par le défendeur au profit de la masse.

62. Les biens du discutant valablement donnés par lui en nantissement à un créancier, ne pourront être réclamés par la masse qu'en payant la dette à laquelle ils sont affectés.

Cependant s'ils sont vendus par le créancier nanti pour un prix excédant sa créance, le surplus sera recouvré par la masse; si ce prix est moindre que la créance, le créancier nanti concourra pour le surplus, comme créancier ordinaire.

SECTION III.

De la revendication.

63. Pourront être revendiquées, en cas de discussion, les remises en effets de commerce ou autres non encore payés, et qui se trouveraient en nature dans le portefeuille du discutant, lorsque ces remises auront été faites par le proprié-

taire, avec le simple mandat d'en faire le recouvrement, et d'en garder la valeur à sa disposition, ou lorsqu'elles auront été, de sa part, spécialement affectées à des paiements déterminés.

64. Pourront être également revendiquées, aussi longtemps qu'elles existeront en nature, en tout ou en partie, les marchandises consignées au discutant à titre de dépôt, ou pour être vendues pour le compte du propriétaire.

Pourra même être revendiqué le prix ou la partie du prix des dites marchandises qui n'aura été ni payé ni réglé en valeur, ni compensé en compte-courant entre le discutant et l'acheteur.

65. Pourront être revendiquées les marchandises expédiées au discutant, tant que la tradition n'en aura point été effectuée dans ses magasins, ou dans ceux du commissionnaire chargé de les vendre pour le compte du discutant.

Néanmoins, la revendication ne sera pas recevable si, avant leur arrivée les marchandises ont été vendues sans fraude, sur facture ou lettre de voiture signées par l'expéditeur.

Le revendiquant sera tenu de rembourser à la masse les à-comptes par lui reçus, ainsi que toutes avances faites pour voitures, commissions, assurances ou autres frais, et de payer les sommes dues pour mêmes causes.

66. Pourront être retenues par le vendeur les marchandises par lui vendues, qui ne seront pas délivrées au discutant, ou qui n'auront pas encore été expédiées, soit à lui, soit à un tiers pour son compte.

67. Dans les cas prévus par les deux articles précédents, et sous l'autorisation du juge d'instruction, le défenseur de la masse aura la faculté d'exiger la livraison des marchandises, en payant au vendeur le prix convenu entre lui et le discutant.

68. Le droit de revendication n'est pas accordé quant aux marchandises vendues et livrées au discutant dont le prix ne serait pas payé. Il est dérogé au N° 4 de l'article 1858 du Code civil.

Il n'en est pas de même en cas de discussion d'un non commerçant, ou dans le cas où les choses vendues et non payées ne sont pas destinées au commerce.

69. Le défenseur de la masse pourra, avec l'approbation du juge d'instruction, admettre les demandes en revendication ; s'il y a contestation, le tribunal prononcera.

SECTION IV.

De l'état définitif de l'actif de la masse.

70. Dès que les enchères sont terminées, le

juge d'instruction établit un second inventaire, présentant l'état définitif de l'actif de la masse.

71. L'état de l'actif est dressé dans l'ordre suivant :

- a) Le numéraire;
- b) Le prix non acquitté des ventes, avec l'intérêt jusqu'au moment des collocations :
- c) Les créances reconnues bonnes, avec l'intérêt, pour celles qui en produisent, jusqu'au jour des collocations :
- d) Les meubles et les immeubles non vendus, qui seront portés aux trois quarts du prix d'estimation.

72. Si parmi les objets non vendus il s'en trouve de ceux que le discutant a achetés sans en avoir payé le prix, ils ne pourront pas être portés à l'inventaire pour un prix excédant les trois quarts de celui de l'acquisition, en tant qu'ils devraient être adjugés au vendeur ; sans préjudice toutefois des améliorations ou des détériorations qui ont pu avoir lieu depuis la vente.

73. S'il existait sur quelques objets mobiliers un droit spécial en faveur d'un créancier, la valeur de ces objets sera portée séparément dans l'état.

74. Si la masse était appelée à payer une dette pour un tiers, le remboursement à exiger

du principal débiteur et des cautions est porté dans l'état de l'actif.

75. Après les valeurs certaines, l'on place les créances reconnues, mais dont la rentrée est incertaine. Elles seront inscrites dans l'ordre de solvabilité présumée des débiteurs.

76. A la suite de l'avoir réel de la masse, l'on porte les prétentions contre des tiers non reconnues par eux.

Ces prétentions sont placées dans l'ordre d'utilité qu'elles sont présumées avoir, par les chances soit de les faire admettre, soit de les réaliser.

CHAPITRE VI.

De la classification des créances et de la collocation.

SECTION I.

En général.

77. Dès que les vérifications des inscriptions sont terminées, le tribunal de première instance, sur le préavis du juge d'instruction et du défenseur de la masse, portera le décret de collocation, ou le complètera, dans le cas, où il y aurait déjà eu une ou plusieurs répartitions.

Ce décret doit, à peine de dommages-intérêts, être porté dans les trente jours, qui suivent la clôture des vérifications.

78. Les créances seront colloquées dans l'ordre établi au Tit 23 du 3^{me} livre du Code civil et dans la présente loi.

Toutefois, la date certaine, établie par acte authentique ou autrement, ne donne une préférence sur les créances sans date certaine qu'autant qu'elle est antérieure, de trente jours au moins, à l'ouverture de la discussion.

79. Les intérêts autres que les trois derniers et le courant, des créances soit chirographaires, soit hypothécaires, pour lesquels il n'aura pas été pris d'inscription spéciale, conformément à l'article 1921 du Code civil, seront colloqués avec les créances sans date certaine.

80- Les créances privilégiées sur la généralité des biens sont colloquées d'après la règle établie à l'article 1861 du Code civil.

Les créanciers privilégiés sur certains objets et les créanciers hypothécaires sont colloqués sur la chose qui fait l'objet de leur privilège ou de leur hypothèque, ou sur le prix qui en provient, en tant qu'il n'y a pas de droit préférable au leur.

Toutefois, ils pourront demander à être colloqués de préférence sur le prix des biens vendus qui ne sont pas affectés de privilège spécial ou d'hypothèque en faveur de créanciers préférables. Cette demande devra se faire dans la quinzaine qui suivra l'enchère.

81. Le créancier qui a plusieurs hypothèques spéciales, a le droit de choisir.

Ce choix doit être fait le jour des vérifications, quant aux hypothèques qui se trouvent dans la masse, et ne préjudicie pas au recours contre le tiers détenteur, mentionné à l'article 99.

82. La caution solidaire a le droit d'intervenir pour faire le choix mentionné à l'article précédent.

En cas de dissidence entre le créancier et la caution, le choix fait par celle-ci a la préférence, à moins que le créancier ne renonce à son recours contre elle.

Si la caution n'intervient pas, le créancier peut faire choix sans perdre son recours.

83. Le tribunal doit d'office appliquer la compensation, lorsqu'un débiteur du discutant se trouve en même temps créancier de ce dernier.

Toutefois, si la prétention de ce créancier ne devient exigible que par la discussion, la compensation n'aura lieu qu'en son rang, après que tous les créanciers qui lui sont préférables, auront été colloqués, et pourvu encore que sa créance puisse se liquider dans le cours de la discussion.

84. Le débiteur de la masse ne peut opposer la compensation d'une créance qui lui aura été cédée par un tiers contre le discutant, qu'autant que la cession aurait eu lieu trente jours au moins avant l'ordonnance de mise en discussion.

SECTION II.

Des collocations pour une rente viagère.

85. S'il est dû par la masse une rente viagère, et si le défendeur ne peut convenir d'un mode particulier de paiement, il sera prélevé un capital dont l'intérêt suffise au service de la rente. Ce capital sera assuré convenablement.

86. Si l'état de la masse ne permet pas de prélever un capital dont l'intérêt suffise au service de la rente, le créancier a le droit de prendre chaque année, sur le capital qui lui sera assigné, de quoi couvrir la différence, et de le diminuer progressivement.

87. Les créanciers qui n'auront pas obtenu collocation sur des valeurs liquides et disponibles, seront colloqués sur le capital de la rente viagère, pour en prendre possession à la cessation de la rente.

88. S'il est dû au créancier, par rente viagère, des annuités au moment des collocations, et si, d'après la nature de son titre, il se trouve en rang utile, il est colloqué à son rang pour ces prétentions.

SECTION III.

Des actes de défaut de biens.

89. Les créanciers qui n'ont pas obtenu collocation pour l'acquittement complet de leurs

créances, reçoivent des actes de défaut de biens, extraits du décret de collocation où ils doivent être portés.

90. Les biens acquis par le débiteur depuis la clôture de la discussion, sont le gage commun de tous ses créanciers, sans distinction entre ceux qui sont ou non intervenus dans la liquidation et les créanciers postérieurs.

CHAPITRE VII.

De la notification et de l'appel du décret de collocation.

91. Dans huit jours qui suivent chaque décret de répartition, les créanciers seront avisés qu'il est porté.

Cet avis sera donné par lettre chargée et par publication faite aux criées ordinaires et insertion au Bulletin officiel, en désignant trois jours consécutifs durant lesquels le bureau du greffe sera ouvert à tous les créanciers qui se présenteront pour prendre connaissance du décret.

Ces trois jours seront fixés en laissant un intervalle de huit jours depuis l'insertion au Bulletin.

92. L'appel du décret de collocation, doit être interjeté dans les vingt jours qui suivent les jours ci-dessus mentionnés.

L'appel interjeté par les créanciers sera notifié au défenseur de la masse.

L'appel de la part du défenseur de la masse aura lieu en se conformant à l'article 58 et sera notifié aux créanciers contre lesquels il est interjeté.

93. Si, par jugement rendu sur l'appel, une ou plusieurs collocations étaient réformées, tout le décret sera renvoyé au tribunal qui l'a porté pour être coordonné conformément à cette décision.

94. Dès que la discussion est terminée et que la dernière répartition a passé en force de chose jugée, chaque créancier rentre dans l'exercice de toutes ses actions contre le débiteur, et celui-ci reprend la libre disposition de ses biens.

CHAPITRE VIII.

De la cloture de la discussion.

95. Aucune collocation et aucun acte de défaut de biens ne peuvent être délivrés avant que le décret de collocation ait acquis force de chose jugée.

Jusqu'à cette époque, le péril de la chose est à la charge du débiteur.

96. Les collocations et les actes de défaut de

biens sont expédiés sous la signature du président du tribunal et du greffier.

97. Les titres des créanciers qui ont obtenu collocation pour la totalité de leurs prétentions et qui l'ont acceptée, sont annulés et restitués au débiteur ; à moins qu'ils ne renferment quelques droits contre des tiers : dans ce cas, ils sont rendus au créancier en mentionnant au bas la collocation.

98. Aucun paiement ne sera fait aux créanciers hypothécaires avant qu'ils aient consenti à la radiation de leurs inscriptions. En portant le décret de collocation, le tribunal ordonnera la radiation des inscriptions et des transcriptions opérées à la charge du discutant, sans préjudice aux dispositions des articles 1961 et 1962 du Code civil.

Cette radiation s'opérera à la diligence du défendeur de la masse.

Les frais de radiation sont à la charge de la masse.

CHAPITRE IX.

De l'abandon de la collocation.

99. Le créancier, qui a obtenu collocation, peut l'abandonner et exercer son recours contre la caution solidaire, ou agir, par l'action hypo-

thécaire, contre le tiers détenteur de l'hypothèque.

Si, le créancier n'a obtenu collocation que pour une partie de sa prétention, il peut, à son choix, abandonner sa collocation et exercer son recours pour la totalité de sa prétention, ou la conserver et exercer son recours pour la part pour laquelle il n'a pas été satisfait.

Le recours sera exercé conformément aux principes posés dans la loi sur les *poursuites pour dettes*.

En cas de recours contre la caution ou le tiers détenteur de l'hypothèque, ceux-ci sont subrogés, de plein droit au créancier.

100. Dans les cas prévus à l'article précédent, le recours, tant du créancier que de la caution, contre le tiers détenteur de l'hypothèque, sera notifié dans le terme de 90 jours ; et celui du créancier contre la caution solidaire, dans le terme de 50 jours, depuis que le décret de collocation a passé en force de chose jugée.

Jusqu'à la notification du recours, le péril de la chose est à la charge de celui qui l'exerce.

Ces notifications ne sont pas applicables au cas où le créancier n'a pas obtenu collocation.

101. Le créancier peut aussi abandonner sa collocation et conserver sa prétention contre le débiteur.

Le même droit appartient à la caution et au tiers-détenteur de l'hypothèque.

L'abandon de la collocation sera notifiée au débiteur dans le terme de 90 jours depuis que le décret de collocation a passé en force de chose jugée. Jusqu'à cette notification, le péril de la chose est à la charge de l'instant.

102. Celui qui abandonne la collocation conserve une hypothèque légale sur la chose abandonnée.

CHAPITRE X.

De la faillite.

103. La mise en discussion d'un commerçant est appelée *faillite*.

104. La faillite peut être demandée de tout commerçant qui cesse ses paiements, ou qui, après avoir renoncé à son commerce, les cesse dans l'année.

105. Le tribunal fixe le jour de la cessation des paiements.

Si ce jour n'est pas fixé par le tribunal, la cessation des paiements sera réputée avoir eu lieu à partir du jugement prononçant la faillite.

106. Le tribunal peut toujours, sur de nouveaux renseignements, reporter à une autre époque le jour de la cessation des paiements, à moins qu'un procès ne soit engagé à ce sujet.

Dans tous les cas, ce jour ne peut être fixé à plus de trente jours avant la déclaration de la faillite.

107. Indépendamment des moyens de preuve admis en matière civile, le tribunal peut, en matière commerciale, admettre la preuve par facture acceptée, par la correspondance, par les livres des parties, régulièrement tenus, et par témoins.

L'article 1196 du Code civil n'est pas applicable en pareille matière, dans laquelle le tribunal est autorisé à apprécier, d'après les circonstances, si la date de l'acte sous seing privé qui est produit, mérite toute confiance.

108. Les dispositions concernant la discussion des biens sont aussi applicables à la faillite, en tant qu'il n'y est pas dérogé dans le présent chapitre.

109. Les articles 451 à 537 du Code de procédure civile sont reportés.

Disposition transitoire.

110. Les discussions ouvertes avant la mise en vigueur de la présente loi, continueront à être régies par la loi sous l'empire de laquelle elles ont commencé.

62. Le Conseil d'Etat fixera le jour de la mise en vigueur de la présente loi,

Il est chargé de sa promulgation.

Donné en grand Conseil à Sion le 19 Novembre 1870.

Le Président du Grand-Conseil,

Ign. Zen-Ruffinen.

Les Secrétaires,

A. Morand. L. L. Roten.

LE CONSEIL D'ETAT

DU CANTON DU VALAIS,

Ordonne :

La promulgation de la présente loi, laquelle sera exécutoire dès le 1^{er} mai 1871.

Donné en Conseil d'Etat à Sion, le 28 mars 1871, pour être publié dans toutes les communes du Canton, le 28 avril prochain.

Le Président du Conseil d'Etat,

A. Ribordy.

Le Secrétaire d'Etat,

E. Barberini.

L01

MODIFIANT LES ARTICLES 97 ET 316 DU CODE DE PROCÉDURE CIVILE.

LE GRAND CONSEIL

DU CANTON DU VALAIS,

Sur le proposition du Conseil d'Etat,

ORDONNE :

Art. 1. Les articles 97 et 316 du Code de procédure civile sont modifiés comme suit :

97. Si la personne à qui l'exploit est adressé n'a pas de domicile connu dans le Canton, l'exploit sera inséré au Bulletin officiel.

Si cet exploit porte citation, il y aura trente jours d'intervalle entre l'insertion au Bulletin et la comparution.

S'il s'agit d'une personne qui ne se trouve pas dans le Canton et dont le lieu de résidence est connu, le juge peut désigner quelqu'un pour la représenter.

Si l'absent possède des avoirs en Valais, et s'il n'a pas constitué de procureur, le juge doit

provoquer la nomination d'un curateur, lequel devra aviser immédiatement l'intéressé, si possible.

Les frais de ce représentant seront à la charge de l'absent, et seront réglés avec les autres frais de la procédure.

Toutefois, si la personne qui n'a pas de domicile dans le canton s'y trouve temporairement, elle peut être assignée suivant les délais et les formes ordinaires.

316. Les jugements rendus par un juge de commune seront exécutés sous l'autorité de ce juge.

Ceux rendus par les autres tribunaux seront exécutés sous l'autorité du président du tribunal du district.

Art. 2. Le Conseil d'Etat fixera l'époque de la mise en vigueur de la présente loi.

Il est chargé de sa promulgation.

Donné en Grand-Conseil à Sion le 19 Novembre 1870.

Le Président du Grand-Conseil,
Ign. Zen-Ruffinen.

Les Secrétaires,
A. Morand. L. L. Roten.

LE CONSEIL D'ETAT

DU CANTON DU VALAIS,

Ordonne :

La promulgation de la présente loi, laquelle sera exécutoire dès le 1^{er} mai 1871.

Donné en Conseil d'Etat à Sion, le 28 mars 1871, pour être publié dans toutes les communes du Canton, le 28 avril prochain.

Le President du Conseil d'Etat,

A. Ribordy.

Le Secrétaire d'Etat,

E. Barberini.



LOI

MODIFIANT L'ARTICLE 86 DU TARIF DES
FRAIS DE JUSTICE EN MATIÈRE CIVILE

LE GRAND-CONSEIL

DU CANTON DU VALAIS,

Sur la proposition du Conseil d'Etat,

ORDONNE :

Art. 1. L'article 86 du tarif des frais de justice en matière civile est remplacé par le suivant :

86. Les procureurs recouvreurs ne peuvent exiger du débiteur plus du deux et demi pour cent des valeurs qu'ils ont recouvrées.

Cet émolument n'est pas dû si le débiteur paie dans le mois qui suivra le premier avertissement qui lui aura été donné par lettre chargée.

Si les poursuites ont cessé par le fait du créancier, celui-ci paiera au procureur, outre les frais déjà faits, le un pour cent des valeurs données en recouvrement, à moins que le créancier n'ait des causes légitimes de plaintes contre le procureur.

On ne peut pas valablement stipuler une provision excédant celle fixée par le présent article.

Art. 2. Le Conseil d'Etat fixera le jour de la mise en vigueur de la présente loi.

Il est chargé de sa promulgation.

Donné en Grand Conseil à Sion le 19 Novembre 1870.

Le Président du Grand-Conseil,

Ign. Zen-Ruffinen.

Les Secrétaires,

A. Morand. L. L. Roten.



LE CONSEIL D'ETAT

DU CANTON DU VALAIS.

Ordonne :

La promulgation de la présente loi, laquelle sera exécutoire dès le 11 juin 1871.

Donné en Conseil d'Etat à Sion, le 24 mai 1871, pour être publié dans toutes les communes du Canton, le 4 juin prochain.

Le Président du Conseil d'Etat,

A. Ribordy.

Le Secrétaire d'Etat,

Em. Barberini.

